

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

BUDGET GÉNÉRAL

PROGRAMME 178

RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT

DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2021

PRÉPARATION ET EMPLOI DES FORCES



PROGRAMME 178
Préparation et emploi des forces

Bilan stratégique du rapport annuel de performances

Général d'armée Thierry Burkhard

Chef d'état-major des armées

Responsable du programme n° 178 : Préparation et emploi des forces

Le programme 178 « Préparation et emploi des forces » vise à satisfaire les exigences d'emploi et de préparation des forces définies par les contrats opérationnels, eux-mêmes déclinés des ambitions de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale (RSDSN) de 2017, actualisée en 2021 et en cohérence avec les objectifs fixés par la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025. Il constitue en ce sens l'aboutissement et le cœur de la mission « Défense ». Organisé de façon à pouvoir assurer simultanément la conduite des opérations et la préparation des forces dans un cadre organique cohérent, le programme 178 est placé sous la responsabilité du chef d'état-major des armées (CEMA) au titre de ses attributions en matière de commandement des opérations militaires, de préparation opérationnelle des armées, de soutien et de définition et de cohérence capacitaire du format d'ensemble.

L'année 2021, troisième année de la LPM, a été une année intense d'engagements opérationnels pour les armées, mais également d'entraînement selon des standards de plus en plus exigeants, afin de conserver une aptitude opérationnelle élevée dans un contexte stratégique de plus en plus incertain et dans un monde de confrontations de plus en plus dangereux.

Une année intense d'engagements opérationnels

En 2021, les armées ont été fortement sollicitées et engagées, afin de faire face aux menaces dont l'accentuation a été confirmée à l'occasion de l'actualisation de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale (RSDSN) de 2017.

Sur le territoire national, l'année 2021 a ainsi été marquée par la contribution continue des armées à la protection des Français contre la dangerosité polymorphe du quotidien (terrorisme, crise sanitaire ou catastrophes climatiques et naturelles).

A ce titre, les armées ont participé comme chaque année à l'opération Héphaïstos de lutte contre les feux de forêt dans 23 départements, en appui des formations de la sécurité civile et des sapeurs-pompiers locaux. L'opération « Résilience » s'est par ailleurs poursuivie, avec notamment la projection durant l'été d'un module militaire de réanimation (MMR) en Martinique, mais également la mise en œuvre de plusieurs pôles militaires de vaccination. Enfin, l'engagement des armées dans l'opération Sentinelle a été continu tout au long de l'année 2021, avec un ajustement permanent des effectifs déployés tout en poursuivant l'adaptation des dispositifs pour aller vers toujours plus de réactivité.

Sur le plan des opérations extérieures, l'année 2021 s'est notamment caractérisée par le début d'une importante adaptation de la force Barkhane au Sahel, conformément aux orientations fixées par le président de la République. Si le rythme des actions cinétiques directes contre les groupes armés terroristes, le plus souvent avec les partenaires africains et européens, s'est poursuivi, un rééquilibrage des missions conduites par l'armée française et ses partenaires a été amorcé, en donnant la priorité au partenariat militaire de combat. Cette évolution s'est notamment traduite par la restitution des emprises au nord Mali, à Tessalit, à Kidal et à Tombouctou, accompagnée d'une opération logistique de grande ampleur en zone d'insécurité.

L'opération « Apagan » menée à Kaboul à la suite de la dégradation brutale de la situation sécuritaire a permis l'évacuation en sécurité de près de 3 000 personnes, avec la mise en place d'un pont aérien entre l'aéroport de Kaboul, la base aérienne 104 d'Abu Dhabi et Paris. Menée en étroite coordination avec le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, avec le ministère de l'Intérieur, ainsi qu'avec les alliés, elle a mis en lumière la capacité d'adaptation et la réactivité des armées, reposant à la fois sur une organisation singulière, l'existence de moyens maintenus en alerte et une préparation des forces adaptée.

Au Proche et Moyen-Orient, les armées ont poursuivi leurs engagements, que ce soit dans le cadre de l'opération Chammal avec des missions d'appui aérien et d'accompagnement au combat des partenaires locaux, appuyés par la présence permanente de bâtiments de combat en Méditerranée orientale, ou dans celui de l'opération Daman au Liban pour garantir le respect des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, dans un contexte local d'instabilité politique et de durcissement des postures des acteurs en présence.

Une année au service d'un modèle d'armée crédible, équilibré et cohérent

L'année 2021 a confirmé les tendances de fond observées au cours de la dernière décennie et soulignées dans l'actualisation de la revue stratégique de 2017. Le contexte stratégique se caractérise à la fois par l'incertitude, la multiplication des foyers de crise, le durcissement de la compétition entre grandes puissances ainsi que le réarmement et la désinhibition de plus en plus marquée des grands compétiteurs à l'égard de l'emploi de la puissance militaire. La conflictualité, s'exprimant dans un nombre croissant de milieux et de champs, doit désormais être appréhendée à la lumière d'une grille de lecture stratégique combinant les notions de compétition, de contestation et d'affrontement.

C'est dans ce contexte que les armées ont contribué à l'atteinte de l'ambition d'une France puissance d'équilibre, que ce soit à travers des alliances, des partenariats ou des coalitions, mais également en participant activement à la stratégie nationale dès le stade de la compétition, et en proposant des options militaires accompagnant le message de détermination de la France, afin d'infléchir la volonté de compétiteurs, voire d'adversaires potentiels.

C'est ainsi qu'ont été conduits des déploiements d'ampleur démontrant la crédibilité des capacités militaires de la France, comme ceux de la marine nationale en Méditerranée centrale et orientale, dans le golfe de Guinée, dans l'océan Indien et dans la zone indopacifique. Sur les marches orientales de l'Europe, les armées ont contribué à la réassurance des pays de l'OTAN, par le biais des déploiements « *enhanced forward presence* » (EfP) en Lettonie, illustrant ainsi la détermination de la France à prendre sa part dans la défense de l'Europe et sa crédibilité comme allié au sein de l'OTAN. Par ailleurs, plusieurs missions de reconnaissance ont permis de contribuer à l'amélioration de notre appréciation autonome de situation en mer Noire ou dans le Pacifique. La mission aérienne stratégique de longue portée Wakea/Heifara de l'armée de l'air et de l'espace dans le Pacifique illustre pour sa part la capacité de projection de force de la France et sa détermination à défendre ses intérêts où qu'ils se trouvent.

C'est également dans cette optique qu'ont été conduits en 2021 un certain nombre d'exercices et d'entraînements majeurs, à l'image du renforcement des unités de l'armée de terre dans les centres d'entraînement au combat, de l'exercice majeur de la marine nationale « Préparation opérationnelle en lutte aéromaritime, résilience, innovation et supériorité » (POLARIS) ou encore des exercices interalliés organisés par l'armée de l'air et de l'espace. Cette préparation opérationnelle interarmées et interalliés consolidée, clairement orientée vers la haute intensité, a pour objectif de maintenir le niveau d'ambition opérationnelle fixée pour les armées en les entraînant à la dureté des engagements, à la diversité de modes d'actions hybrides, à la mise en œuvre d'équipements à la complexité croissante, à la synchronisation des effets dans plusieurs champs et milieux et à l'engagement en coalition avec leurs alliés et partenaires.

Conclusion

Au cœur du dispositif national de défense et de sécurité de la France, l'armée française a efficacement contribué en 2021 à la défense de la France, de ses intérêts et de ses citoyens face à la dangerosité du monde. Sous-tendus par une vision stratégique visant à « gagner la guerre avant la guerre », les efforts seront poursuivis en 2022 avec agilité et créativité pour appréhender les événements de façon toujours plus stratégique, proposer en permanence des options militaires pertinentes, répondre aux défis opérationnels avec réactivité et efficacité, et s'adapter aux évolutions de la conflictualité.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 : Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation

INDICATEUR 1.1 : Taux de satisfaction de la fonction stratégique connaissance - anticipation

OBJECTIF 2 : Assurer la fonction stratégique de prévention

INDICATEUR 2.1 : Efficacité du pré-positionnement des forces

OBJECTIF 3 : Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde)

INDICATEUR 3.1 : Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection

OBJECTIF 4 : Assurer la fonction stratégique intervention

INDICATEUR 4.1 : Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France

INDICATEUR 4.2 : Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises

OBJECTIF 5 : Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues

INDICATEUR 5.1 : Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement

INDICATEUR 5.2 : Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels

OBJECTIF 6 : Renforcer l'efficacité du soutien

INDICATEUR 6.1 : Coût de la fonction « restauration-hébergement »

INDICATEUR 6.2 : Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu

INDICATEUR 6.3 : Améliorer le soutien du combattant

INDICATEUR 6.4 : Efficacité bureautique

Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

1 – Assurer la fonction stratégique connaissance-anticipation

INDICATEUR

1.1 – Taux de satisfaction de la fonction stratégique connaissance - anticipation

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Capacité d'anticipation opérationnelle	%	85	85	85	85	85	85
Satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire	%	84,5	86,9	90	90	88,5	90

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Le sous-indicateur 1.1.1 « capacité d'anticipation opérationnelle » permet d'apprécier la bonne anticipation et la qualité de la veille stratégique.

Le second sous-indicateur 1.1.2 mesure la capacité de la direction du renseignement militaire (DRM) à satisfaire ses commanditaires en termes de délais.

Mode de calcul : l'indicateur comporte deux sous-indicateurs :

- le premier compare le nombre de crises dont l'analyse a permis une réaction adaptée et en temps utile de nos forces par rapport à l'ensemble des crises impliquant les intérêts de la France. L'unité de mesure de la cible est un pourcentage : nombre de crises anticipées et analysées convenablement et dans les délais, rapportées au nombre de crises sur une période de deux ans ;
- le second mesure le taux de satisfaction des besoins de renseignement d'intérêt militaire en termes de réactivité (nombre de demandes satisfaites dans les délais sur le nombre total des demandes).

Source des données : état-major des armées - centre de planification et de conduite des opérations (CPCO) pour la « capacité d'anticipation opérationnelle » et la DRM pour la « satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire ».

ANALYSE DES RÉSULTATS

Sous-indicateur 1.1.1 « Capacité d'anticipation opérationnelle »

La capacité d'anticipation opérationnelle s'est maintenue à un niveau constant. Selon les procédures établies, les tendances de fond sont analysées et prises en compte dans le cadre des travaux réalisés par le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO). Celui-ci s'appuie également sur les échanges réguliers qu'il entretient avec les autres entités au niveau ministériel et interministériel - direction du renseignement militaire (DRM), direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), MEAE/Direction de l'Afrique et de l'océan Indien (DAOI), centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) - ainsi qu'avec les instituts de recherche.

En outre, la révision régulière des stratégies militaires opérationnelles (SMO) par zone permet, à intervalles rapprochés, une revue des grands facteurs régionaux d'instabilité relativement à nos intérêts, augmentant encore notre appréciation globale de la situation, autorisant ainsi une meilleure anticipation des aléas éventuels.

Toutes les crises impliquant les intérêts français font l'objet d'une vigilance accrue. Les risques d'extension de la menace terroriste font également l'objet d'analyses approfondies permettant de définir des mesures préventives, dans une approche interministérielle et interalliée. En dehors des zones de crises dans lesquelles les armées françaises

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Objectifs et indicateurs de performance

sont directement impliquées, un travail d'anticipation formel est conduit pour préparer des options stratégiques en cas de dégradation sécuritaire, en particulier en Afrique centrale et occidentale.

Sous-indicateur 1.1.2 « Satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire »

La DRM a amélioré le taux de satisfaction du besoin de renseignement d'intérêt militaire par rapport à 2020 (+ 1,6 point), en dépit des contraintes liées à la crise sanitaire. Les retards concernent majoritairement des demandes moins sensibles et moins urgentes, alors que celles ayant un caractère d'urgence opérationnelle, soit 70% environ, ont été systématiquement traitées dans les délais.

OBJECTIF**2 – Assurer la fonction stratégique de prévention****INDICATEUR****2.1 – Efficacité du pré-positionnement des forces**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Taux des forces pré-positionnées engagées dans les opérations dans un délai inférieur à 5 jours	%	95	91	90	92	88	90
Taux de réalisation en matière de formation des forces étrangères par les forces prépositionnées	%	95	91	95	95	82,5	98

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Le sous-indicateur 2.1.1 mesure l'efficacité de l'engagement des forces pré-positionnées. Celles-ci comprennent des forces de souveraineté, déployées dans les départements et collectivités d'outre-mer, et des forces de présence, déployées au titre des accords de défense, renforcées par les forces maritimes déployées préventivement. Elles doivent représenter au moins 50 % du volume projeté dans la zone de crise, dans un délai inférieur à cinq jours.

Le sous-indicateur 2.1.2 mesure la réalisation des tâches de formation au profit des forces armées africaines notamment pour les contingents de maintien de la paix, programmées soit dans le cadre des accords bilatéraux, soit dans le cadre de protocoles ONU.

Mode de calcul :

Sous-indicateur 2.1.1 : ratio, sur les trois dernières années, entre l'effectif pré-positionné déployé dans les opérations extérieures ou au profit des départements et collectivités d'outre-mer au cours des cinq premiers jours de l'opération et les effectifs totaux déployés sur le même nombre de jours.

Sous-indicateur 2.1.2 : effectif des forces régionales réellement formé par rapport à l'effectif prévu.

Source des données : les données proviennent de l'état-major des armées (CPCO et division emploi des forces) et des forces prépositionnées.

ANALYSE DES RÉSULTATS**Indicateur 2.1.1 « Taux des forces pré-positionnées engagées dans les opérations dans un délai inférieur à 5 jours »**

En 2021, ce taux a atteint 88%. L'opération « APAGAN » a en effet nécessité le déploiement immédiat de renforts en personnel de l'armée de l'air et de l'espace depuis la métropole, représentant 23% des effectifs engagés et dont les compétences sont habituellement conservées en métropole, ce qui a pénalisé l'indicateur de l'année.

Indicateur 2.1.2 « Taux de réalisation en matière de formation des forces étrangères par les forces prépositionnées »

Sur les 34 852 effectifs prévus en 2021, 28 749 ont été effectivement formés soit un taux de réalisation de 82,5%.

Cependant, le total de personnes formées ne comprend pas les effectifs entraînés :

- par Barkhane qui assure dans sa zone (*Joint Operation Area – JOA*) une partie du partenariat militaire opérationnel (PMO) au profit des armées du G5 Sahel (11 700 personnels entraînés) ;
- par Corymbe dans le golfe de Guinée (180 personnels entraînés).

Il s'agissait en 2021 de donner les moyens aux éléments français au Sénégal (EFS), forces françaises en Côte d'Ivoire (FFCI), éléments français au Gabon (EFG), forces françaises de Djibouti (FFDj) et forces armées de la zone Sud de l'océan Indien (FAZSOI) de faire face à l'accroissement, une nouvelle fois sensible, des besoins en formation indispensables à notre stratégie militaire en Afrique.

Outre la poursuite de l'effort au Sahel, un élargissement notable à l'Afrique de l'Ouest a été conduit afin de répondre à l'évolution du contexte sécuritaire et aux demandes afférentes des partenaires.

L'épidémie de COVID, si elle n'a pas été un frein aussi marqué qu'en 2020, est restée un facteur contraignant pour l'organisation de ces formations. De plus, plusieurs événements politiques majeurs ont conduit à suspendre, temporairement ou plus durablement, des actions auprès de partenaires importants ou identifiés en devenir comme le Mali, la République centrafricaine, la Guinée-Conakry, l'Éthiopie et plus marginalement le Soudan. La baisse résultant de ces aléas a principalement été compensée par d'autres besoins non planifiés initialement, notamment l'appui aux forces armées de la république de Côte d'Ivoire. Enfin, il est à noter que les besoins en formation ont pu être honorés en partie grâce à l'engagement de deux renforts en détachement de PMO fournis par l'armée de terre pendant 4 mois et engagés depuis la France. Ces renforts ont été à destination des EFG pour les formations au profit du Tchad et de la RDC et à destination des EFS pour les formations au profit du Bénin.

OBJECTIF

3 – Assurer la fonction stratégique de protection (sauvegarde)

INDICATEUR

3.1 – Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Niveau de réalisation des contrats pour l'armée de terre	%	100	100	100	100	100	100
Niveau de réalisation des contrats pour la marine	%	84	85	81	87	86	80
Niveau de réalisation des contrats pour l'armée de l'air	%	94	95	100	95	95	100
Niveau de réalisation des contrats pour le SSA	%	93	93	93	93	94	93
Niveau de réalisation des contrats pour la DIRISI	%	99	99	99	99	99	99
Niveau de réalisation de la couverture des zones de surveillance	%	75/73	75	75/68	75/68	75/79	75/68
Niveau de réalisation des interceptions	%	100	100	100	100	100	100

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Objectifs et indicateurs de performance

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Les contrats opérationnels pris en référence sont ceux de la LPM 2019-2025.

Ces sous-indicateurs traduisent la performance des armées, directions et services pour faire face, seuls ou dans un cadre interministériel, aux exigences de sécurité des Français. Ils permettent à la fois de mesurer le respect du contrat opérationnel mais aussi le degré d'implication des armées et leur efficacité dans une mission s'inscrivant dans un cadre interministériel.

La performance recherchée consiste à se mettre en capacité d'assurer, dans des délais adaptés à chaque type de menace (de quelques minutes pour une interception aérienne à plusieurs jours pour un pistage de cargo trafiquant), une surveillance suffisante et dissuasive ainsi qu'une intervention efficace, sur un très grand panel de tâches (sauvetages, luttes contre les catastrophes naturelles et les trafics, surveillances militaire et environnementale...).

Mode de calcul : les cinq premiers sous-indicateurs mesurent pour chacune des armées, directions et services :

- le maintien des postures permanentes de sûreté aérienne, de sauvegarde maritime ainsi que de la posture de protection terrestre (le renforcement protection crise majeure (RPCM), les forces de souveraineté et la défense/ sécurité sont intégrés dans les missions permanentes de l'armée de Terre) ;
- la capacité à honorer l'armement des forces de souveraineté ;
- la capacité à honorer le RPCM.

Ceux-ci prévoient des forces qualifiées et suffisantes, à la fois pour tenir des alertes permanentes et intervenir dans le cadre de la défense du territoire et des missions de service public (recherche et sauvetage, évacuation sanitaire, lutte contre les trafics...).

Pour la DIRISI, sont pris en compte le taux de disponibilité de l'ensemble des réseaux et SIC OPS opérés par la DIRISI (réseaux nationaux, élongations pour les théâtres, SI opérationnels de la DIRISI, SIC internationaux) et le taux de réalisation de l'appui SIC aux missions intérieures (MISSINT).

En complément, deux sous-indicateurs mesurent les résultats pratiques :

- le taux de couverture, successivement (2 chiffres) des zones de surveillance aérienne et maritime. Certaines zones sont activées en permanence (couverture radar pour la défense aérienne du territoire, dispositif de surveillance des approches maritimes), d'autres conjoncturellement (sécurité de sortie de port d'un navire précieux), d'autres selon des règles de probabilité de détection (patrouilles dans les zones économiques exclusives) ;
- le taux d'interceptions réussies dans le domaine de la défense aérienne du territoire.

Source des données : les états-majors d'armée et directions centrales.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 3.1 « Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection » (ARMEE DE TERRE)

L'armée de terre a honoré toutes les contributions qui lui ont été demandées au titre de la protection, sur le territoire métropolitain comme outre-mer, avec un dispositif très réactif dans le cadre de son contrat permanent (plans gouvernementaux VIGIPIRATE, crue de la Seine, HEPHAISTOS, etc.) mais aussi dans sa contribution à l'opération RESILIENCE. Concernant le « renfort protection crise majeure » (RPCM), l'armée de terre est restée en permanence en mesure d'honorer son contrat en volume.

Indicateur 3.1 « Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection » (MARINE NATIONALE)

Le niveau de réalisation concernant la fonction stratégique « protection » poursuit sa progression à 86%. Ce taux, cohérent avec la prévision du PAP, reflète les effets des actions d'amélioration mises en place, notamment la forte mutualisation des moyens alloués aux fonctions stratégiques dissuasion et protection. Cette mutualisation est toutefois limitée par les problématiques techniques qui touchent certaines composantes (patrouilleurs métropolitains, patrouilleurs outre-mer, NH90 et patrouille maritime).

La situation devrait perdurer jusqu'au remplacement des unités vieillissantes par celles de nouvelle génération, en particulier les patrouilleurs océaniques (PO) et les patrouilleurs outre-mer (POM) Les conséquences opérationnelles liées à la crise du COVID ont été faibles depuis la mise en place de l'obligation vaccinale.

Le niveau de réalisation de la couverture des zones de surveillance en 2021 (79%) est supérieur aux prévisions du PAP 2021 (68%). L'augmentation du niveau de surveillance des zones par rapport à 2020 reflète une meilleure couverture ponctuelle aérienne et surface en Méditerranée liée à la surveillance des trafics.

Indicateur 3.1 « Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection » (ARMEE DE L'AIR ET DE L'ESPACE)

Le taux de satisfaction de 95% s'explique par des fragilités récurrentes perceptibles notamment au niveau de l'infrastructure, de la disponibilité technique de certaines flottes (exemple de l'hélicoptère Puma pour la recherche et sauvetage), du développement de capacités nouvelles (lutte anti-drone par exemple) et des ressources humaines. Des plans d'actions ont été mis en place et devraient porter leurs fruits à moyenne échéance, permettant une remontée progressive vers 100% à la fin de la LPM.

Malgré l'épidémie de COVID 19, les mesures mises en place par l'armée de l'air et de l'espace pour préserver la santé de son personnel (travail en bordées, recours à la téléactivité pour les fonctions le permettant, respect des gestes barrières etc.) ont permis d'assurer la permanence du dispositif de défense aérienne et son efficacité. Ainsi, en 2021, 210 décollages sur alerte ont été réalisés (164 d'avions de chasse et 46 d'hélicoptères) avec un taux de réussite des interceptions de 100%. S'agissant de la couverture des zones de surveillance, un plan d'actions majeur a été lancé fin 2019 afin de consolider la posture permanente de sûreté aérienne. Les travaux se poursuivent pour formaliser un niveau d'ambition qui soit en adéquation avec les ressources consacrées à ce contrat. Des résultats sensibles ne pourront toutefois se concrétiser que sur le temps long.

Indicateur 3.1 « Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection » (SSA)

Une nouvelle dynamique est née après la revue des trois programmes en infrastructures pour le développement des futurs centres de traitement des blessés radio-contaminés et contaminés chimiques (CTBR2C) réalisée fin 2020. Le futur CTBR2C de l'HIA Sainte-Anne servira de modèle pour les deux autres.

Enfin, le programme infrastructure du futur CTBR2C de l'HIA Clermont-Tonnerre est en attente de la présentation des études de faisabilité pour envisager une réunion de concertation initiale.

Indicateur 3.1 « Taux de satisfaction des contrats opérationnels permettant d'assurer la fonction stratégique de protection » (DIRISI)

Le réseau de communication nationale SOCRATE est une composante majeure de l'indicateur 3.1. La disponibilité technique, la seule mesurée à ce jour, demeure à un niveau supérieur à 99 %, grâce à la forte redondance du système qui pallie la hausse du nombre de pannes.

Le déploiement du nouveau réseau DESCARTES, qui démarre, apportera une réponse pérenne à ce risque lié à l'obsolescence du réseau de transport militaire et au maintien de sa disponibilité au niveau souhaité, avec une réduction du nombre d'incidents et une réduction puis une stabilisation des ressources consacrées au maintien de sa disponibilité.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF**4 – Assurer la fonction stratégique intervention****INDICATEUR mission****4.1 – Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Armée de terre	%	90	90	90	90	90	90
Marine	%	87	89	94	67	78	84
Armée de l'air	%	65	70	75	75	75	80
SSA	%	80	90	80	80	100	80
DIRISI	%	99	99	99	99	99	99

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Les contrats opérationnels pris en référence sont ceux de la LPM 2019-2025.

Ces indicateurs traduisent la capacité des armées, directions et services à être engagées, pour une durée limitée, dans une opération de coercition majeure tout en conservant une partie des responsabilités exercées sur les théâtres d'opération déjà ouverts. Le contrat opérationnel prévoit une simultanéité partielle entre les engagements en opération de gestion de crise et les opérations en coercition.

Mode de calcul : l'indicateur mesure, pour chacune des composantes, la capacité à réaliser les objectifs des contrats opérationnels, pour la fonction stratégique « Intervention » dans le cadre de l'hypothèse d'engagement maximum de nos forces. La capacité est mesurée en prenant en compte les ressources effectivement disponibles.

Engagement maximal prévu dans le cadre d'une opération de coercition :

- armée de terre : un poste de commandement de composante terrestre du niveau corps d'armées (CRR-FR), une division à deux brigades interarmes avec ses éléments organiques de commandement, d'appui et de soutien représentant environ 15 000 hommes des forces terrestres ;
- marine nationale : le porte-avions et groupe aérien embarqué, deux bâtiments de porte-hélicoptères amphibies (PHA), un noyau-clé d'accompagnement à base de frégates, deux sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) et des avions de patrouille maritime ;
- armée de l'air et de l'espace : 3 bases aériennes projetées (BAP), 45 avions de chasse, 9 avions de transport stratégique et de ravitaillement, 16 avions de transport d'assaut (ATA), 2 plots recherche et sauvetage de combat (RESCO), ainsi que des capacités drones et des moyens ISR (intelligence, surveillance and reconnaissance) ;
- les moyens de commandement, de renseignement et de logistique de l'opération.

De plus, cette hypothèse prévoit le maintien d'une capacité résiduelle d'engagement d'urgence, une posture de protection renforcée sur le territoire national et la ré-articulation des opérations en cours.

La disponibilité caractérise l'aptitude d'une capacité opérationnelle (c'est-à-dire d'une puissance militaire cohérente en personnel qualifié et entraîné, en équipements suffisants, disposant d'une doctrine, d'une organisation, des approvisionnements et soutiens nécessaires) à être mise sur pied dans le délai requis par l'hypothèse d'emploi maximum des forces.

DIRISI : le mode de calcul correspond à la moyenne pondérée des indicateurs de disponibilité de l'ensemble des réseaux et SIC OPS opérés par la DIRISI (réseaux nationaux, élongations pour les théâtres, SI opérationnels de la DIRISI, SIC internationaux).

SSA : ratio entre le nombre global d'équipes chirurgicales disponibles et la cible théorique, hors praticiens en formation.

Source des données : les états-majors d'armée et les directions centrales.

INDICATEUR

4.2 – Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Terre	%	100	100	97	97	97	97
Marine	%	84	87	82	88	93	73
Armée de l'air	%	91	95	100	95	95	100
SSA	%	100	100	100	100	100	100
DIRISI	%	99	99	99	99	99	99

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Ces indicateurs traduisent la capacité des armées, directions et services à pouvoir être engagés, simultanément et dans la durée, dans plusieurs opérations de gestion de crise et de lutte contre l'instabilité. La construction des indicateurs intègre les notions de délai et d'aptitude à régénérer les forces, primordiales pour la tenue de ce contrat. La difficulté réside dans le nombre et la dispersion des engagements simultanés, ainsi que dans les élongations au sein des théâtres.

Mode de calcul : l'indicateur mesure, pour chacune des composantes, la tenue du contrat opérationnel. La réalisation du contrat opérationnel s'entend comme l'aptitude des unités à être déployées dans le temps imparti, sur un nombre défini de théâtres.

Engagement maximum prévu dans le cadre des opérations de gestion des crises :

- gestion de crise dans la durée sur 3 théâtres dont un en tant que contributeur majeur au sein d'une coalition, en engageant jusqu'à 7 000 hommes des forces terrestres, jusqu'à 14 avions de chasse, ainsi que des drones MALE (moyenne altitude longue endurance), jusqu'à 6 frégates, un porte-hélicoptère amphibie (PHA) et un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA) selon les circonstances ;
- échelon national d'urgence de 5 000 hommes permettant de projeter une force interarmées de réaction immédiate (FIRI) de 2 300 hommes à 3 000 kilomètres du territoire national ou d'une base à l'étranger en 7 jours ;
- maintien des postures permanentes de sûreté aérienne et de sauvegarde maritime ainsi que de la posture de protection terrestre.
- capacité à armer un déploiement opérationnel de circonstance dans le cadre des mesures de réassurance.

Pour le SSA, il s'agit des effectifs en équipes chirurgicales dans le cadre du dispositif santé de veille opérationnelle.

Pour la DIRISI, sont pris en compte le taux de disponibilité de l'ensemble des réseaux et SIC OPS opérés par la DIRISI (réseaux nationaux, élongations pour les théâtres, SI opérationnels de la DIRISI, SIC internationaux) et le taux de réalisation de l'appui SIC aux OPEX.

Source des données : les données proviennent des états-majors d'armée, des directions et des services.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 4.1 « Capacité des armées à intervenir dans une situation mettant en jeu la sécurité de la France »**Armée de terre**

L'armée de terre est en capacité d'assurer le volume de forces à engager dans l'hypothèse d'engagement majeur. Toutefois, les délais nécessaires à la réorganisation de son dispositif, à la montée en puissance de la force et à son acheminement avec l'ensemble de ses stocks sont supérieurs aux délais prévus de 6 mois.

Marine nationale

Bien qu'inférieure à la cible 2023, la situation s'est améliorée par rapport à la prévision actualisée, grâce à une meilleure disponibilité :

- des SNA, malgré une rupture temporaire de capacité (RTC) sur la composante sous-marine. La RTC ne prendra fin qu'en 2030 avec l'admission au service actif du sixième SNA Barracuda ;
- des bâtiments de soutien et d'assistance métropolitain (BSAM) employés sur un large panel de missions, entraînant une suractivité et quelques ruptures d'alerte.

Cependant, la faible disponibilité du parc Atlantique 2 (ATL2), couplée à une activité opérationnelle dense, a occasionné des ruptures de l'alerte.

Armée de l'Air et de l'Espace

L'aptitude de l'armée de l'air et de l'espace à réaliser un engagement majeur sous six mois dépend principalement de la capacité à préparer les forces dans le cadre de la montée en puissance, de la capacité à redéployer les forces engagées en gestion de crise et de l'approvisionnement de certaines ressources.

Le résultat de 75% en 2021 est conforme à aux prévisions et en progression par rapport à 2020.

Cette amélioration est à mettre au crédit de la réalisation effective d'une partie des exercices du haut de spectre planifiés, et ce malgré la crise sanitaire, et à la montée en puissance des flottes nouvelles (A330 MRTT ou A400M à titre d'exemple) qui apportent un gain capacitaire substantiel. Néanmoins, les aléas sur la disponibilité technique de certains matériels (avions de transport tactique notamment) ont perduré en 2021 rendant plus difficile la préparation opérationnelle des équipages à la haute intensité.

Service de santé des armées

Le nombre d'équipes chirurgicales (EC) prévu par la composante hospitalière militaire pour répondre au contrat opérationnel a augmenté ces dernières années (passant de 48 en 2019 à 51 en 2021).

L'ambition d'atteindre 65 EC en 2025 est conditionnée par la réalisation effective des recrutements prévus en chirurgiens, en particulier en orthopédie.

Le taux de réalisation des EC a parallèlement augmenté passant de 90 % en 2020 à 100% en 2021 grâce aux efforts ciblés sur deux axes : l'élargissement du vivier utile et la fidélisation de la population.

DIRISI

La disponibilité de l'ensemble des SIC OPS opérés par la DIRISI est au niveau requis et le contrat opérationnel est honoré. La DIRISI mène des actions pour renouveler les capacités dont le rythme d'obsolescence, la variété et la complexité s'intensifient. La migration d'anciens réseaux classifiés vers le STCIA V0.5 SECRET SPECIAL FRANCE et SECRET a débuté avec les migrations du CPCO, du CPOIA, du COMCYBER et de la DRM. La fin du déploiement du programme SIA et les actions en cours de fiabilisation des diverses passerelles critiques apportera une réponse concrète à ce risque.

Indicateur 4.2 : Capacité à réaliser les contrats opérationnels permettant de gérer les crises

Armée de terre

L'armée de terre a honoré ses engagements de la situation opérationnelle de référence au titre des fonctions prévention et intervention, dont la gestion de crise.

Bien que l'effectif engagé soit en-deçà des effectifs prévus au contrat, l'armée de terre était engagée sur 5 théâtres en comptant le déploiement opérationnel de circonstance (opération Lynx dans les pays baltes), ce qui a entraîné des tensions sur les fonctions commandement, appui et soutien. Les dimensions et les caractéristiques du théâtre d'engagement principal ont fait également peser de fortes contraintes sur la logistique et les matériels, contraintes accentuées par la manœuvre de ré-articulation en cours.

Marine nationale

Le résultat de 2021 est au-dessus des prévisions. Les moyens aéronavals ont été déployés de façon quasi-permanente sur trois théâtres :

- Atlantique à travers les missions CORYMBE, NARVAL et BARKHANE ;

- MEDOR/MEDCENT ;
- Océan Indien avec les missions AGÉNOR, Groupe de Guerre Des Mines (GGDM), *Combined Task Force* (CTF) 150, ATALANTA.

L'Indopacifique a également fait l'objet d'un d'effort particulier, avec le déploiement en Asie de la mission JEANNE D'ARC, du déploiement d'un SNA en océan Pacifique (mission MARIANNE), de l'exercice ARC 21 et du déploiement du *Dupuy de Lôme*.

La crise COVID n'a pas entraîné de diminution de l'activité opérationnelle en 2021. La principale difficulté réside dans la fiabilisation des points d'appui sous ambiance COVID (nombreuses escales refusées par les nations hôtes, ratio coût organique / gain opérationnel défavorable, conséquence sur le moral de l'équipage).

Concernant les alertes d'échelon nation d'urgence (ENU), les faibles disponibilités des frégates multi-missions (FREMM), Frégates légères furtives de type Lafayette (FLF) et des ATL2 ont eu pour conséquence des ruptures sur les alertes *Quick Reaction Force* (QRF).

Armée de l'air et de l'espace

L'armée de l'air et de l'espace participe à toutes les opérations majeures de gestion de crise et est aujourd'hui engagée au niveau requis du contrat opérationnel. Le résultat 2021 de 95% est conforme à la prévision 2021 actualisée. Néanmoins, les difficultés techniques rencontrées sur certaines flottes (transport tactique en particulier) contraignent l'entraînement des équipages au-delà de ce qui était attendu. Par ailleurs, la projection de l'ENU n'est pas réalisable dans les délais, notamment en raison du manque de vecteurs stratégiques. Cette situation ne sera résorbée qu'avec l'atteinte du format A400M.

SSA

Pour le service de santé des armées, 100% des équipes chirurgicales en 2021 ont été honorées dans le cadre du dispositif santé de veille opérationnelle (DSVO), composante de l'ENU. Le contrat opérationnel, notamment pour le volet "gestion de crise", a été garanti.

DIRISI

Le résultat est affecté par les indisponibilités du réseau INTRACED, réseau historique qui sera progressivement remplacé par le SIA.

Pour les moyens satellitaires, la disponibilité SYRACUSE 3 est non satisfaisante pour des problèmes de MCO ; ce programme sera remplacé par SYRACUSE 4. La capacité de complément COMCEPT, dérivée d'un produit commercial civil, est affectée par des limitations et des délais, notamment liés au module de planification.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Objectifs et indicateurs de performance

OBJECTIF

5 – Assurer la préparation des forces dans les délais impartis pour permettre la montée en puissance maximale des capacités militaires prévues

INDICATEUR**5.1 – Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement**

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Jours d'activités par homme Terre "JPO" (norme LPM : 90)	jours	82	79	81	81	83	83
Journées de formation et d'entraînement	jours	Sans objet	118	120	120	122	120
Taux d'entraînement par équipage sur matériel terrestre	Taux	54	57	57	57	60	85
Heures de vol par pilote d'hélicoptère Terre (dont forces spéciales) (norme LPM : 200/220)	heure	173(FC)/ 185(FS)	163 (FC) 195 (FS)	142(FC)/ 146(FS)	142(FC)/ 146(FS)	178(FC)/ 201(FS)	158(FC)/ 168(FS)
Heures de vol par pilote de chasse Air (norme LPM : 180)	heure	159	152	164	158	161	170
Heures de vol par pilote de transport Air (norme LPM : 320)	heure	185	176	219	219	192	245
Heures de vol par pilote d'hélicoptère Air (norme LPM : 200)	heure	161	155	174	174	163	175
Jours de mer par bâtiment Marine (bâtiment hauturier) (norme LPM : 100/110)	jours	96 (109)	90 (102)	90 (95)	95 (109)	93 (110)	100 (110)
Heures de vol par pilote de chasse Marine (pilote qualifié appontage de nuit) (norme LPM : 180/220)	heure	144 (190)	98 (179)	190	188	192	200
Heures de vol par pilote d'hélicoptère Marine (norme LPM : 220)	heure	206	212	198	198	201	220
Heures de vol par pilote de patrouille maritime Marine (norme LPM : 350)	heure	332	317	315	315	315	350
Niveau d'entraînement cyber	%	100	75	100	100	100	100

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Le terme « activité » comprend les activités relatives à l'emploi des forces et celles nécessaires à leur entraînement. Ce dernier constitue la phase finale de la préparation des forces qui met en synergie des matériels disponibles, une doctrine d'emploi étayée et des soutiens suffisants. La qualification opérationnelle qui en résulte garantit un emploi optimum des forces au chef d'état-major des armées.

Mode de calcul : les activités opérationnelles et l'entraînement sont difficiles à séparer. En effet, dans un souci d'efficacité, les déploiements opérationnels sont valorisés autant que possible en effectuant les tâches d'entraînement que permet le théâtre. Par ailleurs, les moyens complexes et polyvalents conduisent souvent simultanément une ou plusieurs missions.

Cet indicateur est une moyenne par homme, par pilote, par équipage des forces opérationnelles, du temps consacré à la préparation et à l'activité opérationnelle. Les chiffres entre parenthèses représentent les jours de mer des grands bâtiments et les heures de vol des chasseurs de l'aéronautique navale qualifiés « nuit ». Cette distinction sur la qualification « nuit » est retirée à compter de 2021.

Pour l'armée de terre, l'indicateur d'activités rend compte du nombre de journées de préparation opérationnelle (JPO) financées par le seul budget de l'armée de terre (les mises en condition avant projection, les jours consacrés à la préparation opérationnelle générique et les jours de formation individuelle). Il a été utilisé, pour la première fois, dans le PAP 2014. Il est calculé sur la base d'une FOT à 66 000 hommes en 2015, à 72 000 en 2016 puis à 77 000 hommes en 2017. L'ancien référentiel (JPAO) comptabilisait à la fois les activités de préparation opérationnelle mais aussi celles relevant des OPEX et des missions intérieures (MISSINT).

Pour la marine nationale, cet indicateur est une moyenne par homme, par pilote, par équipage des forces opérationnelles, du temps consacré à la préparation et à l'activité opérationnelle.

Les heures de vol (HdV) sont la moyenne des heures de vol réalisées par pilote aux commandes des aéronefs des forces opérationnelles, ou des aéronefs de substitution. Les HdV sur simulateurs ne sont donc pas prises en compte. La colonne « Réalisation » prend en compte les heures réalisées en opérations extérieures, alors que la colonne « Prévision » n'anticipe qu'une partie prévisible de ces heures.

Niveau d'entraînement cyberdéfense : il s'agit de comparer le nombre d'exercices de cyberdéfense réalisés au cours de l'année à la cible en entraînement. L'usage d'un ratio permet de rendre comparables les données d'une année sur l'autre dans un domaine en évolution.

Source des données : les données proviennent de l'armée de terre, de la marine nationale et de l'armée de l'air et de l'espace. La division emploi des forces de l'EMA effectue les analyses capacitaires interarmées.

INDICATEUR

5.2 – Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Armée de terre Char Leclerc	%	80	87	94	92	87	93
Armée de terre AMX 10 RCR	%	63	S.o	Sans objet		Sans objet	Sans objet
Armée de terre EBRC (dont AMX10RC)	%	Sans objet	Sans objet	77	89	65	90
Armée de terre VAB	%	88	S.o	Sans objet		Sans objet	Sans objet
Armée de terre EBMR (dont VAB)	%	Sans objet	Sans objet	101	100	101	98
Armée de terre VBCI	%	67	58	65	59	61	60
Armée de terre Pièces de 155 mm	%	80	88	86	90	76	92
Armée de terre Hélicoptères de manoeuvre	%	39	45	60	52	43	61
Armée de terre Hélicoptères d'attaque ou de reconnaissance	%	68	51	65	64	55	69
Marine nationale Porte avions	%	98	95	95	95	94	62
Marine nationale SNA	%	66	57	55	56	51	52
Synthèse autres bâtiments de la marine	%	63	82	89	78	74	80
Marine nationale Composante frégates	%	70	66	65	61	58	65
Marine nationale Chasse	%	57	55	69	69	73	70
Marine nationale Hélicoptères	%	51	49	54	50	46	68
Marine nationale Guet aérien, Patrouille et surveillance maritime	%	55	54	59	59	60	68
Armée de l'air Avions de combat	%	85	82	105	85	81	109
Armée de l'air Avions de transport tactique	%	57	65	94	71	60	93
Armée de l'air Avions d'appui opérationnel	%	85	115	110	78	77	110
Armée de l'air - Vecteur ISR	%	70	72	148	65	68	207
Armée de l'air Avions à usage gouvernemental	%	100	100	148	89	95	143
Armée de l'air Hélicoptères de manoeuvre et de combat	%	76	88	97	74	72	90
Armée de l'air Système sol-air moyenne portée	%	82	77	113	75	77	113

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Cet indicateur répond à la nécessité de mettre en cohérence le contrat opérationnel et la disponibilité des parcs nécessaire à la satisfaction de ces contrats.

Le sous-indicateur « synthèse autres bâtiments de la marine » regroupe la guerre des mines, les grands bâtiments amphibies, les bâtiments de souveraineté et de présence et les pétroliers ravitailleurs. Son calcul est réalisé sur la base du taux de disponibilité technique résultant de la programmation de la maintenance majeure et intermédiaire en vigueur et du taux moyen d'indisponibilité constaté.

Le sous-indicateur « marine nationale - chasse » correspond aux Rafale marine. Le sous-indicateur « marine nationale - hélicoptères » couvre tous les hélicoptères de la marine et le sous indicateur « guet aérien, patrouille et surveillance maritime » couvre les ATL2, F50M, F200 et E2C.

Les sous-indicateurs « avions de transport stratégique » et « avions spéciaux » ont été fusionnés au sein d'un indicateur « avions d'appui opérationnel ». De même, les sous-indicateurs « armée de l'air et de l'espace - hélicoptères de manoeuvre » et « armée de l'air et de l'espace - hélicoptères légers » ont été fusionnés au sein d'un indicateur « armée de l'air et de l'espace - hélicoptères de manoeuvre et de combat ».

Les leviers d'action sont la diminution du risque industriel par la contractualisation pluriannuelle et une programmation précise des opérations d'entretien, ainsi que la mise en place d'une politique de gestion des parcs fondée sur le juste besoin, quand elle est possible (volume suffisant de matériel).

Le bon fonctionnement des matériels, traduit en taux de disponibilité par rapport à l'hypothèse d'engagement opérationnel la plus importante en matière d'activité (activité opérationnelle, activités de préparation d'entraînement et de soutien associées), conditionne l'efficacité d'armées modernes.

Mode de calcul : l'indicateur mesure le ratio du nombre de matériels effectivement disponibles rapporté au besoin en nombre de matériels généré par les contrats opérationnels les plus "dimensionnants" et par les besoins organiques (formation, entraînement, plastron, essais...). Le matériel qui répond

aux exigences de sa finalité principale est considéré comme disponible. Par ailleurs, pour les matériels requis par les contrats OPEX, un potentiel minimum d'heures avant maintenance industrielle est exigé pour le déploiement.

Source des données : les données proviennent de l'armée de terre, de la marine nationale et de l'armée de l'air et de l'espace.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Indicateur 5.1 : Niveau de réalisation des activités et de l'entraînement

Armée de Terre

Journées de préparation opérationnelle (JPO) et journées de formation et d'entraînement (JFE) : ces indicateurs sont en hausse et ont légèrement dépassé leur cible annuelle. Les moyens alloués mais également un moindre engagement Sentinelle, la maîtrise des conséquences de la pandémie (respect des protocoles, vaccination), la reprise des exercices majeurs tant en métropole qu'à l'étranger et le retour à un niveau de formation antérieur à la COVID-19 ont permis d'atteindre la cible dans un domaine qui figure parmi les priorités stratégiques de l'armée de terre.

Normes d'entraînement sur matériels terrestres majeurs : le taux d'atteinte des normes d'entraînement sur matériels terrestres majeurs est légèrement supérieur aux prévisions. Ce dépassement marque le volontarisme de l'armée de terre dans la densification de sa préparation opérationnelle en dépit des tensions observées sur certains matériels, notamment les parcs d'ancienne génération (VAB et AMX10RC). La hausse des coûts du MCO minore les ressources consacrées à la préparation opérationnelle de l'armée de terre. La maîtrise de ces coûts et un niveau de ressources en cohérence avec les besoins d'une armée de terre modernisée sont les gages de l'atteinte de l'objectif d'activité terrestre.

Heures de vol par pilote d'hélicoptère terre : conformément aux prévisions, on observe en 2021 une augmentation des heures de vol des forces conventionnelles (FC) et des forces spéciales (FS), notamment en raison d'une activité importante en opérations extérieures.

Marine nationale

Activité bâtiments de surface : l'activité est moindre que la prévision actualisée mais reste en hausse par rapport à 2020. On peut noter la multiplication des théâtres d'intérêt pour la marine nationale, qu'ils soient nationaux (problématique de la préservation de la vie humaine en Manche Mer du Nord) ou internationaux. S'agissant des bâtiments hauturiers, 2021 a été marqué par la mission CLEMENCEAU 21 du groupe aéronaval autour du porte-avions et par l'exercice POLARIS tourné vers la haute intensité.

Activité aéronautique : l'activité aéronautique est revenue à un niveau proche de celui de la période pré-COVID, avec un fort engagement opérationnel de l'ensemble des composantes et des résultats proches des prévisions du PAP. Ces bons résultats sont portés notamment par les vols opérationnels et concernent d'abord les pilotes les plus chevronnés ; le maintien des savoir-faire et la montée en gamme des plus jeunes font l'objet d'une attention particulière.

Chasse : le groupe aérien embarqué (GAé) a connu une forte activité en 2021, ponctuée par la mission CLEMENCEAU 21 et l'exercice POLARIS.

PATSIMAR : la formation des équipages ATL2 (socle organique) reste tendue notamment du fait d'une activité OPEX intense.

Hélicoptères : l'entraînement et la formation des équipages de NH90 sont affectés par la situation technique. L'arrivée de la flotte intérimaire permettra de soulager en partie le besoin organique en heures de vol hélicoptère.

Armée de l'air et de l'espace

La composante chasse affiche un niveau conforme à l'objectif de 2021. Toutefois le déficit important de 2020 n'a pas été comblé. Seule la remontée d'activité vers la norme permettra de retrouver un niveau de préparation opérationnelle satisfaisant, notamment dans les domaines de haut du spectre

Malgré une amélioration sensible de la disponibilité de la flotte d'A400M, la composante « transport » affiche un niveau d'activité et d'entraînement en-deçà des objectifs.

La composante « hélicoptère » affiche également un déficit lié à une situation technique qui s'est infléchie en fin d'année 2021. Pour cette flotte, l'entraînement aux savoir-faire les plus complexes constitue un point de vigilance.

Cyber

La crise sanitaire n'a pas eu d'impact sur la planification des exercices de l'année 2021 en raison des mesures organisationnelles qui ont été prises afin de conserver l'agenda de la préparation opérationnelle de la cyberdéfense. La vaccination du personnel et le respect des règles sanitaires ont en effet permis d'honorer l'ensemble des exercices planifiés durant l'année.

Indicateur 5.2 : « Disponibilité des matériels par rapport aux exigences des contrats opérationnels »

Armée de terre

Milieu terrestre : la disponibilité technique des parcs terrestres continue de s'améliorer globalement en raison de l'arrivée des matériels SCORPION et des premiers effets notables des marchés de soutien en service (MSS) sur les parcs structurants de l'armée de terre. La modernisation du MCO terrestre s'approfondit avec la mise en œuvre des systèmes ICAR (Interface de Connexion Automatique pour le Recueil des données technico-logistiques) et de l'expérimentation DEDAL (Déploiement d'Ecrans Digitaux pour les Activités de maintenance hors Ligne) qui simplifient les tâches technico-administratives des maintenanciers, ce qui accroît la productivité du personnel. En outre, les innovations comme les imprimantes 3D permettent de régénérer des rechanges critiques, ce qui améliore la disponibilité technique des parcs les plus anciens.

Leclerc : le marché de soutien en service (MSS) n°2 signé en mars 2021 produit ses premiers effets en termes de disponibilité technique. La rénovation du XLR a débuté avec une tranche de 50 chars produite cette année. En parallèle commencent les opérations de pérennisation avec une levée progressive des obsolescences sur le moteur et les optiques de tir.

EBRC dont AMX 10 RCR : la livraison des premiers Jaguar a débuté en décembre 2021 et devrait se poursuivre tout au long de l'année 2022. Ces matériels sont en soutien constructeur jusqu'en mai 2023. Le MSS AMX 10 RCR permet de maintenir un niveau satisfaisant de disponibilité technique. Toutefois le vieillissement de ce parc génère des tensions sur l'approvisionnement en rechanges.

VBMR dont VAB : le GRIFFON est un matériel robuste qui a fait ses preuves sur le terrain à travers sa projection sur l'opération BARKHANE depuis le dernier trimestre 2021. Le cadencement des livraisons s'est accéléré, ce qui accroît la disponibilité technique du segment multi-rôles. Le retrait de service des VAB suite à l'arrivée du Griffon a débuté. Le marché de soutien hybride (MSH) a largement permis une hausse de la disponibilité technique du parc satisfaisant ainsi les besoins en activité de l'armée de terre en métropole, en OME et en opérations. Néanmoins ce parc vieillissant voit ses coûts de soutien s'accroître fortement.

VBCI : après une érosion particulièrement importante du parc en opération extérieure et plusieurs opérations de "rétrofit" en 2019, la disponibilité du VBCI remonte progressivement, notamment grâce aux processus de régénération et de fiabilisation mis en place. Le cycle des visites préventives 10 ans a débuté et va permettre d'améliorer encore la disponibilité.

CANON 155 : les canons TRF 1 ont été retirés du service. Le MSS 2 du CAESAR devrait améliorer la disponibilité en 2022.

Milieu aéroterrestre : la disponibilité des appareils a permis de réaliser l'activité globale programmée dans le contrat d'objectif et de performance (COP). Les contrats de verticalisation donnent satisfaction, toutefois, à un rythme moindre qu'escompté.

Hélicoptère de manœuvre : la DTO en 2021 a légèrement diminué après une forte hausse en 2020. La flotte CAIMAN connaît une baisse significative de disponibilité du fait du manque de ressources humaines qualifiées pour assurer la maintenance. La création du centre d'enseignement technique de l'armée de terre formant des mécaniciens aéronautiques permettra à terme de pallier ce type de difficultés.

Hélicoptère de reconnaissance et d'attaque : la disponibilité des HRA continue d'augmenter par rapport à 2020 essentiellement grâce au parc TIGRE qui bénéficie des bons résultats du contrat de soutien *global support contract* (GSC). Le parc GAZELLE est pénalisé par le nombre important d'appareils immobilisés chez l'industriel.

Marine nationale

Matériel naval :

Porte-avions : la disponibilité du porte-avions est conforme à l'attendu.

SNA : la disponibilité des SNA est légèrement en-deçà des prévisions (51 % contre 56 % prévus) en raison d'aléas techniques (exemple : appareil propulsif, sondeur petits fonds, usine de production d'oxygène).

Autres bâtiments : la disponibilité est en-deçà des prévisions, notamment à cause d'aléas (incendie, panne moteur) ayant occasionné de longues périodes d'indisponibilité technique et d'avaries récurrentes sur les bâtiments anciens et prolongés (Chasseur de Mines Tripartite (CMT), Patrouilleur de Haute Mer (PHM), Patrouilleur de Service Public (PSP)), pour lesquels les plans de fiabilisation se poursuivent.

Frégates : la disponibilité des frégates est légèrement en-deçà des prévisions (58 % contre 61 % prévus), en raison notamment d'avaries sur les frégates multi-missions et sur les frégates légères furtives (FLF).

Matériel aéronautique :

Chasse : la disponibilité des Rafale marine est supérieure aux prévisions, et grâce à la montée en puissance du marché RAVEL.

Hélicoptères : la disponibilité des hélicoptères demeure insuffisante, en particulier du fait de la flotte NH90 qui rencontre des problèmes techniques (corrosion) et un dépassement des durées de visites industrielles.

Guet aérien et PATSIMAR : les flottes ATL2 et Falcon 50M restent sujettes à différents aléas techniques, liés en particulier à la corrosion et à l'ancienneté de la cellule pour l'ATL2.

Armée de l'air et de l'espace

Chasse : la disponibilité a été mise en tension par des contraintes logistiques et techniques qui constituent l'un des principaux inducteurs d'indisponibilité de la flotte Mirage 2000 et l'export Grèce (6 Rafale cédés en 2021), même si le ministère a pris des dispositions en termes d'acquisition d'équipement mais également contractuels pour compenser les effets de cet export.

Avions de transport tactique : le principal inducteur d'indisponibilité relève de l'allongement de la durée des chantiers industriels. C'est notamment le cas sur les flottes C130H. La faible disponibilité de cet agrégat fait l'objet de plans d'actions de haut niveau. Le 2ème semestre 2021 a été encourageant pour la flotte A400M.

Avions d'appui opérationnel : l'agrégat est proche de la prévision actualisée. Cette performance résulte d'une bonne disponibilité des flottes K/C135, MRTT et des flottes de transport stratégique (A310 et A330-200), nuancée par une légère baisse de la disponibilité des avions E3F impactés par des immobilisations chez l'industriel. Cette année a également vu le retrait de service de la flotte A310 ainsi que du premier K/C 135 en cohérence avec la montée en puissance du MRTT.

Intelligence, surveillance, reconnaissance (ISR) : la disponibilité de la flotte ALSR patrimoniale a été pénalisée par des attentes de pièces et des chantiers importants. La disponibilité de la flotte Reaper a été affectée par des chantiers de remise en état complexes.

Avions à usage gouvernemental (AUG) : l'agrégat a dépassé la prévision prévue en 2021. Néanmoins, sa disponibilité a été pénalisée par l'immobilisation de l'A330 pour une maintenance de longue durée chez l'industriel.

Hélicoptères : la flotte PUMA affiche une moins bonne performance en termes de disponibilité cette année, marquée par des immobilisations industrielles importantes. Le deuxième semestre 2021 a néanmoins été encourageant pour la flotte CARACAL.

Systèmes de défense sol air (DSA) : cet agrégat a également été confronté à des attentes de pièces et à des chantiers significatifs qui ont pénalisé leur disponibilité.

OBJECTIF

6 – Renforcer l'efficacité du soutien

INDICATEUR

6.1 – Coût de la fonction « restauration-hébergement »

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Coût de la fonction restauration – hébergement	€	2 303	2 252	2 330	2 260	2 219	2 400

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Coût moyen de la fonction restauration-hébergement par soutenu : l'efficacité de la fonction restauration-hébergement porte sur le coût de cette fonction rapporté aux effectifs soutenus. Les modalités de calcul retenues pour le PAP 2017 ont fait l'objet d'un cadrage désormais porté par le système de comptabilité analytique du service du commissariat des armées (DAMIER). Procédant de l'amélioration du pilotage de la performance, cette évolution méthodologique de l'outil présente les caractéristiques suivantes :

- élargissement du périmètre des ressources prises en compte afin de procéder à une restitution en coûts complets (masse salariale, totalité du coût des dépenses, inclusion des fonctions support et des dotations aux amortissements) ;
- emploi des données comptables extraites du SIF CHORUS pour le périmètre hors titre 2 ou l'utilisation des mémentos des coûts moyens titre 2 produits par la direction des affaires financières pour le personnel militaire et la direction des ressources humaines du ministère des armées pour le personnel civil ;
- cohérence des périmètres d'analyse et de ressources : le coût complet de la fonction restauration-hébergement-loisirs est calculé par DAMIER ;
- amélioration de l'auditabilité des données utilisées et des règles de calcul mises en œuvre (prise en compte de l'ensemble des charges, conformité des sources et méthodes au schéma directeur de la comptabilité analytique, documentation et traçabilité des données).

Mode de calcul : l'indicateur mesure les coûts de la fonction « restauration-hébergement-loisirs » (RHL) rapportés à la somme des effectifs du ministère des armées soutenus par les bases de défense.

Source des données : les données proviennent du service du commissariat des armées (coût de la fonction restauration-hébergement-loisirs) et de l'état-major des armées (effectifs soutenus par les bases de défense).

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Objectifs et indicateurs de performance

INDICATEUR

6.2 – Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Coût transitoire moyen de la fonction MCO terrestre par matériel et jour de préparation opérationnelle	€	63	59	54,50	55	63	58
Coût transitoire moyen de la fonction MCO navale par jour de disponibilité de la flotte	k€	68	69	58	64	72	73
Coût transitoire moyen de la fonction MCO aéronautique à l'heure de vol	€	11 890	11 936	12 090	12 090	12 095	12 090

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

L'indicateur de coût du maintien en condition opérationnelle (MCO) est désormais analysé par milieu et au travers d'un ratio (dépenses / unité de mesure). Ces indicateurs visent à améliorer l'appréciation du rapport coût / efficacité du MCO des matériels pour satisfaire au besoin des forces.

Mode de calcul : la méthode de calcul de ces indicateurs fait l'objet d'un modèle transitoire qui aura vocation à s'affiner et se compléter au fil des ans.

MCO terrestre : les données financières sont constituées des charges directes de la fonction MCO terrestre sur le P178. Les données relatives aux personnels sont issues des outils de description des organisations du ministère des armées (définition du périmètre), ainsi que des systèmes d'information de gestion des ressources humaines - SIRH - (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento des coûts moyens de la direction des affaires financières – mémento DAF). Les données relatives aux activités techniques et opérationnelles correspondent au poste de dépenses « Entretien programmé des matériels du domaine terrestre » et aux charges de fonctionnement en lien avec le matériel terrestre rattachés au programme 178. Enfin, la valeur du dénominateur correspond au nombre d'équipements nécessaires à l'engagement opérationnel calculé sur la base de la « quantité théorique totale » (DUO) de matériels inscrits au référentiel opérationnel commun par jours de préparation opérationnelle (données fournies par l'armée de Terre). Le traitement est exécuté à partir des restitutions de CHORUS directement déversées sur les services bénéficiaires relevant de la fonction MCO terrestre.

MCO naval : indicateur calculé à partir de trois données sources :

- charges directes de la fonction MCO du milieu naval hors dissuasion sur le P178 : poste de dépenses « EPM Naval » (MM03) et dépenses des moyens militaires de soutien (essentiellement le SLM) afférentes au MCO naval incluses dans l'EAC (équipement d'accompagnement) « soutien des installations à terre » (MM06) ;
- données relatives aux rémunérations et charges sociales du personnel en charge du MCO issues des outils de description des organisations du ministère des armées (définition du périmètre), ainsi que des SIRH (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento DAF) ;
- nombre de jours de disponibilité technique non pondérés de la flotte « format 2019 ».

MCO aéronautique : les données financières sont constituées des charges directes de la fonction MCO aéronautique sur le P178. Les données relatives aux personnels sont issues des outils de description des organisations du ministère des armées (pour la définition du périmètre), ainsi que des SIRH (effectifs en organisation). Leur valorisation s'effectue sur la base de coûts standards (mémento DAF). Les données relatives aux activités techniques et opérationnelles correspondent au poste de dépenses « Entretien programmé des matériels du domaine aéronautique ». Au dénominateur, les données relatives aux heures de fonctionnement sont celles exploitées par la DMAé, telles qu'elles lui sont fournies par les armées : l'heure de vol est l'unité de mesure la plus communément admise dans le milieu aéronautique. Le traitement est exécuté à partir des restitutions de CHORUS directement déversées sur les services bénéficiaires relevant de la fonction MCO aéronautique. Les travaux de fiabilisation de cet indicateur vont se poursuivre, afin d'en accroître la précision.

Source des données : les données proviennent de l'état-major des armées.

INDICATEUR

6.3 – Améliorer le soutien du combattant

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Taux d'équipement	%	40	46	58	55	55	83

Commentaires techniques

Précisions méthodologiques

Cet indicateur illustre la montée en puissance des nouveaux équipements de protection individuelle, c'est-à-dire les tenues NRBC (nucléaire – bactériologique – biologique – chimique), le gilet de combat dénommé structure modulaire balistique (SMB) et le gilet de combat dénommé structure modulaire balistique électronique (SMBE – évolution du SMB). Il vise à constater annuellement le respect de l'objectif sur le périmètre associé.

Mode de calcul :

Moyenne annuelle du taux d'équipement pondérée sur chaque composante, ce taux étant lui-même le ratio entre les livraisons réalisées et les livraisons programmées. Le taux affiché s'entend par rapport à une cible 100 % en 2023 pour les tenues NRBC et 100 % en 2025 pour les SMB.

Source des données :

Les données proviennent du service du commissariat des armées.

INDICATEUR**6.4 – Efficience bureautique**

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2019 Réalisation	2020 Réalisation	2021 Prévision PAP 2021	2021 Prévision actualisée	2021 Réalisation	2023 Cible PAP 2021
Ratio d'efficience bureautique	€/poste	1345,16	864	1 346	703	711	1 346
Nombre de postes bureautiques	Nombre de postes	18 190	151 236	18 190	198 481	198 547	18 190

Commentaires techniques**Précisions méthodologiques**

Source des données : DIRISI

Mode de calcul : cet indicateur est composé de deux sous-indicateurs : le « ratio d'efficience bureautique » (REB) et le « nombre de postes bureautiques » (sous-indicateur de contexte). Pour ces deux sous-indicateurs, le périmètre est désormais celui du parc informatique global de l'Intradef suite à la reprise en régie par la DIRISI, en cours d'année 2020, du soutien bureautique de Balard, ce qui explique la division des coûts par deux par rapport à celui observé dans le PPP Balard, base du précédent calcul.

Le numérateur du « ratio d'efficience bureautique » comporte toutes les dépenses bureautiques et d'informatique opérationnelle effectuées, ou à effectuer, dans le périmètre du parc informatique de l'Intradef à compter de 2021. Il est calculé selon un périmètre de charges enregistrées en comptabilité générale grâce au logiciel CHORUS CAN.

Dans les deux cas, le dénominateur présente le nombre de postes bureautiques fonctionnels. Ce nombre est le minimum des ETPT et des postes physiques : nombre de postes bureautiques = Min (ETPT ; postes physiques).

Par convention, le nombre de postes physiques est la moyenne des postes physiques de l'année N-1 et de l'année N, d'après l'inventaire (gestion du parc) ou, à défaut, d'après les postes connectés. La somme des ETPT est arrondie au nombre entier supérieur.

Les cibles 2023 ont été redéfinies en conformité avec le nouveau périmètre à l'occasion du PAP22. Elles s'élèvent désormais respectivement à 782€/poste (contre 1346 €/poste au PAP21) et 202 964 postes.

ANALYSE DES RÉSULTATS**Indicateur 6.1 : "Efficience de la fonction « restauration-hébergement" »**

Le coût de la fonction par soutenu présente une baisse par rapport à 2020. Cette évolution traduit les gains en efficience obtenus grâce à la montée en puissance de la mise en concession des cercles et des économies induites, notamment en masse salariale. Les gains obtenus permettent de couvrir la hausse des coûts générée par la mise en œuvre de la loi EGALIM en 2021.

Indicateur 6.2 : "Coût de la fonction maintien en condition opérationnelle par milieu" »

MCO terrestre : l'augmentation du coût du MCO terrestre est le résultat de la somme de plusieurs facteurs, relevant des ressources humaines et des composantes de la maintenance :

- la masse salariale augmentant du fait de la croissance des effectifs du MCO (+ 0,5%, transfert interne armée de Terre vers cette fonction opérationnelle) et des conséquences de la revalorisation des bas salaires sur la solde des militaires du rang.
- la coexistence de matériels d'ancienne et de nouvelle génération ainsi que du financement de travaux de pérennisation de matériels majeurs (char LECLERC en particulier).

MCO naval : pour le MCO naval, le coût moyen de la fonction MCO par jour de disponibilité est en hausse. Il est notamment affecté par des aléas techniques récurrents sur les bâtiments anciens et prolongés (CMT, PHM, PSP) ou ayant entraîné de longues immobilisations (incendie passerelle sur un BSAOM, avarie moteur de propulsion sur un patrouilleur Antilles-Guyane (PAG)).

MCO aéronautique : le coût moyen constaté du MCO Aéronautique à l'heure de vol de l'année 2021 est proche du niveau constaté lors des années précédentes et s'approche de la cible 2023.

Indicateur 6.3 « améliorer le soutien du combattant »

Le réalisé est conforme à la prévision actualisée. 9 000 structures modulaires balistiques (SMB) ont été livrées en 2021 : elles permettront de réaliser les plans d'équipement prévus en LPM au profit des armées et services. Dans le domaine NRBC, la remontée en puissance se poursuit avec une augmentation d'un peu plus de 20 000 panoplies.

Indicateur 6.4 : « Efficience bureautique »

Le résultat obtenu est conforme aux prévisions. Les charges bureautiques prennent en compte un renouvellement annuel de 20% des postes, une légère augmentation du parc cumulée à une évolution de la composition du parc bureautique en faveur de postes portables plus coûteux, mais indispensables au travail en mobilité et au besoin de résilience.

Présentation des crédits et des dépenses fiscales

2021 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2021 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i>						
01 – Planification des moyens et conduite des opérations	258 038 438 434 225 973	305 596 794 134 317 797	168 076 834 169 410 985		731 712 066 737 954 754	731 736 066
01.10 – Emploi des forces	125 774 051 114 048 234	17 450 000 17 465 483	168 076 834 169 395 985		311 300 885 300 909 703	311 300 885
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	27 114 888 36 847 996	28 680 350 16 586 074		15 000	55 795 238 53 449 071	55 804 238
01.14 – Systèmes d'information et de communication	105 149 499 279 255 533	246 720 309 84 868 495			351 869 808 364 124 028	351 884 808
01.21 – Infrastructures SIC		12 746 135 15 397 744			12 746 135 19 471 953	12 746 135
	4 074 209					
02 – Préparation des forces terrestres	1 816 900 662 2 610 656 897	274 025 355 122 700 905	4 700 000 4 520 014		2 095 626 017 2 737 877 815	2 101 626 017
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres	186 420 500 191 422 257		15 359		186 420 500 191 971 604	187 220 500
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres	87 271 204 88 917 766	101 274			87 271 204 89 019 040	87 771 204
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres	1 423 117 774 2 157 326 209	26 716 075	187 232		1 423 117 774 2 184 229 516	1 427 117 774
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	120 091 184 145 777 870	141 770 061 31 036 879	4 700 000 4 317 422		266 561 245 181 132 171	267 261 245
02.11 – Infrastructures terrestres		132 255 294 64 312 690			132 255 294 91 525 484	132 255 294
	27 212 795					
03 – Préparation des forces navales	3 422 931 775 4 172 450 192	352 133 413 314 597 733		1 245 717 1 245 452	3 776 310 905 4 493 123 008	3 791 310 905
03.01 – Commandement et activités des forces navales	362 660 329 352 524 075	474 582			362 660 329 352 998 657	365 860 329
03.05 – Ressources humaines des forces navales	59 129 725 85 836 861	6 657 058 4 815 619		1 245 717 1 245 717	67 032 500 91 898 196	69 032 500
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales	2 873 197 739 3 427 844 728	109 051 754 95 380 996			2 982 249 493 3 523 225 523	2 989 749 493
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	127 943 982 190 336 943	5 925 200 47 945 549			133 869 182 243 112 059	136 169 182
03.11 – Infrastructures maritimes		230 499 401 165 980 988			230 499 401 281 888 574	230 499 401
	115 907 586					
04 – Préparation des forces aériennes	8 815 006 883 9 065 217 364	191 187 983 221 786 236		309 523 309 523	9 006 504 389 9 289 879 044	9 054 881 369
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes	20 571 199 22 464 148	686 269	2 234 746		20 571 199 25 385 163	20 571 199
04.03 – Activités des forces aériennes	262 503 945 327 947 426	133 823	312 451		262 503 945 328 393 700	280 587 127
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques	935 204 177 653 057 131				935 204 177 653 057 131	935 204 177
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes	126 849 652 130 146 951	153 173		309 523 309 523	127 159 175 130 609 647	127 367 152

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i>						
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes	7 443 642 181 7 883 901 581	106 772 323 131 893 725		18 724	7 550 414 504 8 015 814 030	7 580 500 325
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)	401 774				0 401 774	0
04.11 – Infrastructures aériennes	28 854 305	84 415 660 80 319 246			84 415 660 109 173 551	84 415 660
04.12 – Activités spatiales	26 235 729 18 444 048	8 600 000			26 235 729 27 044 048	26 235 729
05 – Logistique et soutien interarmées	1 958 230 977 2 298 261 305	601 515 251 288 516 169	438 762 44 336	-2 522	2 560 184 990 2 586 819 288	2 771 233 993
05.11 – Infrastructures de santé	3 536 943	147 748 459 38 299 083			147 748 459 41 836 026	147 748 459
05.80 – Fonction santé	200 188 698 353 393 892	23 553 669 39 100 084	438 762 44 336	-2 522	224 181 129 392 535 790	404 328 211
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	990 253 450 1 165 860 546	215 857 472 41 385 895			1 206 110 922 1 207 246 441	1 217 689 746
05.83 – Soutiens complémentaires	179 857 721 104 690 509	-12 011			179 857 721 104 678 498	179 857 721
05.84 – Service interarmées des munitions	8 445 259 7 129 316	7 310 343 7 105 580			15 755 602 14 234 896	15 955 602
05.85 – Service du commissariat aux armées	579 485 849 651 762 124	64 190 335 71 466 912			643 676 184 723 229 036	662 799 281
05.89 – Infrastructure des soutiens	11 887 975	142 854 973 91 170 627			142 854 973 103 058 602	142 854 973
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	775 000 000 460 516 191	1 374 498	45 000 000 44 021 421		820 000 000 505 912 109	844 000 000
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	30 000 000 30 739 135				30 000 000 30 739 135	30 000 000
Total des AE prévues en LFI	17 076 108 735	1 724 458 796	218 215 596	1 555 240	19 020 338 367	19 324 788 350
Ouvertures / annulations par FdC et AdP		+520 442 155 (hors titre 2)			+520 442 155	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		+5 114 850 822 (hors titre 2)			+5 114 850 822	
Total des AE ouvertes		24 655 631 344 (hors titre 2)			24 655 631 344	
Total des AE consommées	19 072 067 056	1 083 293 338	225 392 307	1 552 453	20 382 305 154	

2021 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i>						
01 – Planification des moyens et conduite des opérations	253 706 307 422 749 878	266 867 254 119 297 693	166 202 778 170 651 406		686 776 339 712 698 976	686 800 339
01.10 – Emploi des forces	118 047 109 113 159 536	13 790 000 16 576 119	166 202 778 170 636 406		298 039 887 300 372 061	298 039 887
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	34 463 808 38 634 932	20 237 406 16 753 704	15 000		54 701 214 55 403 635	54 710 214
01.14 – Systèmes d'information et de communication	101 195 390 267 589 121	220 343 637 76 034 278			321 539 027 343 623 399	321 554 027
01.21 – Infrastructures SIC	3 366 290	12 496 211 9 933 591			12 496 211 13 299 881	12 496 211
02 – Préparation des forces terrestres	1 326 371 859 1 751 355 202	206 780 857 142 905 234	4 700 000 5 245 539		1 537 852 716 1 899 505 975	1 543 852 716
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres	181 236 074 192 781 364	1 445 620	15 359		181 236 074 194 242 343	182 036 074

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
<i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i>						
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres	86 479 498 87 059 979	179 914			86 479 498 87 239 893	86 979 498
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres	954 724 878 1 250 340 519	22 271 368	912 758		954 724 878 1 273 524 645	958 724 878
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	103 931 409 202 765 612	138 990 256 47 389 913	4 700 000 4 317 422		247 621 665 254 472 947	248 321 665
02.11 – Infrastructures terrestres	18 407 729	67 790 601 71 618 419			67 790 601 90 026 148	67 790 601
03 – Préparation des forces navales	2 278 431 659 2 573 395 125	330 160 658 226 185 934	5 169 913	1 245 717 1 245 452	2 609 838 034 2 805 996 425	2 624 838 034
03.01 – Commandement et activités des forces navales	318 120 758 236 878 664	203 189			318 120 758 237 081 852	321 320 758
03.05 – Ressources humaines des forces navales	57 746 098 60 230 781	6 527 058 3 439 034		1 245 717 1 245 717	65 518 873 64 915 533	67 518 873
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales	1 816 369 042 2 020 573 475	139 112 827 94 145 565	365 432	-265	1 955 481 869 2 115 084 207	1 962 981 869
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	86 195 761 178 038 488	5 615 200 34 009 526	4 804 481		91 810 961 216 852 495	94 110 961
03.11 – Infrastructures maritimes	77 673 717	178 905 573 94 388 620			178 905 573 172 062 337	178 905 573
04 – Préparation des forces aériennes	2 270 929 228 2 606 626 888	187 052 115 145 610 591	2 044 383	309 523 309 523	2 458 290 866 2 754 591 385	2 506 667 846
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes	20 167 842 12 696 547	95 229	1 442 861		20 167 842 14 234 637	20 167 842
04.03 – Activités des forces aériennes	260 710 018 325 189 755	221 602	312 451		260 710 018 325 723 808	278 793 200
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques	158 754 533 110 977 769				158 754 533 110 977 769	158 754 533
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes	125 481 679 123 406 946	162 615		309 523 309 523	125 791 202 123 879 084	125 999 179
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes	1 680 093 853 2 001 329 130	104 243 900 62 887 802	289 071		1 784 337 753 2 064 506 003	1 814 423 574
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)	398 475				0 398 475	0
04.11 – Infrastructures aériennes	28 354 129	82 808 215 79 267 343			82 808 215 107 621 473	82 808 215
04.12 – Activités spatiales	25 721 303 4 274 136	2 976 000			25 721 303 7 250 136	25 721 303
05 – Logistique et soutien interarmées	1 661 717 699 2 154 323 534	532 342 307 318 583 506	438 762 40 226		2 194 498 768 2 472 947 266	2 405 547 771
05.11 – Infrastructures de santé	3 993 318	48 251 041 30 926 417			48 251 041 34 919 734	48 251 041
05.80 – Fonction santé	119 803 052 320 232 430	9 781 391 29 135 726	438 762 40 226		130 023 205 349 408 382	310 170 287
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	787 191 165 1 032 238 680	212 442 769 41 051 668			999 633 934 1 073 290 348	1 011 212 758
05.83 – Soutiens complémentaires	141 625 216 106 811 889	439 672			141 625 216 107 251 561	141 625 216
05.84 – Service interarmées des munitions	8 332 167 8 119 680	8 389 011 9 036 172			16 721 178 17 155 852	16 921 178
05.85 – Service du commissariat aux armées	604 766 099 667 981 165	65 144 829 64 741 297			669 910 928 732 722 462	689 034 025
05.89 – Infrastructure des soutiens	14 946 372	188 333 266 143 252 554			188 333 266 158 198 927	188 333 266
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	775 000 000 462 097 442	821 067	45 000 000 44 021 421		820 000 000 506 939 930	844 000 000

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2021 Consommation 2021</i>	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	30 000 000 28 966 468				30 000 000 28 966 468	30 000 000
Total des CP prévus en LFI	8 596 156 752	1 523 203 191	216 341 540	1 555 240	10 337 256 723	10 641 706 706
Ouvertures / annulations par FdC et AdP		+530 398 661 (hors titre 2)			+530 398 661	
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP		+334 529 183 (hors titre 2)			+334 529 183	
Total des CP ouverts		11 202 184 567 (hors titre 2)			11 202 184 567	
Total des CP consommés	9 999 514 538	953 404 025	227 172 888	1 554 975	11 181 646 427	

2020 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2020 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2020 Consommation 2020</i>	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
01 – Planification des moyens et conduite des opérations	236 609 457 422 629 518	298 930 274 109 384 161	153 549 012 173 078 083		689 088 743	689 088 743 705 091 761
01.10 – Emploi des forces	111 673 757 99 625 458	18 675 000 17 535 738	153 549 012 173 063 083		283 897 769	283 897 769 290 224 278
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	29 233 511 36 964 431	28 417 048 13 913 651		15 000	57 650 559	57 650 559 50 893 082
01.14 – Systèmes d'information et de communication	95 702 189 284 150 838	238 838 226 77 908 229			334 540 415	334 540 415 362 059 067
01.21 – Infrastructures SIC		13 000 000 26 543			13 000 000	13 000 000 1 915 334
02 – Préparation des forces terrestres	2 374 199 361 2 019 091 142	210 059 155 154 524 664	4 727 000 5 958 282		2 588 985 516	2 594 385 516 2 179 574 088
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres	173 899 221 162 608 846		1 095 785	15 000	173 899 221	174 099 221 163 719 631
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres	81 775 969 86 367 119		117 161		81 775 969	82 275 969 86 484 280
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres	1 979 311 438 1 508 706 348		20 154 077	1 942 322	1 979 311 438	1 983 311 438 1 530 802 748
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	139 212 733 238 483 137	142 854 938 68 180 720	4 727 000 4 000 960		286 794 671	287 494 671 310 664 817
02.11 – Infrastructures terrestres		67 204 217 64 976 921			67 204 217	67 204 217 87 902 612
03 – Préparation des forces navales	4 152 600 861 3 658 480 933	504 031 159 526 134 950		700 000 701 000	4 657 332 020	4 669 332 020 4 200 725 263
03.01 – Commandement et activités des forces navales	534 198 660 221 608 787		111 298	14 863	534 198 660	537 998 660 221 734 947
03.05 – Ressources humaines des forces navales	44 921 864 66 651 101	6 130 000 3 254 483		700 000 701 000	51 751 864	53 751 864 70 606 584
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces	3 494 767 375 3 093 081 093	182 310 000 295 824 845		7 697 600	3 677 077 375	3 680 577 375 3 396 603 538

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2020 Consommation 2020</i>						
navales						
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	78 712 962 194 637 387	5 940 000 39 442 208	6 025 918		84 652 962	87 352 962 240 105 513
03.11 – Infrastructures maritimes	82 502 565	309 651 159 187 502 116	1 670 000		309 651 159	309 651 159 271 674 681
04 – Préparation des forces aériennes	4 810 716 153 2 810 721 248	235 900 789 208 980 813	8 312 004	456 300	5 046 616 942	5 079 993 531 3 028 470 365
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes	18 601 110 9 112 559	80 654	1 471 846		18 601 110	32 760 817 10 665 059
04.03 – Activités des forces aériennes	282 552 838 291 893 156	242 641	333 564		282 552 838	287 269 342 292 469 361
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques	123 454 056 113 834 964				123 454 056	123 454 056 113 834 964
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes	112 815 250 116 599 767	460 459 1 008 574		456 300	113 275 709	113 487 217 118 064 641
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes	4 267 989 241 2 223 574 188	76 522 330 73 534 825	6 506 594		4 344 511 571	4 358 800 441 2 303 615 608
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)	-1 050 522				0	0 -1 050 522
04.11 – Infrastructures aériennes	51 513 109	158 918 000 134 018 119			158 918 000	158 918 000 185 531 228
04.12 – Activités spatiales	5 303 658 5 244 026	96 000			5 303 658	5 303 658 5 340 026
05 – Logistique et soutien interarmées	1 992 342 747 2 460 394 350	423 529 782 211 773 902	564 167 1 227 248	2 522	2 416 436 696	2 622 108 688 2 673 398 022
05.11 – Infrastructures de santé	3 231 324	47 204 561 37 441 472			47 204 561	47 204 561 40 672 796
05.80 – Fonction santé	207 711 820 338 340 784	10 066 216 19 376 878	564 167 27 248	2 522	218 342 203	394 595 976 357 747 432
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	978 437 028 1 277 478 439	207 707 905 30 416 261			1 186 144 933	1 197 472 152 1 307 894 699
05.83 – Soutiens complémentaires	150 983 421 86 398 874	818 352			150 983 421	150 999 421 87 217 226
05.84 – Service interarmées des munitions	17 701 785 8 526 444	12 639 843 4 597 395			30 341 628	30 541 628 13 123 840
05.85 – Service du commissariat aux armées	637 508 693 721 263 052	55 148 268 58 661 295			692 656 961	710 531 961 779 924 347
05.89 – Infrastructure des soutiens	25 155 433	90 762 989 60 462 249	1 200 000		90 762 989	90 762 989 86 817 682
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	810 000 000 410 940 614	2 092 938	40 000 000 40 556 462	691	850 000 000	880 000 000 453 590 706
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	25 631 088				0	0 25 631 088
Total des AE prévues en LFI	14 376 468 579	1 672 451 159	198 840 179	700 000	16 248 459 917	16 534 908 498
Total des AE consommées	11 807 888 893	1 212 891 427	244 540 460	1 160 513		13 266 481 293

2020 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2020 Consommation 2020</i>						
01 – Planification des moyens et conduite des opérations	237 039 922 393 531 549	266 865 655 111 592 934	151 817 346 170 871 013		655 722 923	655 722 923 675 995 495
01.10 – Emploi des forces	108 195 444 91 637 968	15 978 800 15 931 111	151 817 346 170 856 013		275 991 590	275 991 590 278 425 093

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI 2020</i> Consommation 2020	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	34 440 730 30 128 650	22 085 303 18 210 769	15 000		56 526 033	56 526 033 48 354 419
01.14 – Systèmes d'information et de communication	94 403 748 270 224 494	226 251 552 77 229 537			320 655 300	320 655 300 347 454 031
01.21 – Infrastructures SIC	1 540 437	2 550 000 221 516			2 550 000	2 550 000 1 761 953
02 – Préparation des forces terrestres	1 257 297 592 1 582 484 808	201 919 002 164 896 477	4 727 000 4 767 069		1 463 943 594	1 469 343 594 1 752 148 353
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres	168 178 146 163 103 188	2 703 717	15 000		168 178 146	168 378 146 165 821 905
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres	85 147 077 81 273 496	30 000			85 147 077	85 647 077 81 303 496
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres	923 692 669 1 146 496 615	15 534 176	751 108		923 692 669	927 692 669 1 162 781 899
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	80 279 700 175 621 644	140 053 863 68 057 082	4 727 000 4 000 960		225 060 563	225 760 563 247 679 687
02.11 – Infrastructures terrestres	15 989 864	61 865 139 78 571 502			61 865 139	61 865 139 94 561 366
03 – Préparation des forces navales	2 278 171 784 2 469 320 899	332 467 232 251 521 517	7 689 300	701 615 701 000	2 611 340 631	2 623 340 631 2 729 232 716
03.01 – Commandement et activités des forces navales	329 188 824 233 598 658	277 351	17 177		329 188 824	332 988 824 233 893 185
03.05 – Ressources humaines des forces navales	40 750 059 63 995 540	5 130 000 2 465 924		701 615 701 000	46 581 674	48 581 674 67 162 464
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales	1 830 444 870 1 946 134 792	126 766 975 114 415 061			1 957 211 845	1 960 711 845 2 060 549 854
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	77 788 031 147 365 559	7 680 000 35 322 692	6 002 123		85 468 031	88 168 031 188 690 374
03.11 – Infrastructures maritimes	78 226 349	192 890 257 99 040 489	1 670 000		192 890 257	192 890 257 178 936 839
04 – Préparation des forces aériennes	2 171 512 623 2 343 211 611	109 740 520 85 245 352	2 006 128	456 300	2 281 253 143	2 314 629 732 2 430 919 391
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes	15 549 360 8 472 674	151 943	1 471 846		15 549 360	29 709 067 10 096 463
04.03 – Activités des forces aériennes	272 257 038 287 547 397	259 944	333 564		272 257 038	276 973 542 288 140 906
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques	156 711 951 180 527 978				156 711 951	156 711 951 180 527 978
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes	104 032 950 107 805 377	456 300 43 187		456 300	104 489 250	104 700 758 108 304 864
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes	1 617 761 324 1 740 444 944	75 230 349 44 187 142	200 718		1 692 991 673	1 707 280 543 1 784 832 804
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)	-988 843				0	0 -988 843
04.11 – Infrastructures aériennes	17 546 364	34 053 871 40 603 136			34 053 871	34 053 871 58 149 500
04.12 – Activités spatiales	5 200 000 1 855 720				5 200 000	5 200 000 1 855 720
05 – Logistique et soutien interarmées	1 607 395 154 2 186 561 943	533 568 317 281 245 616	564 167 3 227 248		2 141 527 638	2 347 199 630 2 471 034 807
05.11 – Infrastructures de santé	2 431 534	30 881 579 21 425 326			30 881 579	30 881 579 23 856 860
05.80 – Fonction santé	99 554 357 308 270 991	9 868 839 20 054 547	564 167 2 027 248		109 987 363	286 241 136 330 352 786
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	771 689 937 1 009 444 416	211 334 481 29 029 182			983 024 418	994 351 637 1 038 473 599
05.83 – Soutiens complémentaires	156 846 562				156 846 562	156 862 562

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
<i>Prévision LFI 2020</i> Consommation 2020	96 129 179	4 313 765				100 442 944
05.84 – Service interarmées des munitions	13 343 214 8 526 651	7 089 755 5 824 794			20 432 969	20 632 969 14 351 445
05.85 – Service du commissariat aux armées	565 961 084 715 309 988	51 113 868 50 824 953			617 074 952	634 949 952 766 134 941
05.89 – Infrastructure des soutiens	46 449 184	223 279 795 149 773 049	1 200 000		223 279 795	223 279 795 197 422 233
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures	810 000 000 413 336 535	2 251 991	40 000 000 40 556 462	691	850 000 000	880 000 000 456 145 680
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures	24 534 446				0	0 24 534 446
Total des CP prévus en LFI	8 361 417 075	1 444 560 726	197 108 513	701 615	10 003 787 929	10 290 236 510
Total des CP consommés	9 412 981 791	896 753 886	229 117 220	1 157 991		10 540 010 889

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Consommées* en 2020	Ouvertes en 2021	Consommées* en 2021	Consommés* en 2020	Ouverts en 2021	Consommés* en 2021
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	11 807 888 893	17 076 108 735	19 072 067 056	9 412 981 791	8 596 156 752	9 999 514 538
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	11 753 628 319	17 016 752 439	19 012 707 360	9 357 521 217	8 536 800 456	9 940 154 842
Subventions pour charges de service public	54 260 574	59 356 296	59 359 696	55 460 574	59 356 296	59 359 696
Titre 5 – Dépenses d'investissement	1 212 891 427	1 724 458 796	1 083 293 338	896 753 886	1 523 203 191	953 404 025
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	1 168 586 910	1 714 772 296	1 021 523 247	855 763 594	1 513 861 191	901 161 274
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	44 304 517	9 686 500	61 770 091	40 990 292	9 342 000	52 242 751
Titre 6 – Dépenses d'intervention	244 540 460	218 215 596	225 392 307	229 117 220	216 341 540	227 172 888
Transferts aux ménages	12 950	213 515 596	25 158	12 950	211 641 540	25 158
Transferts aux entreprises	3 019 000	0	150 132	3 019 000	0	150 132
Transferts aux collectivités territoriales	0	0	315	0	0	315
Transferts aux autres collectivités	241 508 511	4 700 000	225 215 471	226 085 271	4 700 000	226 996 052
Appels en garantie	0	0	1 231	0	0	1 231
Titre 7 – Dépenses d'opérations financières	1 160 513	1 555 240	1 552 453	1 157 991	1 555 240	1 554 975
Prêts et avances	691	0	-265	691	0	-265
Dotations en fonds propres	1 159 822	1 555 240	1 552 718	1 157 300	1 555 240	1 555 240
Total hors FdC et AdP		19 020 338 367			10 337 256 723	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+5 635 292 977			+864 927 844	
Total*	13 266 481 293	24 655 631 344	20 382 305 154	10 540 010 889	11 202 184 567	11 181 646 427

* y.c. FdC et AdP

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Nature de dépenses	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en 2020	Prévues en LFI pour 2021	Ouvertes en 2021	Ouverts en 2020	Prévus en LFI pour 2021	Ouverts en 2021
Dépenses de personnel						
Autres natures de dépenses	298 255 187	304 449 983	520 442 155	298 255 187	304 449 983	530 398 661
Total	298 255 187	304 449 983	520 442 155	298 255 187	304 449 983	530 398 661

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS**ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE ADP**

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2021		42 552 008		42 552 008				
03/2021		106 312 036		106 312 036				
04/2021		35 316 448		35 316 448				
05/2021		62 992 285		62 992 285				
06/2021		5 099 914		5 099 914				
07/2021		32 388 168		32 388 168				
08/2021		21 316 887		21 316 887				
09/2021		33 008 420		33 008 420				
10/2021		30 710 878		30 710 878				
11/2021		48 560 592		48 560 592				
12/2021		68 201 316		68 201 316				
01/2022		3 594 801		3 594 801				
Total		490 053 753		490 053 753				

ARRÊTÉS DE RATTACHEMENT DE FDC

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
02/2021		953 212		22 453 212				
03/2021		2 844 001		2 844 001				
04/2021		867 505		867 505				
05/2021		535 878		535 878				
06/2021		45 590		45 590				
07/2021		1 168 528		1 168 528				

Mois de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
08/2021		106 975		106 975				
09/2021		2 163 814		2 163 814				
10/2021		3 943 175		3 943 175				
11/2021		2 705 151		2 705 151				
12/2021		13 994 645		145 435				
01/2022		1 065 047		3 370 763				
Total		30 393 519		40 350 025				

ARRÊTÉS DE REPORT D'AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/01/2021		746 831 687						
Total		746 831 687						

ARRÊTÉS DE REPORT DE FDC

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
27/01/2021		13 609 487		3 271 176				
Total		13 609 487		3 271 176				

ARRÊTÉS DE REPORT GÉNÉRAL HORS FDC HORS AENE

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
25/02/2021		4 089 869 547		6 469 547				
Total		4 089 869 547		6 469 547				

DÉCRETS D'ANNULATION DE FDC OU DE ADP

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
09/12/2021						5 117		5 117
Total						5 117		5 117

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Présentation des crédits et des dépenses fiscales

DÉCRETS DE TRANSFERT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
28/06/2021		4 546 141		4 693 273				
19/11/2021						1 185 801		897 666
Total		4 546 141		4 693 273		1 185 801		897 666

DÉCRETS DE VIREMENT

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
28/06/2021						73 960 959		14 147 867
19/11/2021		6 140 720		6 140 720				
Total		6 140 720		6 140 720		73 960 959		14 147 867

LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Date de signature	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
01/12/2021		329 000 000		329 000 000				
Total		329 000 000		329 000 000				

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général		5 710 444 854		879 978 494		75 151 877		15 050 650

ÉVALUATION DES DÉPENSES FISCALES

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.

Le chiffrage initial pour 2021 a été réalisé sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2021. Dès lors, le chiffrage actualisé peut différer de celui-ci, notamment lorsqu'il tient compte d'aménagements intervenus depuis le dépôt du projet de loi de finances pour 2021.

Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.

« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

Le « Coût total des dépenses fiscales » constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). La portée du total s'avère toutefois limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(en millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage définitif 2020	Chiffrage initial 2021	Chiffrage actualisé 2021
120127	Exonération des indemnités versées aux réservistes en période d'instruction, aux personnes accomplissant un service civique ou une autre forme de volontariat Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2019 : (nombre non déterminé) Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2000 - Dernière modification : 2010 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81-17°, DM</i>	88	84	75
120144	Exonération de l'impôt sur le revenu des indemnités versées aux militaires au titre de leur participation aux opérations visant à la défense de la souveraineté de la France et à la préservation de l'intégrité de son territoire, engagées ou renforcées à la suite des attentats commis sur le territoire national en 2015 Traitements, salaires, pensions et rentes viagères <i>Bénéficiaires 2019 : 258261 Ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2016 - Dernière modification : 2016 - Dernière incidence budgétaire : dépense fiscale non bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non bornée - code général des impôts : 81 - 23° bis</i>	29	31	26
Total		117	115	101

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Justification au premier euro

Éléments transversaux au programme

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
01 – Planification des moyens et conduite des opérations		731 712 066 737 954 754	731 736 066 737 954 754		686 776 339 712 698 976	686 800 339 712 698 976
01.10 – Emploi des forces		311 300 885 300 909 703	311 300 885 300 909 703		298 039 887 300 372 061	298 039 887 300 372 061
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire		55 795 238 53 449 071	55 804 238 53 449 071		54 701 214 55 403 635	54 710 214 55 403 635
01.14 – Systèmes d'information et de communication		351 869 808 364 124 028	351 884 808 364 124 028		321 539 027 343 623 399	321 554 027 343 623 399
01.21 – Infrastructures SIC		12 746 135 19 471 953	12 746 135 19 471 953		12 496 211 13 299 881	12 496 211 13 299 881
02 – Préparation des forces terrestres		2 095 626 017 2 737 877 815	2 101 626 017 2 737 877 815		1 537 852 716 1 899 505 975	1 543 852 716 1 899 505 975
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres		186 420 500 191 971 604	187 220 500 191 971 604		181 236 074 194 242 343	182 036 074 194 242 343
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres		87 271 204 89 019 040	87 771 204 89 019 040		86 479 498 87 239 893	86 979 498 87 239 893
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres		1 423 117 774 2 184 229 516	1 427 117 774 2 184 229 516		954 724 878 1 273 524 645	958 724 878 1 273 524 645
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres		266 561 245 181 132 171	267 261 245 181 132 171		247 621 665 254 472 947	248 321 665 254 472 947
02.11 – Infrastructures terrestres		132 255 294 91 525 484	132 255 294 91 525 484		67 790 601 90 026 148	67 790 601 90 026 148
03 – Préparation des forces navales		3 776 310 905 4 493 123 008	3 791 310 905 4 493 123 008		2 609 838 034 2 805 996 425	2 624 838 034 2 805 996 425
03.01 – Commandement et activités des forces navales		362 660 329 352 998 657	365 860 329 352 998 657		318 120 758 237 081 852	321 320 758 237 081 852
03.05 – Ressources humaines des forces navales		67 032 500 91 898 196	69 032 500 91 898 196		65 518 873 64 915 533	67 518 873 64 915 533
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales		2 982 249 493 3 523 225 523	2 989 749 493 3 523 225 523		1 955 481 869 2 115 084 207	1 962 981 869 2 115 084 207
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales		133 869 182 243 112 059	136 169 182 243 112 059		91 810 961 216 852 495	94 110 961 216 852 495
03.11 – Infrastructures maritimes		230 499 401 281 888 574	230 499 401 281 888 574		178 905 573 172 062 337	178 905 573 172 062 337
04 – Préparation des forces aériennes		9 006 504 389 9 289 879 044	9 054 881 369 9 289 879 044		2 458 290 866 2 754 591 385	2 506 667 846 2 754 591 385
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes		20 571 199 25 385 163	20 571 199 25 385 163		20 167 842 14 234 637	20 167 842 14 234 637
04.03 – Activités des forces aériennes		262 503 945 328 393 700	280 587 127 328 393 700		260 710 018 325 723 808	278 793 200 325 723 808
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques		935 204 177 653 057 131	935 204 177 653 057 131		158 754 533 110 977 769	158 754 533 110 977 769
04.05 – Ressources humaines des forces		127 159 175	127 367 152		125 791 202	125 999 179

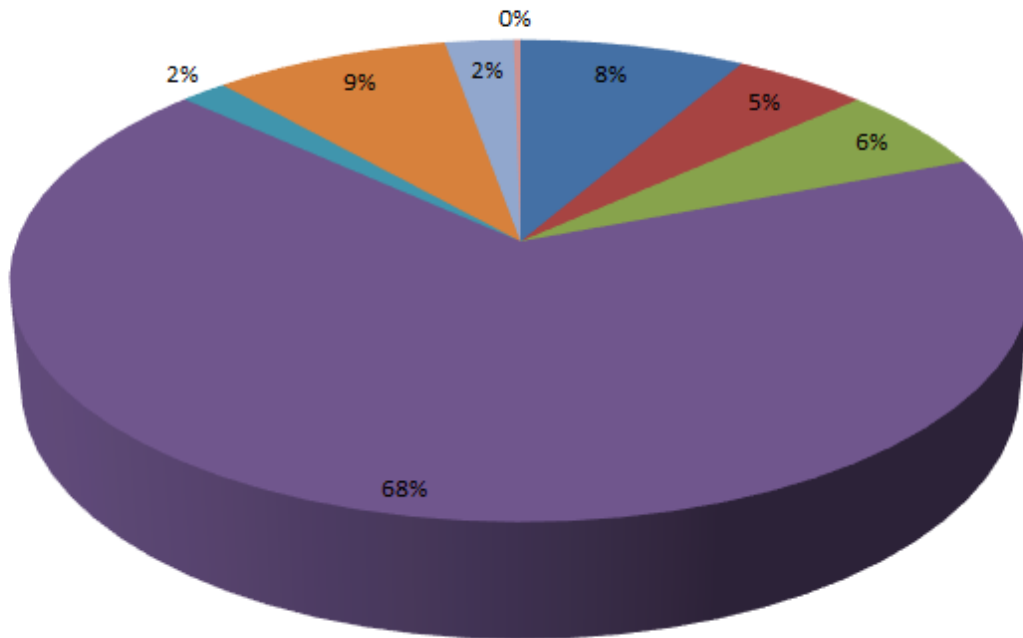
Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action <i>Prévision LFI Consommation</i>	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
aériennes		130 609 647	130 609 647		123 879 084	123 879 084
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes		7 550 414 504 8 015 814 030	7 580 500 325 8 015 814 030		1 784 337 753 2 064 506 003	1 814 423 574 2 064 506 003
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)		401 774	0 401 774		398 475	0 398 475
04.11 – Infrastructures aériennes		84 415 660 109 173 551	84 415 660 109 173 551		82 808 215 107 621 473	82 808 215 107 621 473
04.12 – Activités spatiales		26 235 729 27 044 048	26 235 729 27 044 048		25 721 303 7 250 136	25 721 303 7 250 136
05 – Logistique et soutien interarmées		2 560 184 990 2 586 819 288	2 771 233 993 2 586 819 288		2 194 498 768 2 472 947 266	2 405 547 771 2 472 947 266
05.11 – Infrastructures de santé		147 748 459 41 836 026	147 748 459 41 836 026		48 251 041 34 919 734	48 251 041 34 919 734
05.80 – Fonction santé		224 181 129 392 535 790	404 328 211 392 535 790		130 023 205 349 408 382	310 170 287 349 408 382
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense		1 206 110 922 1 207 246 441	1 217 689 746 1 207 246 441		999 633 934 1 073 290 348	1 011 212 758 1 073 290 348
05.83 – Soutiens complémentaires		179 857 721 104 678 498	179 857 721 104 678 498		141 625 216 107 251 561	141 625 216 107 251 561
05.84 – Service interarmées des munitions		15 755 602 14 234 896	15 955 602 14 234 896		16 721 178 17 155 852	16 921 178 17 155 852
05.85 – Service du commissariat aux armées		643 676 184 723 229 036	662 799 281 723 229 036		669 910 928 732 722 462	689 034 025 732 722 462
05.89 – Infrastructure des soutiens		142 854 973 103 058 602	142 854 973 103 058 602		188 333 266 158 198 927	188 333 266 158 198 927
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures		820 000 000 505 912 109	844 000 000 505 912 109		820 000 000 506 939 930	844 000 000 506 939 930
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures		30 000 000 30 739 135	30 000 000 30 739 135		30 000 000 28 966 468	30 000 000 28 966 468
Total des crédits prévus en LFI *		0 19 020 338 367	19 020 338 367		0 10 337 256 723	10 337 256 723
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP		+5 635 292 977	+5 635 292 977		+864 927 844	+864 927 844
Total des crédits ouverts		0 24 655 631 344	24 655 631 344		0 11 202 184 567	11 202 184 567
Total des crédits consommés		0 20 382 305 154	20 382 305 154		0 11 181 646 427	11 181 646 427
Crédits ouverts - crédits consommés		+4 273 326 190	+4 273 326 190		+20 538 141	+20 538 141

* hors FdC et AdP pour les montants de la LFI

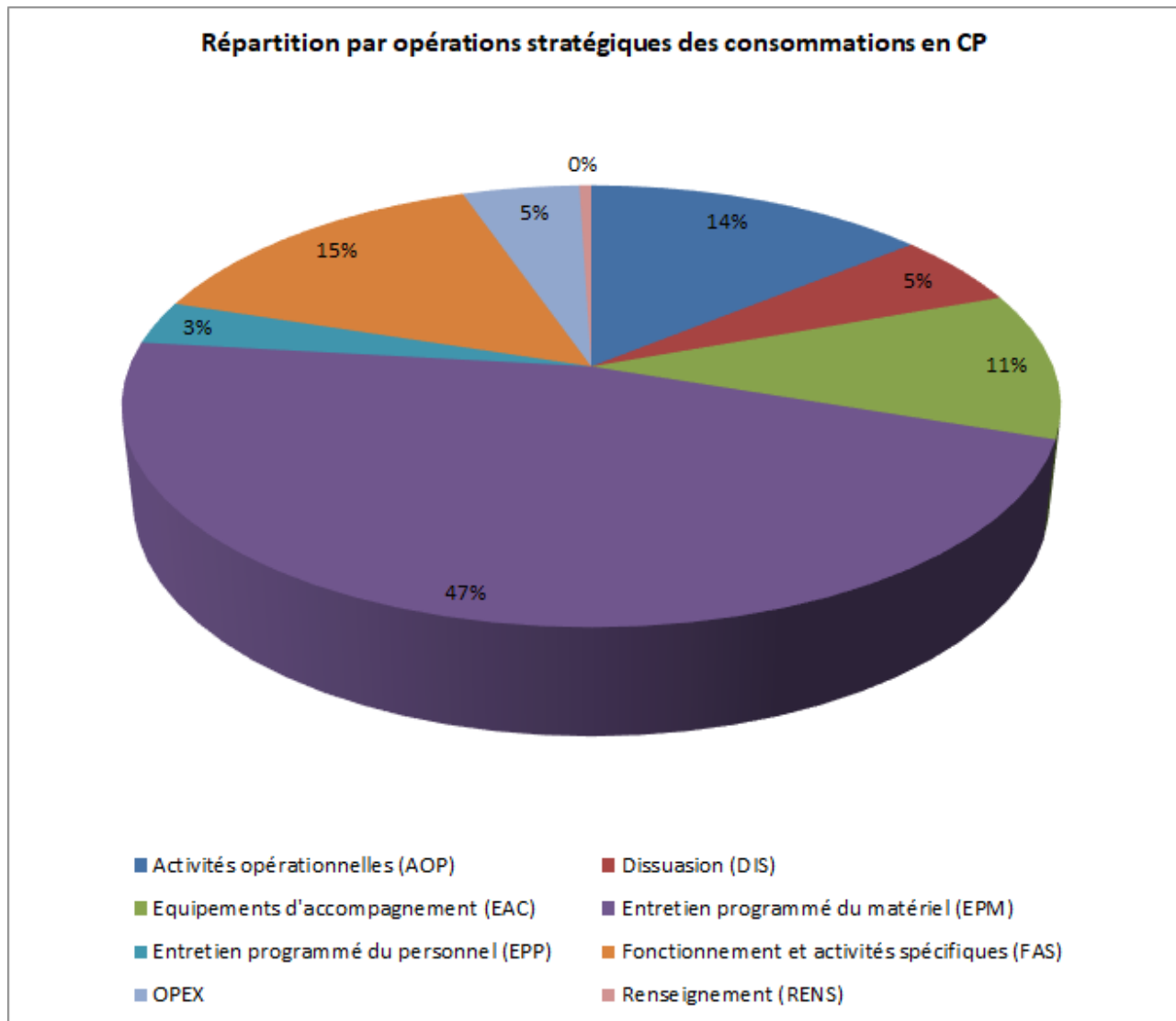
Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Répartition par opérations stratégiques des consommations en AE



- Activités opérationnelles (AOP)
- Dissuasion (DIS)
- Equipements d'accompagnement (EAC)
- Entretien programmé du matériel (EPM)
- Entretien programmé du personnel (EPP)
- Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)



Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Code	AE (M€)				
		Prévision LFI	Prévision FDC / ADP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OS	AOP	1 376 068 464	165 695 569	0	1 672 134 349	130 370 316
OS	DIS	1 726 268 815	0	0	982 574 676	-743 694 139
OS	EAC	1 188 229 251	9 521 823	0	1 164 154 407	-33 596 667
OS	EPM	11 129 324 090	41 585 821	0	13 279 541 915	2 108 632 004
OS	EPP	273 030 321	603 100	0	343 134 578	69 501 157
OS	FAS	1 634 754 102	63 043 670	0	1 751 512 052	53 714 280
OS	OPEX	820 000 000	24 000 000	0	510 182 082	-333 817 918
OS	RENS	49 356 174	0	0	50 204 940	848 766
OS	INFRA	793 307 150	0	42 068 851	591 086 134	-160 152 165

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

OS	MISSIN T	30 000 000	0	0	31 173 428	1 173 428
Total		19 020 338 36 7	304 449 98 3	42 068 851	20 375 698 56 3	1 092 979 064

Niveau	Code	CP (M€)			
		Prévision LFI	Prévision FDC / ADP	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	AOP	1 248 891 551	165 695 569	1 491 463 107	76 875 987
OS	DIS	646 540 000	0	573 171 859	-73 368 141
OS	EAC	1 072 352 206	9 521 823	1 143 826 299	61 952 270
OS	EPM	4 120 149 823	41 585 821	4 947 513 229	785 777 585
OS	EPP	291 552 435	603 100	338 126 132	45 970 597
OS	FAS	1 389 616 766	63 043 670	1 561 567 230	108 906 794
OS	OPEX	820 000 000	24 000 000	509 614 701	-334 385 299
OS	RENS	48 388 406	0	51 713 575	3 325 169
OS	INFRA	669 765 536	0	613 948 273	-55 817 263
OS	MISSIN T	30 000 000	0	29 080 176	-919 824
Total		10 337 256 72 3	304 449 983	11 260 024 58 2	618 317 876

Autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles (en €) :

Niveau	Code	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	affectation 2021	Total	Engagement 2021 sur TF
OS	AOP	0	0	0	0	0
OS	DIS	16 111 832	1 127 362	0	14 984 471	11 760 377
OS	EAC	0	889 640	0	-889 640	-223 308
OS	EPM	454 548 834	44 198 598	0	410 350 236	252 691 310
OS	EPP	0	0	0	0	0
OS	FAS	0	366 772	0	-366 772	0
OS	OPEX	0	0	0	0	0
OS	INFRA	276 037 173	1 885 079	42 736 851	316 888 945	74 978 194
OS	RENS	0	0	0	0	0
OS	MISSIN T	0	0	0	0	0
Total		746 697 840	48 467 452	42 736 851	740 967 239	339 206 574

Echéancier des paiements (en €) :

Niveau	Code	PLF/PLR	Engagements			Paiements			
			Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	2 021	2 022	2 023	>2023	Total
OS	AOP	PLF	409 140 352	1 461 764 033	1 417 587 120	226 863 041	55 928 524	170 525 700	1 870 904 385
		PLR	228 816 229	1 672 134 349	1 491 463 107	166 042 386	71 583 495	171 861 591	1 900 950 578
OS	DIS	PLF	1 487 200 481	1 720 190 800	646 540 000	635 570 346	567 296 827	1 357 984 108	3 207 391 281

		PLR	1 529 174 215	994 335 053	573 171 859	533 794 059	359 720 575	1 056 822 775	2 523 509 268
OS	EAC	PLF	1 034 492 628	1 197 751 074	1 101 874 029	724 805 940	227 328 509	178 235 224	2 232 243 702
		PLR	1 033 066 363	1 163 931 099	1 143 826 299	631 739 976	215 488 960	205 942 226	2 196 997 462
OS	EPM	PLF	14 561 460 711	11 264 348 060	4 161 735 644	3 926 902 630	3 566 943 391	14 170 227 106	25 825 808 771
		PLR	11 469 067 688	13 532 233 226	4 947 513 229	3 604 028 471	2 388 117 294	14 061 641 921	25 001 300 914
OS	EPP	PLF	187 590 990	273 633 421	292 155 535	145 068 876	24 000 000	0	461 224 411
		PLR	225 710 994	343 134 578	338 126 132	0	0	230 719 440	568 845 572
OS	FAS	PLF	928 222 964	1 697 797 772	1 458 050 436	875 771 054	90 709 047	201 490 199	2 626 020 736
		PLR	1 225 795 316	1 751 512 052	1 561 567 230	572 827 793	405 894 475	437 017 869	2 977 307 368
OS	OPEX	PLF	15 119 745	844 000 000	844 000 000	15 119 745	0	0	859 119 745
		PLR	15 989 375	510 182 082	509 614 701	16 556 756	0	0	526 171 457
OS	RENS	PLF	39 737 549	49 356 174	48 388 406	30 299 392	10 405 925	0	89 093 723
		PLR	42 745 360	50 204 940	51 713 575	27 358 807	13 877 918	0	92 950 300
OS	INFRA	PLF	876 451 965	721 314 943	697 561 295	623 815 479	195 054 907	81 335 227	1 597 766 908
		PLR	898 534 837	666 064 328	613 948 273	525 784 348	242 519 427	182 347 117	1 564 599 166
OS	MISSINT	PLF	0	30 000 000	30 000 000	0	0	0	30 000 000
OS		PLR	2 869 341	31 173 428	29 080 176	4 962 593	0	0	34 042 769
Total des écarts			2 867 647 688	-1 454 748 860	-562 132 117	1 121 121 314	1 040 464 986	-186 555 375	1 412 898 808

PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	0	19 020 338 367	19 020 338 367	0	10 337 256 723	10 337 256 723
Amendements	0	0	0	0	0	0
LFI	0	19 020 338 367	19 020 338 367	0	10 337 256 723	10 337 256 723

JUSTIFICATION DES MOUVEMENTS RÉGLEMENTAIRES ET DES LOIS DE FINANCES RECTIFICATIVES

Reports de crédits

Les crédits reportés en AE s'élèvent à 4 850,3 M€ en AE, dont 746,8 M€ de reports sur TF ouverts par arrêté de report du 22 janvier 2021, 13,6 M€ ouverts par arrêté de report du 27 janvier 2021 (FDC) et 4 089,9 M€ ouverts par arrêté de report du 25 février 2021 (reports généraux).

En CP, les crédits reportés en CP s'élèvent à 9,7 M€, dont 3,3 M€ ouverts par arrêté de report du 27 janvier 2021 (FDC) et 6,4 M€ ouverts par arrêté de report du 25 février 2021 (reports généraux).

DT/DV

Le solde des transferts s'élève à 3,4 M€ en AE et 3,8 M€ en CP et recouvre les principaux mouvements suivants :

- le remboursement au P178 des frais afférents aux formations de sécurité et de défense dispensées aux stagiaires militaires étrangers (+ 6,4 M€ en AE et en CP) en provenance du programme 105 « Action de la France en Europe et dans le Monde » ;
- la contribution du ministère des armées à l'Infrastructure nationale partageable des transmissions (INPT) 2021 au programme 216 « Police nationale » (- 1,4 M€ en AE et en CP)
- le remboursement au programme 123 « Conditions de vie outre-mer » des frais de quarantaine obligatoire en Nouvelle-Calédonie (- 1,8 M€ en AE et en CP).

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Le solde des virements s'élève à - 67,8 M€ en AE et - 8 M€ en CP et recouvre les principaux mouvements suivants :

- - 10,6 M€ en AE et en CP, à destination du programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » résultant principalement des mouvements suivants :
 - - 10 M€ en AE/CP pour la cyberdéfense ;
 - - 1,1 M€ en AE/CP pour l'opération E ;
 - + 0,4 M€ en AE/CP pour la participation aux frais logistiques du marché COBALT.
- - 75,4 M€ en AE et - 10,3 M€ en CP, à destination du programme 146 « Équipement des forces », correspondant principalement :
 - au remboursement lié au contrat avec la société HELIDAX pour la formation et le perfectionnement des pilotes d'hélicoptères (- 0,8 M€ en AE/CP) ;
 - à la participation de l'état-major des armées aux dépenses de soutien, de frais financiers et d'infrastructures dans le cadre du projet MENTOR (- 58,2 M€ en AE et - 8,8 M€ en CP) ;
 - à la contribution au financement des travaux d'infrastructure dans le cadre du plan Brest Port 2025 (- 17,5 M€ en AE et - 1,7 M€ en CP) ;
 - au remboursement de la mise à jour logicielle de l'outil de lecture des documentations techniques pour les utilisateurs des véhicules de la SIMMT (+ 0,5 M€ en AE/CP) ;
 - au remboursement de la formation initiale des pilotes sur le KC-130J, avion militaire de ravitaillement en vol et de transport (+ 0,3 M€ en AE/CP).
- + 18,2 M€ en AE et + 12,8 M€ en CP, en provenance du programme 212 « Soutien de la politique de la défense », provenant essentiellement :
 - du financement des activités d'infrastructure transférées à la suite de la mise en œuvre de la nouvelle architecture budgétaire (+ 12 M€ en AE et + 7,5 M€ en CP) ;
 - de la participation du Secrétariat général pour l'administration au financement du solde des opérations de soutien réalisées au profit des ministères des armées et de l'intérieur (+ 5,8 M€ en AE/CP) ;
 - du remboursement d'équipements de protection individuelle (+ 0,7 M€ en AE/CP).

Loi de finances rectificative

La loi de finances rectificative n°2021-1549 du 1er décembre 2021 a ouvert 329 M€ en AE et en CP sur le programme, afin notamment de couvrir une partie des surcoûts liés aux opérations extérieures et missions intérieures.

ORIGINE ET EMPLOI DES FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITSADP et FDC

Le rattachement des fonds de concours (30,4 M€ en AE et 40,3 M€ en CP) et des attributions de produits (490,1 M€ en AE/CP) concernent principalement :

- pour les premiers de :
 - la contribution des partenaires civils au financement des dépenses relatives aux installations et services d'usage commun des aérodromes militaires mixtes (2,9 M€ en AE/CP).
 - les contributions diverses au financement des actions et projets menés par les services relevant du programme 178 (12,5 M€ en AE/CP) ;
 - la contribution de la partie allemande à la coopération franco-allemande dans le domaine du transport tactique aérien (13,8 M€ en AE et 23,8 M€ en CP) ;
- pour les seconds de :
 - les remboursements des soins assurés par le service de santé des armées (209,1 M€ en AE/CP) ;
 - les produits des cessions de biens mobiliers (162,9 M€ en AE/CP) ;
 - les recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère de la défense dans le cadre de sa mission en métropole (70,5 M€ en AE/CP) ;
 - les recettes provenant de la rémunération de certains services rendus par le ministère de la défense dans le cadre de sa mission en outre-mer et à l'étranger (42,3 M€ en AE/CP) ;
 - la valorisation du patrimoine immatériel du ministère de la défense (5,1 M€ en AE/CP).

■ RÉSERVE DE PRÉCAUTION ET FONGIBILITÉ

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Mise en réserve initiale	0	759 055 239	759 055 239	0	411 731 973	411 731 973
Surgels	0	0	0	0	0	0
Dégels	0	0	0	0	0	0
Réserve disponible avant mise en place du schéma de fin de gestion (LFR de fin d'année)	0	759 055 239	759 055 239	0	411 731 973	411 731 973

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Dépenses pluriannuelles**CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION (CPER)**

Le Ministère des armées est financièrement partie prenante aux CPER de la région Bretagne au titre du volet "enseignement supérieur-recherche-innovation".

S'agissant de l'opérateur École navale, le programme 178 participe à hauteur de 1,56 M€ au CPER de l'École navale au profit de projets de recherche scientifique. A titre d'exemple, les crédits permettent notamment à l'École navale de cofinancer à hauteur de 0,19 M€ le projet SpaceTechDroneTECH, qui vise à consolider la recherche et l'innovation dans le domaine des petits satellites, des drones et des applications qui peuvent en découler au travers du déploiement d'infrastructures dédiées.

CONTRATS DE CONVERGENCE ET DE TRANSFORMATION (CCT)

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION
DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2021	CP 2021
AE ouvertes en 2021 * (E1) 24 655 631 344	CP ouverts en 2021 * (P1) 11 202 184 567
AE engagées en 2021 (E2) 20 382 305 154	CP consommés en 2021 (P2) 11 181 646 427
AE affectées non engagées au 31/12/2021 (E3) 439 363 645	dont CP consommés en 2021 sur engagements antérieurs à 2021 (P3 = P2 - P4) 5 795 459 462
AE non affectées non engagées au 31/12/2021 (E4 = E1 - E2 - E3) 3 833 962 544	dont CP consommés en 2021 sur engagements 2021 (P4) 5 386 186 965

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2020 brut (R1) 16 985 299 091				
Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2020 (R2) 33 788 374				
Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2020 net (R3 = R1 + R2) 17 019 087 465	–	CP consommés en 2021 sur engagements antérieurs à 2021 (P3 = P2 - P4) 5 795 459 462	=	Engagements ≤ 2020 non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R4 = R3 - P3) 11 223 628 003
AE engagées en 2021 (E2) 20 382 305 154	–	CP consommés en 2021 sur engagements 2021 (P4) 5 386 186 965	=	Engagements 2021 non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R5 = E2 - P4) 14 996 118 189
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2021 (R6 = R4 + R5) 26 219 746 192
				Estimation des CP 2022 sur engagements non couverts au 31/12/2021 (P5) 5 557 310 841
				Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2022 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2021 (P6 = R6 - P5) 20 662 435 351

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

* LFI 2021 + reports 2020 + mouvements réglementaires + FdC + AdP + fongibilité asymétrique + LFR

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Justification par action

ACTION

01 – Planification des moyens et conduite des opérations

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
01 – Planification des moyens et conduite des opérations		731 736 066	731 736 066		686 800 339	686 800 339
		737 954 754	737 954 754		712 698 976	712 698 976
01.10 – Emploi des forces		311 300 885	311 300 885		298 039 887	298 039 887
		300 909 703	300 909 703		300 372 061	300 372 061
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire		55 804 238	55 804 238		54 710 214	54 710 214
		53 449 071	53 449 071		55 403 635	55 403 635
01.14 – Systèmes d'information et de communication		351 884 808	351 884 808		321 554 027	321 554 027
		364 124 028	364 124 028		343 623 399	343 623 399
01.21 – Infrastructures SIC		12 746 135	12 746 135		12 496 211	12 496 211
		19 471 953	19 471 953		13 299 881	13 299 881

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	258 062 438	434 225 973	253 730 307	422 749 878
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	258 062 438	434 225 973	253 730 307	422 749 878
01.10 – Emploi des forces	125 774 051	114 048 234	118 047 109	113 159 536
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	27 123 888	36 847 996	34 472 808	38 634 932
01.14 – Systèmes d'information et de communication	105 164 499	279 255 533	101 210 390	267 589 121
01.21 – Infrastructures SIC		4 074 209		3 366 290
Titre 5 : Dépenses d'investissement	305 596 794	134 317 797	266 867 254	119 297 693
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	301 795 294	107 894 260	264 710 254	101 899 905
01.10 – Emploi des forces	17 450 000	16 496 188	13 790 000	15 065 867
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	24 878 850	11 705 435	18 080 406	15 573 965
01.14 – Systèmes d'information et de communication	246 720 309	67 603 588	220 343 637	61 326 481
01.21 – Infrastructures SIC	12 746 135	12 089 049	12 496 211	9 933 591
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	3 801 500	26 423 537	2 157 000	17 397 788
01.10 – Emploi des forces		969 295		1 510 252
01.11 – Renseignement d'intérêt militaire	3 801 500	4 880 639	2 157 000	1 179 738
01.14 – Systèmes d'information et de communication		17 264 908		14 707 797
01.21 – Infrastructures SIC		3 308 695		
Titre 6 : Dépenses d'intervention	168 076 834	169 410 985	166 202 778	170 651 406
Transferts aux ménages	168 076 834		166 202 778	
01.10 – Emploi des forces	168 076 834		166 202 778	
Transferts aux entreprises		150 000		150 000
01.10 – Emploi des forces		150 000		150 000

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Transferts aux collectivités territoriales		315		315
<i>01.10 – Emploi des forces</i>		315		315
Transferts aux autres collectivités		169 260 670		170 501 091
<i>01.10 – Emploi des forces</i>		169 245 670		170 486 091
<i>01.11 – Renseignement d'intérêt militaire</i>		15 000		15 000
Total	731 736 066	737 954 754	686 800 339	712 698 976

SOUS-ACTION**01.10 – Emploi des forces****PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE**

La sous-action 10 « Emploi des forces » rassemble les crédits de l'état-major des armées (EMA) et des organismes et états-majors interarmées (OIA et EMIA) qui lui sont rattachés. Ces crédits ont notamment permis :

- d'honorer les principaux engagements financiers de la France vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE ;
- de poursuivre la montée en puissance de la cyberdéfense et le déploiement de son réseau ;
- d'assurer l'approvisionnement et les flux logistiques vers nos forces prépositionnées ;
- de participer à la préparation opérationnelle des armées par le biais des grands exercices interarmées ;
- de financer une partie de la politique des cessions gratuites pilotée par le cabinet de la ministre dans le cadre de la coopération opérationnelle.

Les principaux mouvements de ressources en AE/CP recouvrent :

- les décrets virements : -12,0 M€ dont -11,0 M€ concernant la cyberdéfense ;
- les décrets transferts : +2,8 M€ dont +2,2 M€ en provenance du MEAE pour la formation de stagiaires étrangers (1,7 M€) et pour l'achat de pick-up au profit du Mali (0,5 M€).

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

Cet agrégat regroupe les dépenses de fonctionnement de deux OS. Les crédits d'activités opérationnelles (AOP) financent principalement les dépenses de préparation et d'emploi, hors opérations extérieures, des organismes interarmées et des postes permanents à l'étranger (PPE) du réseau EMA, le transport stratégique au profit des forces de présence et de souveraineté et de la préparation opérationnelle interarmées, ainsi que la coopération régionale des forces de présence et de souveraineté.

Les crédits de fonctionnement et d'activités spécifiques (FAS) financent principalement les contributions de la France au fonctionnement de la structure de commandement de l'OTAN et au budget du centre satellitaire de l'Union Européenne (CSUE), le fonctionnement courant des organismes interarmées et des postes permanents à l'étranger (PPE) du réseau EMA, les formations réalisées par la direction de l'enseignement militaire supérieur (DEMS) ou effectuées au profit des personnels de l'EMA et des organismes interarmées (OIA).

2. ASPECTS FINANCIERS**AOP**

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niv.	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prév.	LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Conso.	Écart Conso./ Prév.
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Activités et entraînement des forces	15 540 290	-	14 435 382	- 1 104 908	14 194 402	-	14 011 342	- 183 060
OB	Déplacement et transports	53 100 000	-	54 140 357	1 040 357	53 100 000	-	54 535 334	1 435 334
	Total	68 640 290	-	68 575 739	- 64 551	67 294 402	-	68 546 675	1 252 273

Une sous-consommation de 0,06 M€ en AE et une surconsommation de 1,3 M€ en CP est constatée.

OB « activités et entraînement des forces »

La sous-consommation de 1.1 M€ en AE et de 0,2 M€ en CP s'explique par la crise sanitaire qui a impacté l'activité opérationnelle avec notamment l'annulation de plusieurs exercices internationaux et interalliés (OTAN, Combined Joint Expeditionary Force).

OB « déplacements et transports »

L'écart de 1 M€ en AE et 1,4 M€ en CP entre la programmation et l'exécution pour les déplacements de personnels s'explique par un transfert entrant en provenance du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) pour le financement de la scolarité des stagiaires étrangers (+1,7 M€ en AE/CP). Cette augmentation de ressource et de besoin a été partiellement compensée par une réduction du nombre de missions prévues en raison de la crise sanitaire.

FAS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niv.	Description	AE				CP			
		LFI	Prév FDC/AD P du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Relations bilatérales et Etats-majors interalliés	95 576 834	-	102 506 274	6 929 440	93 702 778	-	102 959 909	9 257 131
OB	Communication et relations publiques	2 632 587	-	3 328 880	696 293	3 293 137	-	3 002 757	-290 380
OB	Prestations intellectuelles	1 587 000	-	1 532 289	- 54 711	1 304 000	-	1 977 936	673 936
OB	Soutien des matériels communs	-	-	2	2	-	-	-	-
OB	Soutien des ressources humaines	3 896 641	-	3 849 450	- 47 191	3 359 753	-	3 085 071	- 274 682
	Total	103 693 062	-	111 216 895	7 523 833	101 659 668	-	111 025 672	9 366 004

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

L'OS FAS affiche une surconsommation de +7,5 M€ (soit 7 %) en AE et de +9,4 M€ (soit + 9 %) en CP.

OB « relations bilatérales et états-majors interalliés »

La surconsommation de 6,9 M€ en AE et 9,3 M€ en CP s'explique principalement par la réception anticipée d'appels à contribution OTAN.

OB « communication et relations publiques »

Un effort a été porté sur cette OB pour des actions de rayonnement de l'école de guerre. L'écart de 0,7 M€ en AE et de -0,3 M€ en CP s'explique aussi par le financement, non prévu initialement, du forum innovation défense.

OB « prestations intellectuelles »

L'écart de 0,7 M€ en CP s'explique principalement par l'augmentation du nombre d'études stratégiques réalisées en raison de la dégradation du contexte géopolitique africain.

OB « soutien des ressources humaines »

La sous-consommation de 0,3 M€ en CP est due aux factures reçues après la fin de gestion 2021.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHÉRENCE)****1. DESCRIPTION**

L'opération stratégique « Équipements d'accompagnement et de cohérence » de la sous-action 10 porte les dépenses suivantes :

- contributions françaises aux investissements de l'OTAN qui se répartissent en une participation aux « paquets de capacités » du *NATO security investment program* (NSIP - programme d'investissement de sécurité de l'OTAN), aux frais de fonctionnement du *central Europe pipeline system* (CEPS – système d'oléoducs d'Europe centrale) ;
- systèmes d'informations opérationnels et de commandement (SIOC) ,
- cyberdéfense ;
- équipements des EMIA et des OIA (l'établissement géographique interarmées) ;
- dispositif RECAMP (renforcement des capacités africaines de maintien de la paix) ;
- équipements au profit de la politique des cessions.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OP	EAC-AFAT	-	-	1 484 690	1 484 690	-	-	160 000	160 000
OP	EAC-AFAIA	138 967 533	-	123 754 439	-15 213 094	129 085 817	-	121 078 290	- 8 007 527
Total		138 967 533	0	125 239 129	-13 728 404	129 085 817	-	121 238 290	- 7 847 527

Les écarts s'expliquent principalement de la manière suivante :

En AE :

- par des mouvements sur les ressources à hauteur de - 14,7 M€ principalement au profit du programme 144 au titre de la cyberdéfense ;
- par la contribution OTAN pour les investissements (NSIP) plus élevée que prévue : + 4,0 M€.
- par une redotation du programme 178 pour financer des cessions gratuites supplémentaires au profit de la Tunisie et de petites acquisitions urgentes en matériel cyber : + 2,0 M€ ;
- par des décalages de besoins (ex : retard de contractualisation) : - 3,2 M€.

En CP :

- par des mouvements sur les ressources à hauteur de -14,7 M€ principalement au profit du programme 144 au titre de la cyberdéfense ;
- par la contribution OTAN pour les investissements (NSIP) plus élevée que prévue : +4,0 M€ ;
- par une redotation du programme 178 pour financer des cessions gratuites supplémentaires au profit de la Tunisie et de petites acquisitions urgentes en matériel cyber : +2,0 M€.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours et des attributions de produits réalisés, ainsi que des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Code	Consommation	Écart Consommation / Prévision PAP
sous-action	-	0178-01-10	2 273 835	2 273 835

L'écart s'explique par des remboursements de prestations non planifiées.

SOUS-ACTION

01.11 – Renseignement d'intérêt militaire

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'une des principales mesures de l'année de la direction du renseignement militaire (DRM) a été l'intensification de ses actions dans le sens d'un meilleur traitement des données reçues (capteurs plus performants, accords avec les partenaires nationaux et internationaux). Celle-ci a imposé un changement de technologie d'hébergement et une extension à de nouveaux sites militaires pour mettre en œuvre de véritables outils de traitements de données.

Simultanément, la DRM a poursuivi ses efforts sur Artère 3R et le traitement de masse des données (IA) avec notamment les études sur ARTEMIS, devant lui permettre d'accéder, sur un programme d'info-structure dans le temps, au croisement de données. C'est un objectif recherché depuis des années par la DRM.

Parallèlement, l'acquisition de l'outil TAIIA (traitement automatisé d'image par intelligence artificielle) et la notification du marché système d'information GEOINT, qui permet de disposer d'une plateforme modernisée de production et de diffusion du renseignement géo spatial ainsi que d'un visualisateur web permettant d'exposer les différentes données géo localisées, ont été des projets majeurs au cours de l'exercice 2021.

Enfin, l'arrivée à Creil à l'été 2021 du centre de formation interarmées au renseignement (CFIAR), initialement basé à Strasbourg, a été une échéance majeure de l'année.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

L'agrégat fonctionnement est constitué de deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS). Elles regroupent des dépenses liées directement à la réalisation des missions de la DRM : déplacements dans le cadre de missions opérationnelles et de partenariats avec des services de renseignement étrangers, acquisition de documentation, achat et soutien de matériels techniques, formations de spécialité du renseignement et réception de hautes autorités et de partenaires étrangers.

2. ASPECTS FINANCIERS**AOP**

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Activités et entraînement des forces	2 080 000	9 000,00	1 803 029	- 285 971	2 551 575	9 000	2 227 027	- 333 548
OB	Déplacement et transports	3 688 704	-	1 034 433	- 2 654 271	3 104 017	-	1 055 231	- 2 048 786
Total		5 768 704	9 000	2 837 462	- 2 940 242	5 655 592	9 000	3 282 258	- 2 382 334

Commentaires :

L'OS AOP affiche une sous-consommation de 2,9 M€ en AE et 2,4 M€ en CP. Cette dernière résulte principalement de la réduction des activités et de l'annulation d'un nombre élevé de missions en métropole et à l'étranger, notamment en raison de restrictions de circulation liées à la crise sanitaire de la COVID.

FAS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niv.	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations publiques	200 000	-	117 729	- 82 271	200 000	-	89 974	- 110 026
OB	Soutien des ressources humaines	470 360	-	574 933	104 573	457 216	-	492 996	35 780
Total		670 360	0	692 661	22 301	657 216	0	582 971	- 74 245

Commentaires :

La moindre consommation en AE et CP sur l'OB « communication et relations publiques » est principalement due à l'annulation de plusieurs bilatérales avec des partenaires étrangers.

Les surconsommations de 0,1 M€ en AE et 0,04 M€ en CP sur l'OB « soutien des ressources humaines » résultent de l'augmentation des gratifications des stagiaires de la direction.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : RENSEIGNEMENT****1. DESCRIPTION**

Cette OS regroupe l'ensemble des dépenses liées aux acquisitions et à l'entretien des matériels dédiés au renseignement d'intérêt militaire.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Renseignement d'intérêt militaire	49 356 174	-	-	50 204 940	848 766	48 388 406	-	51 713 575	3 325 169

Commentaires :

Les consommations sur l'OS « renseignement », en légère hausse par rapport à la LFI grâce à une fongibilité entre OS, ont notamment permis d'acquérir des drones pour le renseignement et des moyens d'extraction et d'analyse de données.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours et des attributions de produits réalisés, ainsi que des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Exécution	Ecart Exécution / Prévision PAP
Sous-action	9 000	18 462	9 462

Ces recettes sont généralement liées aux règlements de frais de stagiaires étrangers. En 2021, la DRM a établi une convention avec un établissement d'enseignement supérieur dans le cadre d'un échange de formations.

		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Activité entraînement des forces	1 269 000	-	1 426 765	157 765	1 269 000	-	1 172 958	-96 042
OB	Déplacement et transport	5 322 302	-	3 189 139	-2 133 163	5 281 512	-	3 042 584	-2 238 928
OB	Système d'information et de commandement	1 150 000	-	254 591	-895 409	1 039 000	-	444 063	-594 937
	Total	7 741 302	0	4 870 495	-2 870 808	7 589 512	0	4 659 605	-2 929 907

FAS

Niv	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / prévision	LFI	Prévision FDC/ADC/ Du PAP	Conso.	Ecart conso. / Prév.
		(1)	(2)	(3)	(4)=(3)-(1)-(2)	(1)	(2)	(3)	(4)=(3)-(1)-(2)
OB	Mobilités des personnels	30 600	-	60 502	29 902	30 000	-	60 502	30 502
OB	Communication et relations publiques	200 000	-	370 320	170 320	200 000	-	390 771	190 771
OB	Fonctionnement courant	2 085 445	-	3 108 430	1 022 985	2 040 646	-	2 912 902	872 256
OB	Prestation intellectuelles	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	Soutien des ressources humaines	723 500	-	887 846	164 346	709 300	-	856 593	147 293
	Total	3 039 545	0	4 427 098	1 387 553	2 979 946	0	4 220 768	1 240 822

Commentaires

L'agrégat fonctionnement affiche un écart négatif de 1,5 M€ en AE et de 1,7 M€ en CP, qui ramené à l'OS se traduit par une sous-consommation sur l'OS AOP (-37% en AE et -39% en CP) et une surconsommation sur l'OS FAS (+46% en AE et +42% en CP).

L'OS AOP présente une sous-consommation (-2,9 M€ en AE et en CP) qui traduit les arbitrages et les mesures d'efforts mises en œuvre par la DIRISI pour financer les dépenses supplémentaires portées par l'OS FAS et par l'impact direct de la crise sanitaire.

La sous-consommation de l'OB « déplacements et transports » (-2,1 M€ en AE et -2,2 M€ en CP) s'explique par la crise sanitaire actuelle et ses conséquences en termes budgétaires des moindres déplacements et transports des matériels.

La sous-consommation de l'OB « système d'informations et de commandement » (-0,9 M€ en AE et -0,6 M€ en CP) s'explique par un transfert en AE et CP vers l'OS EAC, destiné au financement de l'effort liée à la crise sanitaire et à l'acquisition de 6 000 TOKEN nécessaires à la télé activité (0,5 M€).

L'OS FAS présente une surconsommation globale (+1,4 M€ en AE et +1,2 M€ en CP).

L'écart constaté sur l'OS « fonctionnement courant » (+1,0 M€ en AE et +0,9 M€ en CP) est dû en partie à l'augmentation régulière du coût des marchés de gardiennage (+0,5 M€) et au financement de l'aménagement

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

intérieur des locaux accueillant l'Agence du Numérique de Défense (AND) et les assistances à la Maîtrise d'ouvrage sur le fort de Bicêtre (+0,3 M€).

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPERATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHERENCE)****1. DESCRIPTION**

Les crédits liés à cette opération stratégique permettent à la DIRISI d'investir pour mettre à disposition du ministère des armées des réseaux de télécommunication adaptés aux besoins de ses forces et accompagner les investissements SIC liés à la réforme globale du ministère.

2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE						CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso.	Ecart Conso./ prévisions
		(1)	(2)	(3)		(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Délivrer SIC	39 874 238	-	0	0	39 310 169	- 564 069	37 640 000	0	36 545 509	- 1 094 491
OB	DIRISI – Restructuration	68 784 370	-	0	0	85 545 586	16 761 216	61 000 000	0	79 217 531	18 217 531
OB	Exploiter	16 038 282	15 000,00	0	0	24 342 063	8 288 781	12 250 000	15 000	24 777 607	12 512 607
OB	Ingénieriser	21 631 795	-	0	0	22 897 786	1 265 991	19 950 000	0	22 645 793	2 695 793
OB	Sécuriser	43 207 340	-	0	0	40 506 452	- 2 700 888	35 859 146	0	31 881 650	- 3 977 496
OB	Soutenir	6 249 773	-	0	0	5 977 713	- 272 060	5 500 000	0	5 349 955	- 150 045
OB	Transporter	91 624 712	-	0	0	91 956 592	331 880	86 144 491	0	85 798 008	- 346 483
	Total	287 410 510	15 000	0	0	310 536 362	23 110 852	258 343 637	15 000	286 216 054	27 857 417

Commentaires

L'écart de consommation constaté sur l'OS EAC entre la LFI et les engagements (+8% en AE et +11% en CP) s'explique essentiellement par les dépenses engendrées par la crise sanitaire pour lesquelles la DIRISI s'est vu attribuer des ressources supplémentaires (13,5 M€ en AE et CP), et des réallocations entre BOP, décret de transfert, décret de virement (+3,5 M€).

L'OB « DIRISI restructuration » intègre l'activité « infogérer/restructurations – socle numérique » sur laquelle la surconsommation constatée en AE et CP résulte de la décision de constituer un stock stratégique de serveurs (+14,0 M€) suite à la crise des composants électroniques.

L'OB « exploiter » affiche une surconsommation (+8,3 M€ en AE et +12,5 M€ en CP) relevant principalement des dépenses engendrées par la crise sanitaire (7,5 M€ en AE et 7,1 M€ en CP) : acquisition de 25 500 TOKEN SMOBI et licences associées.

La surconsommation en CP constatée sur l'OB « ingénieriser » (+2,7 M€) procède du règlement de prestations effectuées dans le cadre de la poursuite du déploiement du SIA (en particulier sur les modules d'hébergement sécurisés) à hauteur de 2,5 M€.

Enfin, l'OB « sécuriser » affiche une sous-consommation en CP (-4,0 M€) relevant principalement d'un retard pris dans la livraison des chiffreurs commandés par la DIRISI et d'un report de délai au titre du déploiement OSACA phase 2.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

Niveau	Description	Code	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectation 2021	Total	Engagement 2021 sur TF	AEANE fin 2021
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	EAC	0,00	0,68	0,00	-0,68	0,00	-0,68

OPERATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMME DES MATERIELS)

1. DESCRIPTION

Cette opération stratégique permet le maintien en condition opérationnelle des systèmes d'information et de communication et de leur environnement, placés sous la responsabilité de la DIRISI.

La DIRISI a notamment à sa charge :

- le maintien en condition opérationnel ;
- des réseaux IP (matériel actif et passif) et de leur environnement ;
- des réseaux radio type PMR (radiotéléphonie privée) au profit des forces pré-positionnées et des ambassades ;
- des appareils de mesure, des sondes et des bancs de test ;
- des articles contrôlés de la sécurité des systèmes d'information (ACSSI) ;
- la maintenance des antennes de communication ;
- l'élimination des équipements électroniques et électriques retirés du service (D3E).

2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Conso.	Ecart Conso./ prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3)+(4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3)-(1)-(2)
OB	EPM des SIC	53 678 451	-	-	57 384 981	3 706 530	52 625 932	-	45 899 266	-6 726 666

Commentaires

La sous-consommation en CP (-6,7 M€) sur l'OS EPM s'explique par les retards du programme DESCARTES (déploiement des services de communication et architecture des réseaux de télécommunications sécurisés) lesquels ont impactés le déploiement prévu des matériels et donc les MCO afférents.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision LFI	Code	Consommation	Ecart Consommation /
--------	---------------	------	--------------	----------------------

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

				Prévision LFI
sous-action	15 000	0178-01-14	18 455	3 455

Commentaires

L'écart constaté est la conséquence de remboursements de prestation non planifiés.

SOUS-ACTION

01.21 – Infrastructures SIC

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Au titre de la gestion 2021, la principale mesure concerne la poursuite du déploiement du système d'intégration de protection des sites (SIPS).

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPERATION STRATEGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)****1. DESCRIPTION**

Cette opération stratégique permet la réalisation d'infrastructures opérationnelles techniques SIC.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens	7 057 956	-	14 432 109	7 374 153	8 502 833	-	12 473 892	3 971 059
OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense	5 688 179	-	5 328 424	-359 755	3 993 378	-	766 400	-3 226 978
	Total	12 746 135	-	19 760 534	7 014 399	12 496 211	-	13 240 292	744 081

Commentaires

L'agrégat équipement de l'OS infrastructure affiche un écart positif de 7,0 M€ en AE et de 0,7 M€ en CP.

La surconsommation (+7,4 M€ en AE et +4,0 M€ en CP) sur l'OB « préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens » relève principalement :

- en AE, de l'attribution de ressources supplémentaires destinées au financement d'opérations sensibles, notamment en termes d'adaptation capacitaire et de SECPRO ;
- en CP, de l'accélération des travaux ayant entraîné un plus grand volume financier d'états d'acomptes réglés par les services exécutants. Il est notamment noté, l'avancement des opérations liées à un centre de stockage de données situé à Creil et à un centre de traitement de données auxiliaire situé à Lille, ainsi que les travaux électriques sur la caserne Bellecombes à Orléans et la réalisation de travaux préalables à l'installation du système SYRACUSE IV à Djibouti.

L'OB « réalisation des infrastructures des bases de défense » affiche une sous consommation en CP de 3,2 M€ suite au décalage du calendrier de passation du marché Intégrateur du projet SIPS.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Il n'y a pas eu de recette sur fonds de concours, attributions de produits réalisés et ressources exceptionnelles en 2021.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHESE ACTION 1

Niveau	Code	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		-1	-2	-3	-4	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	AOP	82 150 296	9 000	0	76 283 696	-5 875 600	80 539 506	9 000	76 488 539	-4 059 967
OS	EAC	426 378 043	15 000	0	435 775 491	9 382 448	387 429 454	15 000	407 454 344	20 009 890
OS	EPM	53 678 451	0	0	57 384 981	3 706 530	52 625 932	0	45 899 266	-6 726 666
OS	FAS	107 402 967	0	0	116 336 655	8 933 688	105 296 830	0	115 829 411	10 532 581
OS	RENS	49 356 174	0	0	50 204 940	848 766	48 388 406	0	51 713 575	3 325 169
OS	INFRA	12 746 135	0	0	19 760 534	7 014 399	12 496 211	0	13 240 292	744 081
Total		731 712 066	24 000	0	755 746 296	24 010 230	686 776 339	24 000	710 625 426	23 825 087

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

Niveau	Description	Code	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectation 2021	Total	Engagement 2021 sur TF	AEANE fin 2021
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	EAC	0,00	0,68	0,00	-0,68	0,00	-0,68

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	description	Code	PLF / PLR	Engagements		Paiements				
				Eng restant à payer à fin	Eng 2021	2021	2022	2023	>2023	Total

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

				2020						
OS	Activités opérationnelles	AOP	PLF	10,61	82,16	80,55	12,22	0,00	0,00	92,77
		AOP	PLR	12,73	76,28	76,49	10,54	1,98	0,01	89,02
OS	Equipements d'accompagnement	EAC	PLF	221,10	426,39	407,44	240,05	0,00	0,00	647,49
		EAC	PLR	224,42	435,78	407,45	197,77	53,89	1,08	660,20
OS	Entretien programmé du matériel	EPM	PLF	27,71	53,68	52,63	28,76	0,00	0,00	81,39
		EPM	PLR	33,02	57,38	45,90	24,51	20,00	0,00	90,41
OS	Fonctionnement et activités spécifiques	FAS	PLF	4,55	107,40	105,30	6,65	0,00	0,00	111,95
		FAS	PLR	7,31	116,34	115,83	7,54	0,14	0,14	123,64
OS	Renseignement	RENS	PLF	39,74	49,36	48,39	30,30	10,41	0,00	89,09
		RENS	PLR	42,75	50,20	51,71	27,36	13,88	0,00	92,95
OS	Infrastructures de Défense	INFR A	PLF	6,40	12,75	12,50	6,65	0,00	0,00	19,15
		INFR A	PLR	12,89	19,76	13,24	12,41	7,00	0,00	32,65
Total écarts				-23,02	-24,01	-3,83	44,50	-86,48	-1,23	-47,03

ACTION

02 – Préparation des forces terrestres

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
02 – Préparation des forces terrestres		2 101 626 017	2 101 626 017		1 543 852 716	1 543 852 716
		2 737 877 815	2 737 877 815		1 899 505 975	1 899 505 975
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres		187 220 500	187 220 500		182 036 074	182 036 074
		191 971 604	191 971 604		194 242 343	194 242 343
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres		87 771 204	87 771 204		86 979 498	86 979 498
		89 019 040	89 019 040		87 239 893	87 239 893
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres		1 427 117 774	1 427 117 774		958 724 878	958 724 878
		2 184 229 516	2 184 229 516		1 273 524 645	1 273 524 645
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres		267 261 245	267 261 245		248 321 665	248 321 665
		181 132 171	181 132 171		254 472 947	254 472 947
02.11 – Infrastructures terrestres		132 255 294	132 255 294		67 790 601	67 790 601
		91 525 484	91 525 484		90 026 148	90 026 148

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	1 822 200 662	2 610 656 897	1 331 671 859	1 751 355 202
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 822 200 662	2 610 656 897	1 331 671 859	1 751 355 202
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres	187 220 500	191 422 257	182 036 074	192 781 364
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres	87 771 204	88 917 766	86 979 498	87 059 979
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces	1 427 117 774	2 157 326 209	958 724 878	1 250 340 519

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
<i>terrestres</i>				
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	120 091 184	145 777 870	103 931 409	202 765 612
02.11 – Infrastructures terrestres		27 212 795		18 407 729
Titre 5 : Dépenses d'investissement	274 725 355	122 700 905	207 480 857	142 905 234
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	274 725 355	106 755 672	207 480 857	127 104 816
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres		428 171		1 331 315
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres		89 534		51 014
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres		12 570 819		9 591 083
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	142 470 061	29 354 459	139 690 256	44 512 985
02.11 – Infrastructures terrestres	132 255 294	64 312 690	67 790 601	71 618 419
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		15 945 233		15 800 418
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres		105 816		114 305
02.05 – Ressources humaines des forces terrestres		11 740		128 900
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres		14 145 257		12 680 285
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres		1 682 420		2 876 928
Titre 6 : Dépenses d'intervention	4 700 000	4 520 014	4 700 000	5 245 539
Transferts aux autres collectivités	4 700 000	4 520 014	4 700 000	5 245 539
02.01 – Commandement et activités des forces terrestres		15 359		15 359
02.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces terrestres		187 232		912 758
02.08 – Environnement opérationnel des forces terrestres	4 700 000	4 317 422	4 700 000	4 317 422
Total	2 101 626 017	2 737 877 815	1 543 852 716	1 899 505 975

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'armée de terre a maintenu en 2021 un haut niveau d'engagement avec plus de 25 000 soldats en posture opérationnelle, soit le tiers de la force opérationnelle terrestre (FOT). Elle a déployé en bande sahélo-saharienne le premier groupement tactique interarmes (GTIA) SCORPION qui a conduit avec succès des opérations à compter du mois de novembre 2021. L'adaptation du dispositif Barkhane et la prise d'alerte au profit de l'OTAN entraînent d'ores et déjà des tensions supplémentaires sur le soutien et la logistique.

Les moyens alloués, mais également un moindre engagement Sentinelle, la maîtrise des conséquences de la pandémie (respect des protocoles, vaccination) et la reprise des exercices majeurs, tant en métropole qu'à l'étranger, ont permis à l'armée de terre d'élever le niveau de préparation opérationnelle comme en atteste l'augmentation des indicateurs de préparation opérationnelle : journées de préparation opérationnelle (JPO), journée de formation et d'entraînement (JFE), normes d'entraînement sur matériels majeurs, heures de vol. Cette dynamique répond à l'ambition d'une armée de terre de premier plan, ainsi que sa détermination à positionner son entraînement vers le haut du spectre pour faire face aux menaces émergentes.

Les heures de vol par pilote d'hélicoptère ont augmenté en 2021, notamment celles des forces conventionnelles, en raison de l'activité en opérations extérieures. Cette évolution conforme aux prévisions s'appuie sur une meilleure disponibilité technique des appareils et un plus grand volume de pilotes opérationnels.

Enfin l'année 2021 a vu le transfert au sein de l'armée de terre du centre national des sports de la défense (CNSD), organisme à vocation interarmées, dont le budget est désormais intégré au sein de l'action n°2.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

Les dépenses de fonctionnement du programme sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

L'OS « activité opérationnelle » (AOP) regroupe l'ensemble des crédits dédiés au financement des activités d'entraînement, de préparation opérationnelle (PO) des forces terrestres (y compris les carburants opérationnels) et aux missions intérieures (MISSINT).

L'OS « fonctionnement et activité spécifique » (FAS) regroupe l'ensemble des crédits liés au fonctionnement courant de l'armée de terre, hors administration générale et soutien commun (AGSC). Ces crédits se répartissent pour l'essentiel entre :

- les dépenses liées au recrutement, à la formation et à l'instruction du personnel militaire de l'armée de terre ;
- les dépenses relatives à la mobilité du personnel ;
- les subventions versées aux organismes internationaux pour lesquels l'armée de terre assure la représentation de la France ;
- les dépenses relatives au partenariat public-privé du centre national des sports de la défense (CNSD) ;
- les dépenses relatives à l'externalisation de prestations d'accueil/filtrage-gardiennage (AFG) de certaines emprises ;
- les dépenses de communication et de relations publiques.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	-(2)	-(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	-(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Activité et entraînement des forces	128 145 547	800 000	126 507 831	- 2 437 716	125 379 057	800 000	129 520 896	3 341 839
OB	Déplacement et transports	12 945 451	-	10 212 354	- 2 733 097	12 945 451	-	9 269 325	- 3 676 126
OB	Carburants opérationnels hors carburateurs et combustible de navigation	28 235 466	-	34 451 995	6 216 529	28 235 466	-	34 451 704	6 216 238
OB	Carburateur	21 116 189	-	25 041 406	3 925 217	21 116 189	-	25 041 406	3 925 217
	Total	190 442 653	800 000	196 213 586	4 970 933	187 676 163	800 000	198 283 332	9 807 169

Les crédits exécutés en AOP sont supérieurs de 5 M€ à la ressource initiale en AE (+3%) et de 9,8 M€ en CP (+5%). Le différentiel est principalement supporté par les OB relatifs aux carburants opérationnels en raison de la forte volatilité des cours du pétrole sur la gestion 2021.

OB « Activités et entraînement des forces »

Les dépenses en AE sont inférieures de 2,4 M€ et supérieures de 3,3 M€ en CP par rapport à la LFI (128 M€ d'AE et 126 M€ de CP).

L'écart constaté par rapport aux prévisions de la loi de finance initiale s'explique notamment par le financement de la participation à l'exercice *Warfighter 21* aux Etats-Unis, grand exercice interallié s'inscrivant dans la préparation de l'armée de terre à la conduite d'un conflit de haute intensité. Cette participation a nécessité une allocation complémentaire sur cette OB en raison des contraintes sanitaires applicables sur le territoire américain.

OB relatives aux carburants opérationnels :

Carburants opérationnels	Volume consommé en 2021 (m3)	Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m3)	Consommation (€)
Gazole	17 763	1 599	28 407 068
Carburacteur terrestre	2 433	1441	3 505 163
Carburacteur (F-34)	23 274	926	21 541 632
Divers (Huiles, graisses et autres)			6 039 248

Le tarif de cession est affiché en arrondi. Dans le tableau AOP, l'OB « carburant opérationnels » comprend le gazole et les produits divers et l'OB « carburacteur » intègre le carburacteur et le F34.

La consommation des carburants opérationnels pour 2021 est supérieure à la prévision LFI. La surconsommation est de 6,2 M€ en AE et en CP pour l'OB « Carburants opérationnels hors carburacteur et combustible de navigation » et de 3,9 M€ en AE et CP pour l'OB « Carburacteur ».

L'écart s'explique à la fois par un report de facturation au titre de la fin d'année 2020, un rattrapage des années 2019 et 2020 à la suite du dysfonctionnement qui a affecté le système de facturation du service de l'énergie opérationnelle (SEO) et un coût constaté en 2021 des carburants supérieur aux prévisions de la loi de finance initiale.

OB « Déplacements et transports »

Cette OB regroupe les dépenses liées au financement des marchés de location de véhicules de transports et aux frais d'autoroute dans le cadre des missions relatives aux transports terrestres interarmées (TTIA) incombant à l'armée de terre, ainsi que des frais de déplacement. Cet agrégat fait apparaître une sous-consommation de 2,7 M€ en AE et 3,7 M€ en CP qui s'explique essentiellement par l'exécution sur l'OB « Activités et entraînement des forces » des frais de déplacements liés à la préparation opérationnelle.

FAS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Mobilité des personnels	48 895 882	-	47 241 865	- 1 654 017	47 406 407	-	46 958 743	- 447 664
OB	Subventions et transferts	4 700 000	-	4 317 422	- 382 578	4 700 000	-	4 317 422	- 382 578
OB	Communication et relations publiques	4 109 199	-	3 632 263	- 476 936	4 141 722	-	3 174 286	- 967 436
OB	Fonctionnement	30 269 753	-	37 994 681	7 724 928	29 762 511	-	40 345 881	10 583 370

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

	t courant								
OB	Prestations intellectuelles	1 348 792	-	2 190 203	841 411	1 941 740	-	2 920 110	978 370
OB	Soutien des ressources humaines	36 968 078	500 000	35 465 426	- 2 002 652	35 129 683	500 000	32 943 141	- 2 686 542
	Total	126 291 704	500 000	130 841 861	4 050 157	123 082 063	500 000	130 659 583	7 077 520

Les crédits exécutés en FAS sont supérieurs de 4 M€ à la ressource initiale en AE (+3%) et de 7 M€ en CP (+6%).

CommentairesOB « Mobilité des personnels »

L'OB « Mobilité des personnels » affiche une légère sous-consommation (-1,7 M€ en AE et -0,4 M€ en CP) imputable principalement aux reports des concessions de passage gratuit (accordées au personnel ultramarin bénéficiaire d'un congé bonifié) du fait de la crise sanitaire. Cette sous-consommation n'a été que partiellement compensée par la hausse du nombre de dossiers de déménagement de retour d'outre-mer en 2021.

OB « Subventions et transferts »

L'OB recouvre les contributions de l'armée de terre au fonctionnement des organismes internationaux au sein desquels servent des militaires de l'armée de terre : état-major du corps européen, centre de formation franco-allemand pour le personnel technico-logistique TIGRE, états-majors de la *Nato force structure*, centres d'excellence de l'OTAN. La légère sous-exécution constatée (-0,4 M€) s'explique par de moindres activités de ces organismes en raison de la crise sanitaire.

OB « Communication et relations publiques »

Cette OB comporte les dépenses du service d'information et de relations publiques de l'armée de terre (SIRPAT), ainsi que les dépenses de réception. La sous-consommation en AE (-0,5 M€) et en CP (- 1 M€) s'explique essentiellement par l'annulation et la réduction de format des événements, manifestations et opérations de communications à caractère public en raison de la crise sanitaire.

OB « Fonctionnement courant »

Cette OB affiche une surconsommation (+7,8 M€ en AE et +10,6 M€ en CP) qui s'explique par :

- l'acquisition des dispositifs de protection liés à la crise sanitaire (matériels de protection, produits de nettoyage et de désinfection, cloisons, etc.) ;
- l'augmentation des dépenses de certains marchés de soutien (notamment « accueil-filtrage-gardiennage ») et des organismes non embasés ;
- le financement du dispositif « Athos » de maisons régionales destinées à la réhabilitation psychosociale des blessés psychiques des armées et de la Gendarmerie nationale ;
- par un effort de remise à niveau du soutien courant de la section technique de l'armée de terre (STAT), organisme non embasé.

OB « Prestations intellectuelles »

Cette OB couvre les dépenses d'assistance à maîtrise d'ouvrage. L'écart constaté (+0,8 M€ en AE et +1 M€ en CP) s'explique par l'intégration sur cette OB de prestations de la DMAé prévues initialement sur l'OS EPM.

OB « Soutien des ressources humaines »

Cette OB couvre les dépenses de formation (budgets des écoles et lycées et centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), ainsi que les marchés, concours et formations linguistiques) et de recrutement (campagnes de communication nationales, locales, création d'outils de campagne, transport des candidats à l'engagement).

Elle affiche une sous-consommation (-2,0 M€ en AE, soit -5% et -2,7 M€ en CP, soit -8%) principalement sur le recrutement, en raison d'une amélioration de la fidélisation en 2021 et de mesures d'économies portant sur les campagnes de communication.

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMME DES MATERIELS)

1. DESCRIPTION

Les crédits d'entretien programmé des matériels permettent l'acquisition des rechanges, la contractualisation des marchés de soutien nécessaires à la maintenance des équipements et la constitution de stocks indispensables au soutien des engagements opérationnels actuels et futurs, tant sur le territoire national qu'en opérations extérieures (OPEX), ainsi qu'à la réalisation des activités de préparation opérationnelle. Ils couvrent trois milieux différents et complémentaires : terrestre (EPM-T), aéroterrestre (EPM-A) et nautique (EPM-N).

L'année 2021 a permis de soutenir la hausse de l'activité, tout en poursuivant la modernisation du maintien en condition opérationnel de l'armée de terre.

2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommat.	Ecarts Consommat./ prévisions
		(1)	(2)		(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Démantèlement milieu aérien	283 088	-	-	12 957	-270 131	283 088	-	12 957	-270 131
OB	Démantèlement milieu terrestre	1 800 000	-	-	365 109	-1 434 891	1 800 000	-	2 103 389	303 389
OB	EPM flottes aéroterrestres	615 546 905	1 030 000	28 473 856	1 223 730 864	607 153 959	411 417 148	1 030 000	497 163 556	84 716 408
OB	EPM matériel terrestre*	776 654 961	2 970 000	-	936 868 043	157 243 082	517 694 426	2 970 000	752 399 848	231 735 422
OB	EPM Matériel terrestre SCORPION	4 500 000	-	-	4 031 051	-468 949	4 500 000	-	228 559	-4 271 441
OB	EPM munitions aériennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	EPM milieu naval ADT	11 932 819	-	-	11 182 187	-750 632	6 630 214	-	5 262 882	-1 367 332
OB	EPM munitions terrestres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	1 410 717 773	4 000 000	28 473 856	2 176 190 211	761 472 438	942 324 876	4 000 000	1 257 171 191	310 846 315

Les crédits exécutés pour l'EPM sont supérieurs de 761 M€ à la ressource initiale en AE (+54%) et de 311 M€ en CP (+33%).

Commentaires

OB « Démantèlement milieu terrestre » :

Cette année, les crédits de cette OB ont été principalement dédiés à la mise en conformité des installations classées et au flux de démantèlement relatifs aux parcs terrestres (VLTT Peugeot P4, VAB, remorques diverses).

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

OB « Flottes aéroterrestres » :

Cette OB regroupe les dépenses liées à l'entretien programmé de l'ensemble des matériels aéroterrestres de l'armée de terre.

La consommation en AE (1 223,7 M€), nettement supérieure (+607,2 M€) à la prévision LFI (616,6 M€), soit +98 %, s'explique essentiellement par l'anticipation de l'engagement du marché de MCO pour les nouveaux hélicoptères HIL GUEPARD, prévu initialement en 2022, ainsi que par la réalisation de prestations de MCO complémentaires et des surcoûts d'activité spécifique dans le cadre des opérations extérieures (OPEX).

S'agissant des paiements, l'écart de consommation constatée (+84,7 M€, soit +21%) s'explique essentiellement par les prestations complémentaires liées aux OPEX.

OB « EPM matériel terrestre » :

Cette OB regroupe les dépenses liées à l'entretien programmé de l'ensemble des matériels terrestres de l'armée de terre. L'écart observé en AE (+157,2 M€) et en CP (+231,7 M€) s'explique principalement par :

- la réalisation de prestations de MCO complémentaires et des surcoûts d'activité spécifique dans le cadre des opérations extérieures (OPEX) couverts par les ressources ouvertes en LFR de fin d'année. Ces engagements ont majoritairement porté sur les parcs VBCI, VAB et VBL fortement sollicités en opérations extérieures ;
- l'utilisation d'une partie du surcroît de RNF du programme en toute fin de gestion, dont le rattachement n'était prévu initialement qu'en 2022.

OB « EPM matériel terrestre SCORPION » :

Cette OB regroupe les dépenses liées à l'entretien programmé de l'ensemble des matériels terrestres des forces terrestres spécifiques aux équipements du programme SCORPION (GRIFFON, JAGUAR, VBMR).

Les moindres consommations constatées en AE (-0,5 M€) et en CP (-4,3 M€), résultent de besoins de réparation plus faibles que ce qui avait été anticipé, pour ces parcs récemment mis en service.

OB « EPM milieu naval ADT » :

Les moindres consommations, en AE (-0,8M€) et en CP (-1,4M€), s'expliquent essentiellement par le décalage en 2022 de la contractualisation pour un marché de MCO de propulseurs sous-marin.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	AE affectées 2021	Total AE	Engagement 2021	AEANE fin 2021
OB	EPM flottes aéroterrestres	65 100 883	357 737	0	64 743 146	28 473 856	36 269 290

Commentaires

En raison de difficultés techniques conjoncturelles du SIAé à produire des factures sur des engagements hors tranches fonctionnelles, un recours accru aux engagements sur tranches fonctionnelles a dû être réalisé au cours de l'année 2021. Il en résulte un niveau d'engagement sur TF de 28,5 M€, plus important que prévu initialement.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)**1. DESCRIPTION**

Les équipements d'accompagnement et de cohérence regroupent :

- les acquisitions de munitions destinées à la préparation opérationnelle des forces terrestres (petits et moyens calibres, mortiers, roquettes et munitions d'artillerie, missiles) ;
- le financement des besoins pour les systèmes d'information et de commandement » ;
- les acquisitions d'équipements divers (véhicules, matériels de levage, équipements du Génie, équipements des troupes aéroportées, etc.) ;
- les expérimentations et évaluations de la section technique de l'armée de terre (STAT) ;
- les investissements au profit de la préparation opérationnelle dans les domaines de la simulation et de la ciblerie des champs de tir.

2. ASPECTS FINANCIERS

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommat.	Ecart Consommat./ prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3)+(4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3)-1)-(2)
OP	EAC-AFAT	235 918 593	700 000	-	157 741 186	- 78 877 407	216 979 013	700 000	223 190 199	5 511 186
OP	EAC-AFAT	0		-	371 064	371 064	-		556 890	556 890
OB	Applicatifs métiers soutien	0		-	2 963 902	2 963 902	-		3 617 947	3 617 947
Total		235 918 593	700 000	-	161 076 152	- 75 542 441	216 979 013	700 000	227 365 036	9 686 023

Le montant des engagements en EAC a atteint un niveau de 161,0 M€, en baisse (-75,5 M€) par rapport à la dotation LFI. Cet écart s'explique principalement par :

- des moindres engagements réalisés sur les commandes pluriannuelles de munitions, ayant fait l'objet d'engagements plus importants que prévus fin 2020 ou devant faire l'objet de commandes groupées plus conséquentes en 2022 ;
- d'engagements anticipés dès 2020 pour répondre à des besoins nouveaux initialement prévus en 2021 afin d'accélérer le renouvellement des matériels anciens.

S'agissant des CP, l'écart de consommation (9,7 M€) s'explique par la couverture des surcoûts liés aux OPEX-MISSINT par les ressources ouvertes en LFR.

Tableau des autorisations d'engagements sur tranches fonctionnelles (en €)

Niveau	Opérations	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE 2021	TOTAL	Engagement 2021	AEANE fin 2021
OP	Matériel divers des services	-	191 360,00	-	- 191 360,00	-	- 191 360,00

Commentaires

Pour mémoire, il n'y a plus de tranche fonctionnelle vivante sur les EAC du BOP Terre. Le mouvement constaté correspond au retrait d'AE consécutif à des retraits d'engagements des années antérieures.

OPERATION STRATEGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)

1. DESCRIPTION

Cette opération stratégique a vocation à réaliser les infrastructures spécifiques concourant à la préparation opérationnelle de l'armée de terre. Elle recouvre les dépenses liées à la construction, la modernisation et le maintien en condition (partie maintenance lourde) de ces infrastructures.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

En 2021, les ressources dédiées ont permis:

- de réaliser et entretenir :
 - les opérations de mise aux normes environnementales des infrastructures métiers de l'armée de terre avec le lancement d'études sur les mises en conformité des sites de maintenance terrestre.
 - les infrastructures participant à la fonction défense-sécurité des formations et emprises de l'armée de terre ;
 - les infrastructures d'accueil, de stockage, de mise en œuvre et de maintien en condition des matériels de l'armée de terre ;
 - les infrastructures de commandement et d'instruction spécifiques de l'armée de terre, y compris celles concourant à la préparation de l'avenir avec le lancement du *BATTLE LAB TERRE* sur Versailles ;
 - les infrastructures de préparation opérationnelle (IPO) dans l'ensemble des formations de l'armée de terre, sur ses espaces collectifs d'instruction (ECI) et ses espaces d'entraînement ;
- de poursuivre la montée en puissance de la force opérationnelle terrestre avec des opérations au profit du 5^e RD (Maillyle-Camp) et de la 13^e DBLE (plateau du Larzac).

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					
		LFI	Prévision FDC /ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)		(4)	(5) = (4) + (3)- (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens	5 295 000	-	-	-	5 283 361	- 11 639
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	765 000	-	-	-	87 686	- 677 314
OB	Préparation opérationnelle du milieu terrestre	65 160 902	-	-	7 690 699	45 516 954	- 19 643 948
OB	Maintien et soutien des sites	2 366 000	-	-	-	8 277 951	5 911 951
OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense	-	-	-	-	331	331
OB	Réalisation autres opérations adaptation infra terrestres	58 668 392	-	4 251 670	3 874 792	21 466 589	- 32 950 133
Total		132 255 294	-	4 251 670	11 565 491	80 632 871	- 47 370 753

CP				
LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Utilisation / Prévisions	
(1)	(2)	(3)	(4) = (3)-1)-(2)	
833 682	-	2 152 720	1 319 038	
240 488	-	107 815	- 132 673	

32 590 536	-	29 938 132	- 2 652 404	
1 004 190	-	3 535 177	2 530 987	
400 174	-	2 588 654	2 188 480	
32 721 531	-	51 742 321	19 020 790	
67 790 601	-	90 064 819	22 274 218	

OB « Préparation opérationnelle du milieu terrestre » :

Cette OB affiche une moindre consommation (-19,6 M€ en AE et -2,6 M€ en CP), qui s'explique par :

- l'évolution à la baisse du besoin d'affectations pour le programme d'infrastructure « adaptation des espaces d'entraînement de niveaux 2 et 3 » (PI AEEN23), qui avait fait l'objet d'une affectation unique anticipée, dès fin 2020, conformément aux nouvelles instructions ministérielles sur le suivi des tranches fonctionnelles ;
- la levée de risques initialement provisionnés sur le PI AEEN23 ;
- de moindres coûts sur la réalisation d'un parcours de tir du camp de La Courtine ;
- du transfert sur l'OB « Maintien et soutien des sites » de la rénovation d'un bâtiment d'hébergement de troupes à Canjuers.

OB « Maintien et soutien des sites » :

La surconsommation constatée (+5,9 M€ en AE et +2,5 M€ en CP) est liée à la prise en compte sur cette OB, en maintenance lourde opérationnelle, de la rénovation du bâtiment d'hébergement des troupes de passage de Montferrat (Canjuers) initialement programmée sur le PI AEEN 2-3.

OB « Réalisation des infrastructures des bases de défense » :

Cette OB ne présente plus d'engagements nouveaux sur l'action 2, mais supporte les paiements sur engagements antérieurs. L'écart de consommation en CP (+2,2 M€) est principalement imputable à des opérations d'hébergement transférées en 2020 depuis le P212 vers le P178 dans le cadre de la nouvelle architecture budgétaire.

OB « Réalisation autres opérations adaptation infra terrestres » :

La moindre consommation constatée sur cette OB en AE (-33,0 M€) s'explique essentiellement par des AE devenues sans emploi suite à l'évolution du périmètre de l'opération d'accueil de la 13^{ème} DBLE à La Cavalerie (Larzac).

L'écart de consommation en CP (+19,0 M€) est principalement imputable aux opérations transférées à tort en 2020 depuis le P212 vers le P178 dans le cadre de la nouvelle architecture budgétaire et sous-évaluées lors des travaux de construction budgétaires.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation 2021	Total AE	Engagement 2021	AEANE fin 2021
OB	Préparation opérationnelle du milieu terrestre	20 896 253	- 113 930	20 782 323	7 690 699	13 091 624
OB	Maintien et soutien des sites			-		-
OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense			-		-
OB	Réalisation autres opérations adaptation infra terrestres	4 007 827	4 051 227	8 059 054	3 874 792	4 184 262
	Total	24 904 080	3 937 297	28 841 377	11 565 491	17 275 886

Une affectation complémentaire a été réalisée sur la tranche fonctionnelle support des travaux d'accueil de la 13^e DBLE à la Cavalerie (Larzac) en 2021 afin de finaliser les opérations prévues dans le périmètre initial de cet ensemble.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS				
Niveau	Prévision PAP	Code	Exécution	Ecart exécution / Prévision PAP
Sous-action	6 000 000,00	0178-02	14 039 498	8 039 498

L'augmentation des recettes non fiscales est liée :

- à des contributions reçues sous forme de mécénat au profit de la réhabilitation du musée des troupes de marine (Fréjus) et en faveur du CNSD pour le sport militaire de haut niveau ;
- à la contribution de la Belgique aux frais de formation dans le cadre de l'accord CAMO (capacité motorisée) ;
- à des cessions de matériels plus importantes que prévues ;
- à un effort soutenu de refacturations des prestations de SOUTEX et de formations de l'armée de terre.

coûts synthétiques

Synthese ACTION 2

Niveau	description	AE					
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)		(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	190 442 653	800 000	0	0	196 213 586	4 970 933
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	235 918 593	700 000	0	0	161 076 152	-75 542 441
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	1 410 717 773	4 000 000	0	28 473 856	2 176 190 211	761 472 438
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	126 291 704	500 000	0	0	130 841 861	4 050 157
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	132 255 294	0	4 251 670	11 565 491	80 632 871	-47 370 753
Total		2 095 626 017	6 000 000	4 251 670	40 039 347	2 744 954 681	647 580 334

Niveau	description	CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles	187 676 163	800 000	198 283 332	9 807 169

	(AOP)				
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	216 979 013	700 000	227 365 036	9 686 023
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	942 324 876	4 000 000	1 257 171 191	310 846 315
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	123 082 063	500 000	130 659 583	7 077 520
OS	Infrastructures de Défense (INFRA)	67 790 601	0	90 064 819	22 274 218
Total		1 537 852 716	6 000 000	1 903 543 961	359 691 245

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

EPM

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE 2021	TOTAL	Engagement 2021	AEANE fin 2021
OB	EPM flottes aéroterrestres	65 100 883	357 737	-	64 743 146	19 779 661	44 963 485
ACT	EPM aéroterrestre : NH 90	-	-	-	-	3 266 167	- 3 266 167
ACT	EPM aéroterrestre : TIGRE	-	-	-	-	5 428 028	- 5 428 028

EAC

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE 2021	TOTAL	Engagements 2021	AEANE fin 2021
OB	Matériel divers des services	-	191 360,00	-	- 191 360,00	-	- 191 360,00

INFRA

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE 2021	TOTAL	Engagement sur TF 2021	AEANE fin 2021
OB	Préparation opérationnelle du milieu terrestre	20 896 252,68	113 929,63	-	20 782 323,05	7 690 699,11	13 091 623,94
OB	Réalisation autres opérations adaptation infra terrestres	4 007 826,72	200 443,10	4 251 670,00	8 059 053,62	3 874 791,80	4 184 261,82
OB	Réalisation des infrastructures bases de défense	-	-	-	-	-	-
OB	Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens	-	-	-	-	-	-

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	-	-	-	-	-	-
OB	Maintien et soutien des sites	-	-	-	-	-	-

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	2021	2022	2023	>2023	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	PLF	28,59	191,24	188,48	31,23	0,13	0,00	219,84
		PLR	34,05	196,21	198,28	23,67	5,99	2,32	230,27
OS	Equipements d'accompagnement (EAC)	PLF	329,03	236,62	217,68	192,80	90,73	64,44	565,65
		PLR	290,74	161,08	227,37	156,23	36,80	31,42	451,81
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	PLF	2618,72	1423,25	946,32	1180,98	965,05	949,61	4041,97
		PLR	2721,17	2204,66	1257,17	1057,31	707,33	1904,03	4925,83
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	PLF	102,14	126,79	123,58	33,21	4,38	67,76	228,93
		PLR	109,77	130,84	130,66	29,63	16,13	64,19	240,61
OS	Infrastructures de Défense (NFRA)	PLF	106,81	107,35	95,59	79,74	21,67	17,16	214,16
		PLR	124,28	92,20	90,06	77,62	29,83	18,95	216,47
Total écarts			-94,72	-699,74	-331,90	173,50	285,88	-921,95	-794,46

ACTION

03 – Préparation des forces navales

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
03 – Préparation des forces navales		3 791 310 905	3 791 310 905		2 624 838 034	2 624 838 034
		4 493 123 008	4 493 123 008		2 805 996 425	2 805 996 425
03.01 – Commandement et activités des forces navales		365 860 329	365 860 329		321 320 758	321 320 758
		352 998 657	352 998 657		237 081 852	237 081 852
03.05 – Ressources humaines des forces navales		69 032 500	69 032 500		67 518 873	67 518 873
		91 898 196	91 898 196		64 915 533	64 915 533
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales		2 989 749 493	2 989 749 493		1 962 981 869	1 962 981 869
		3 523 225 523	3 523 225 523		2 115 084 207	2 115 084 207
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales		136 169 182	136 169 182		94 110 961	94 110 961
		243 112 059	243 112 059		216 852 495	216 852 495
03.11 – Infrastructures maritimes		230 499 401	230 499 401		178 905 573	178 905 573
		281 888 574	281 888 574		172 062 337	172 062 337

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Outre l'accomplissement des missions permanentes (dissuasion, prévention, protection, connaissance et anticipation) et la participation à l'action de l'Etat en mer (AEM), en 2021 la marine nationale a participé aux opérations extérieures sur l'ensemble des théâtres et a été présente en permanence sur six théâtres d'opérations maritimes :

- **Atlantique nord (ATLANT - GRAND NORD)** : la marine nationale continue de faire face depuis plusieurs années à une intense activité sous-marine en atlantique Nord. Elle participe par ailleurs aux mesures de réassurance de l'OTAN dans les mers de l'Europe du nord.
- **Méditerranée orientale (MEDOR)** : au Levant, les moyens de la marine nationale renseignent en permanence les autorités nationales sur l'activité dans les espaces maritimes contestés de la zone afin de garantir une appréciation autonome de la situation.
- **Méditerranée centrale (MEDCENT)** : la marine nationale est un acteur principal de l'opération européenne IRINI de lutte contre les réseaux de trafic de migrants et d'armes. Elle s'investit aussi dans les missions de l'agence européenne FRONTEX pour protéger les frontières extérieures de l'espace de libre circulation de l'UE. La participation de la marine à l'opération de l'OTAN SEA GUARDIAN a été suspendue par l'autorité politique. En revanche, la France a augmenté sa participation à l'OTAN en doublant le nombre de jours d'intégration aux forces maritimes de l'OTAN et en affiliant les déploiements nationaux au concept de dissuasion et défense de la zone euro-atlantique.
- **Océan Indien et golfe arabo-persique (ZMOI)** : la marine nationale patrouille en permanence le long d'une des routes maritimes vitales pour nos approvisionnements et contribue également à l'opération AGENOR qui a débuté en 2020 dans le détroit d'Ormuz. Elle lutte par ailleurs contre les trafics de stupéfiants et la piraterie, de la corne de l'Afrique (Somalie) à la mer d'Arabie. Le groupe aéronaval en déploiement CLEMENCEAU 21 s'est rendu jusque dans le nord du golfe arabo-persique avec en particulier la participation à l'opération CHAMMAL. La coopération avec les Etats-Unis a également pris la forme d'un *Dual Carrier Operations*.
- **Golfe de Guinée (CORYMBE)** : la marine nationale y effectue, grâce aux déploiements CORYMBE, des missions de prévention et d'appui des nations riveraines en matière de sécurité maritime dans le cadre du processus de Yaoundé.
- **Asie – Pacifique (ASIE)** : la marine nationale déploie ponctuellement des unités de surface jusqu'en Asie de l'est afin de faire valoir la liberté de navigation dans des espaces maritimes convoités. Elle profite également de ces passages inoffensifs afin de renseigner sur l'activité militaire étrangère.

En 2021, la marine a également poursuivi sa contribution à la lutte contre la pandémie (opération RESILIENCE), en particulier par le déploiement de centres de vaccination, et le transport d'oxygène médical entre le centre spatial guyanais et la Martinique.

DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

L'OS AOP regroupe les ressources destinées à la préparation opérationnelle et à l'activité des forces, qui intègre en particulier les dépenses en carburants opérationnels.

L'OS FAS regroupe les ressources nécessaires à la gestion et à la formation du personnel de la marine ainsi qu'au fonctionnement courant des unités.

2. ASPECTS FINANCIERS

AOP

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niv.	Description	AE			
		LFI	Prévision	Engagements	Écart

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

			FDC / ADP du PAP	hors TF	Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Activité et entraînement des forces	119 722 734	2 800 000	224 274 135	101 751 401
OB	Système d'information et de commandement	5 555 074	-	6 831 705	1 276 631
OB	Alimentation	14 359 776	1 000 000	3 194 895	- 12 164 881
OB	Carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation	5 514 765	-	5 425 546	- 89 219
OB	Carburéacteur	42 142 418	-	41 363 573	- 778 845
OB	Combustible de navigation	48 685 000	-	67 810 311	19 125 311
OB	Déplacement et transports	17 047 468	-	15 062 962	- 1 984 506
Total		253 027 235	3 800 000	363 963 127	107 135 892

Niv.	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC / ADP du PAP	Conso.	Écart Conso / Prév.
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Activité et entraînement des forces	83 317 145	2 800 000	85 347 721	- 769 424
OB	Système d'information et de commandement	5 555 074	1 000 000	7 383 872	828 798
OB	Alimentation	14 359 776	-	3 145 481	- 11 214 295
OB	Carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation	5 514 765	-	5 422 166	- 92 599
OB	Carburéacteur	42 142 418	-	41 363 071	- 779 347
OB	Combustible de navigation	48 685 000	-	67 892 984	19 207 984
OB	Déplacement et transports	17 047 468	-	14 959 114	- 2 088 354
Total		216 621 646	3 800 000	225 514 408	5 092 762

L'OS AOP présente une surconsommation de 107,1 M€ en AE et de 5,1 M€ en CP.

Commentaires :OB « activités et entraînement des forces »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +101,8 M€ en AE et de -0,8 M€ en CP. Il est principalement dû à la nouvelle contractualisation du marché d'affrètement de deux remorqueurs d'intervention, d'assistance et de sauvetage (RIAS) à la suite d'un référé précontractuel annulant la procédure, et qui était initialement prévue en 2020.

OB « système d'information et de commandement »

L'écart entre la LFI et l'exécution, de +1,3 M€ en AE et +0,8 M€ en CP, est lié à des opportunités de gestion au deuxième semestre 2021. Parmi elles figurent l'installation du réseau TS-SF au profit de la FOST, l'acquisition de terminaux MIDS, des engagements sur le contrat TRIMARAN, le contrat ASTEL G de la gendarmerie maritime et le renouvellement de matériel SIA Box.

OB « alimentation »

L'écart entre la LFI et l'exécution de -12,2 M€ en AE et -11,2 M€ en CP résulte principalement des transferts financiers en gestion de l'action 3 vers la sous-action 85 de l'action 5 du service du commissariat des armées, au profit de l'OB « alimentation », sur laquelle est imputée la fourniture des denrées en métropole.

Carburants opérationnels* :

Carburants opérationnels	Volume consommé en 2021 (m3)	Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m ³)	Consommation (€)
Carburéacteur (F-34)	59 810	557,32	33 332 830
Carburéacteur (F-44)	13 007	634,23	8 249 653
Combustibles de navigation, en m ³	119 833	564,73	67 673 572
Divers (huiles, graisses et autres)			5 422 166

* Les produits divers sont ventilés dans les différents type de carburants (OB) du tableau AOP.

Le différentiel correspond au paiement de l'apurement 2020 auprès du compte de commerce du SEO et également à celui du bug du logiciel « Mercure » datant de 2019.

Les OB « carburants opérationnels hors carburéacteur et combustible de navigation » et « carburéacteur » sont en sous consommation car elles intègrent en construction budgétaire la majeure partie des ingrédients, produits divers et emballage (IPDE).

La surconsommation de l'OB « combustible de navigation » à hauteur de 19 M€ en AE et CP s'explique par l'effet prix, avec, une moyenne constatée sur l'année 2021 à 71 \$/baril. Le cours du baril de Brent a été supérieure à l'hypothèse utilisée en construction budgétaire (baril de Brent à 40\$ soit 36,36 € avec une parité €/ \$ à 1,1).

FAS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niv.	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC / ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Mobilité des personnels	22 428 387	-	23 075 358	646 971
OB	Subventions et transferts	34 274 595	-	35 257 594	982 999
OB	Communication et relations publiques	1 459 725	-	2 671 855	1 212 13
OB	Fonctionnement courant	7 458 118	-	5 438 299	- 2 019 819
OB	Prestations intellectuelles	1 674 647	-	710 937	- 963 710
OB	Soutien des ressources humaines	36 701 338	2 000 000	58 657 281	19 955 943
	Total	103 996 810	2 000 000	125 811 324	19 814 514

Niv.	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC / ADP du PAP	Consommation	Écart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) -(2)
OB	Mobilité des personnels	21 939 254	-	23 043 730	1 104 476
OB	Subventions et transferts	34 274 595	-	35 257 594	982 999
OB	Communication et	1 459 725	-	2 385 538	925 813

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

	relations publiques				
OB	Fonctionnement courant	7 458 118	-	5 550 940	- 1 907 178
OB	Prestations intellectuelles	1 674 647	-	1 132 126	- 542 521
OB	Soutien des ressources humaines	35 806 844	2 000 000	33 746 806	- 4 060 038
	Total	102 613 183	2 000 000	101 116 735	- 3 496 448

L'OS FAS présente une surconsommation de 19,8 M€ en AE et une sous-consommation de 3,5 M€ en CP.

Commentaires :OB « mobilité des personnels »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +0,6 M€ en AE et +1,1 M€ en CP dû à une diminution de l'activité en raison de la crise sanitaire

OB « subventions et transferts »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +1,0 M€ en AE et en CP, conséquence d'une subvention complémentaire au service commun des cercles et foyers accordée en fin d'année.

OB « communication et relations publiques »

L'écart entre la LFI et l'exécution, de +1,2 M€ en AE et +0,9 M€ en CP, correspond principalement au report en 2021 du symposium des marines de l'océan Indien organisé par la France et prévu initialement en 2020.

OB « fonctionnement courant »

Les moindres besoins engendrés par la pandémie conduisent à une sous-consommation de 2 M€ en AE et en 1,9 M€ en CP. Par ailleurs, cette sous-consommation résulte aussi du transfert en gestion de 0,8 M€ vers le BOP soutien des forces pour l'achat de masques anti-projections (MAP).

OB « prestation intellectuelle »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -1,0 M€ en AE et -0,5 M€ en CP. Il correspond à la suppression de la maîtrise d'ouvrage (AMOA) MAGELLAN.

OB « soutien des ressources humaines »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de +20,0 M€ en AE et -4,0 M€ en CP. Il est lié à la formation des pilotes de chasse aux Etats-Unis en raison de l'engagement dès 2021 de la formation 2023. Le moindre besoin en CP s'explique, quant à lui, par un taux de change plus favorable que prévu.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT**OPÉRATION STRATÉGIQUE : DISSUASION****1. DESCRIPTION**

Le périmètre de l'opération stratégique « dissuasion » comprend les ressources destinées au maintien en condition opérationnelle des équipements de la force océanique stratégique. Depuis 2020, cette OS intègre également l'OB « entretien des infrastructures de la dissuasion ». Cette dernière finance :

- l'adaptation, la rénovation et le maintien en condition opérationnelle des servitudes communes aux différentes installations implantées sur les sites de la marine concourant à la composante sous-marine de la dissuasion ;
- l'entretien des infrastructures de la FANu concourant à la composante aéroportée de la dissuasion.

Les opérations d'entretien des infrastructures concourant à la dissuasion sont réalisées dans un contexte très exigeant, à la fois sur le plan opérationnel (les installations devant continuer d'assurer leurs fonctions pendant les travaux) et sur le plan réglementaire (pour garantir en permanence le respect des exigences, notamment de sécurité nucléaire).

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niv.	Description	AE					
		LFI	Prévision FDC / ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)		(4)	(3) + (4) - (1) - (2)
OB	EPM flotte navale	658 337 000	-	-	-	207 284 204	- 451 052 796
OB	Entretien des infrastructures de dissuasion	153 379 815	-	-	11 760 377	148 464 981	- 4 914 834
	Total	811 716 815	-	-	11 760 377	355 749 185	- 455 967 630

Niv.	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC / ADP du PAP	Consommation	Écarts Consommation/ prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	EPM flotte navale	407 300 000	-	387 518 887	-19 781 113
OB	Entretien des infrastructures de dissuasion	101 140 000	-	101 862 282	722 282
	Total	508 440 000	-	489 381 170	- 19 058 830

Commentaires :

L'écart sur l'OS « dissuasion » est de -456,0 M€ en AE et -19,1 M€ en CP. Ces écarts sont liés à des reports des marchés d'entretien des SNLE et des chantiers d'infrastructure.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €) :

Niv.	Opérations	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE2021	TOTAL	Engagement 2021	AEANE fin 2021
OB	Entretien des infrastructures de dissuasion	16 111 832	1 126 293	-	14 985 539	11 760 377	3 225 162

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMME DES MATÉRIELS)

1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « EPM » regroupe les ressources destinées aux opérations d'entretien des matériels de la force d'action navale, de l'aéronautique navale, des forces sous-marines, et des fusiliers marins et commandos, hors dissuasion.

2. ASPECTS FINANCIERS

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niv.	Description	AE					Écart Utilisation / Prévisions (3) + (5) - (1) - (2)
		LFI	Prévision FDC / ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements sur TF	Engagements hors TF	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
OB	Démantèlement milieu aérien	261 935	-	-	-	999 510	737 575
OB	Démantèlement milieu naval	3 055 499	4 500 000	-	-	3 676 744	- 3 878 755
OB	EPM terrestre Marine	11 762 237	-	-	-	10 720 887	- 1 041 350
OB	EPM flotte navale*	584 066 556	-	-	-	1 250 312 718	666 246 162
OB	EPM flottes de l'aéronautique navale**	1 627 768 921	3 000 000	-	103 732 083	1 902 611 930	271 843 009
OB	EPM Munitions navales	49 594 000	-	-	-	76 635 527	27 041 527
	Total	2 276 509 148	7 500 000	-	103 732 083	3 244 957 317	960 948 169

* Y compris FREMM & porte-avions

** Y compris NH90 et Rafale

Niv.	Description	CP			Écart Consommation / prévisions (3) - (1) - (2)
		LFI	Prévision FDC / ADP du PAP	Consommation	
		(1)	(2)	(3)	
OB	Démantèlement milieu aérien	261 935	-	690 659	428 724
OB	Démantèlement milieu naval	3 512 231	4 500 000	7 181 971	- 830 260
OB	EPM terrestre Marine	11 531 605	-	8 274 467	- 3 257 138
OB	EPM flotte navale*	780 504 036	-	937 898 165	157 394 129
OB	EPM flottes de l'aéronautique navale**	607 518 440	3 000 000	693 776 261	83 257 821
OB	EPM Munitions navales	96 352 414	-	80 232 791	- 16 119 623
	Total	1 499 680 661	7 500 000	1 728 054 313	220 873 652

Commentaires :**OB « démantèlement milieu aérien »**

L'écart entre la LFI et l'exécution est de 0,7 M€ en AE et 0,4 M€ en CP en raison de la participation du BOP marine à la fermeture de l'EAR (élément air rattaché) 279 de Châteaudun en juillet 2021.

OB « démantèlement milieu naval »

L'écart de -3,9 M€ en AE et -0,8 M€ en CP est lié à des retards de contractualisation.

OB « EPM terrestre Marine »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -1 M€ en AE et -3,3 M€ en CP. Il s'explique par des engagements tardifs conduisant à une absence de paiement des avances en 2021.

OB « EPM flotte navale »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de 666,2 M€ en AE et 157,4 M€ en CP.

En AE, la surconsommation s'explique notamment par : le report de 2020 vers 2021 de l'engagement du marché d'entretien des sous-marins d'attaque (SNA21) pour 461,5 M€, l'engagement anticipé de la période d'entretien 2023 du porte-avions « Charles de Gaulle » pour 130 M€ et les surcoûts de la réparation du SNA « Perle ».

L'écart en CP s'explique principalement par les surcoûts liés aux opérations extérieures et les surcoûts de la réparation du SNA « Perle ».

OB « EPM flottes de l'aéronautique navale »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de 271,8 M€ en AE et 83,3 M€ en CP.

En AE, la différence de consommation résulte de l'effet combiné de reports de notifications de 2020 vers 2021 (marché CALIPSO d'entretien des F50 et F200 pour 255,4 M€), de l'apparition de besoins nouveaux en cours d'année (avenant pour l'entretien des Dauphin SP pour 80,0 M€ et pour l'entretien des NH90 pour 53,3 M€, avenant RAVEL d'entretien des Rafale pour 164,9 M€) et de la diminution du besoin de certains marchés, notamment le contrat MONNET d'entretien des moteurs M88 des Rafale (774,6 M€ au lieu de 977,0 M€), et le report d'affaires de 2021 vers 2022 (acquisition et soutien de drones pour 50,0 M€).

S'agissant des CP, la surconsommation de 30 M€ s'explique principalement par le paiement de factures du SIAé et le reliquat par le paiement anticipé de diverses factures industrielles.

OB « EPM munitions navales »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de 27,0 M€ en AE et -16,12 M€ en CP.

En AE, il s'explique principalement par des opportunités en gestion (puces GPS, leurres, corps de bombes, fusées de 100 mm). En CP, des décalages de contractualisation ont conduit à une bascule de paiements vers 2022.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

Niv.	Opérations	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE 2021	TOTAL	Engagements 2021	AEANE fin 2021
OB	EPM flottes de l'aéronautique navale	212 226 433	16 570 078	-	195 656 355	103 732 083	91 924 272

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

1. DESCRIPTION

L'opération stratégique « EAC » regroupe l'ensemble des dépenses liées à l'acquisition et au suivi des petits équipements ou véhicules spécialisés des forces, et au reconstituer des stocks de munitions utilisés pour la préparation des forces.

2. ASPECTS FINANCIERS

Niv.	Description	AE				
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4)	(3) + (4) - (1) - (2)
OP	EAC-AFAM	253 941 311	1 700 000	0	215 382 322	-40 258 989

Niv.	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Écarts Consommation/prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

OP	EAC- AFAM	204 716 971	1 700 000	194 982 514	-11 434 458
----	--------------	-------------	-----------	-------------	-------------

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -40,3 M€ en AE et -11,4 M€ en CP.

L'écart en AE s'explique principalement par l'annulation de l'acquisition d'obus de 100 mm NG, soit 30 M€ environ.

La moindre consommation en CP est liée à des retards de livraisons en cours de gestion.

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)**1. DESCRIPTION**

L'opération stratégique INFRA regroupe les ressources destinées à l'ensemble des opérations d'adaptation capacitaire sur les ouvrages technico-opérationnels de la marine.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niv.	Description	AE					
		LFI	Prévision FDC / AD P du PAP	Affectation sur TF	Engagemen ts sur TF	Engagemen s hors TF	Écart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)		(4)	(3) + (4) - (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle des fonctions commandement et renseignement	110 000	-	-	-	25 244 767	25 134 767
OB	Maintien et soutien des sites	23 459 000	-	-	-	30 515 392	7 056 392
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	5 810 000	-	-	-	5 554 795	- 255 205
OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense	-	-	-	-	1 178	1 178
OB	Préparation opérationnelle du milieu maritime	47 740 586	-	-	29 406 621	35 851 997	- 11 888 589
	Total	77 119 586	-	-	29 406 621	97 168 129	20 048 543

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Conso.	Écart Conso. / Pré v.
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle des fonctions commandement et renseignement	135 667	-	4 911 366	4 775 699
OB	Maintien et soutien des sites	9 315 391	-	12 045 624	2 730 233
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	6 275 445	-	11 843 277	5 567 832
OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense	4 396 984	-	1 751 356	- 2 645 628
OB	Préparation opérationnelle du milieu maritime	57 642 086	-	39 749 667	- 17 892 419
	Total	77 765 573	-	70 301 290	- 7 464 283

L'OS INFRA présente une surconsommation de 20,0 M€ en AE et une sous consommation de -7,5 M€ en CP.

Commentaires :OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et renseignement »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de 25,1 M€ en AE et de 4,8 M€ en CP. Il s'explique par un abondement en gestion afin de contractualiser la construction du bâtiment accueillant le centre de renseignement et de guerre électronique de la marine (CRGE).

OB « Maintien et soutien des sites »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de 7,1 M€ en AE et de 2,7 M€ en CP. Il s'explique par les engagements concernant l'entretien des bateaux-portes 12 et 14.

OB « Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -0,3 M€ en AE et de 5,6 M€ en CP. En CP, l'écart est dû à une accélération du rythme des paiements.

OB « Réalisation des infrastructures des bases de défense »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -2,6 M€ en CP principalement en raison de retards de facturations.

OB « Préparation opérationnelle du milieu maritime »

L'écart entre la LFI et l'exécution est de -11,9 M€ en AE et de -17,9 M€ en CP, causé notamment par le décret de transfert vers le programme 146 pour la réalisation des infrastructures d'accueil du programme SLAM-F (-17,5 M€ en AE et -1,7 M€ en CP) et compensé en partie par d'autres opérations maritimes (notamment marché Athéna). En CP, une partie de la ressource a été réorientée en gestion vers l'OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et renseignement ».

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

Niveau	Opérations	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE 2021	TOTAL	Engagement 2021	AEANE fin 2021
OB	Préparation opérationnelle du milieu maritime	222 125 881	1 307 122	504 000	221 322 758	29 406 621	191 916 137

Outre l'affectation en début de d'année de 150k€, retirée en cours d'année, destinée à permettre les engagements indispensables en attendant l'arrêté de report, l'affectation constatée est causée par un recyclage autorisé sur TF.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Exécution	Écart Exécution / Prévision PAP
Sous-action	15 000 000	16 565 201	1 565 201

COÛTS SYNTHÉTIQUES

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

SYNTHESE ACTION 3

Niveau	Description	Code	AE					
			Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI
			(1)	(2)	(3)		(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles	AOP	253 027 235	3 800 000	-	-	363 963 127	107 135 892
OS	Dissuasion	DIS	811 716 815	-	-	11 760 377	355 749 185	- 455 967 630
OS	Equipements d'accompagnement	EAC	253 941 311	1 700 000	-	-	215 382 322	- 40 258 989
OS	Entretien programmé du matériel	EPM	2 276 509 148	7 500 000	-	103 732 083	3 244 957 317	960 948 169
OS	Fonctionnement et activités spécifiques	FAS	103 996 810	2 000 000	-	-	125 811 324	19 814 514
OS	Infrastructures de Défense	INFR A	77 119 586	-	-	29 406 621	97 168 129	20 048 543
Total			3 776 310 905	15 000 000	-	144 899 082	4 403 031 404	611 720 499

Niveau	Description	Code	CP			
			Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
			(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles	AOP	216 621 646	3 800 000	225 514 408	5 092 762
OS	Dissuasion	DIS	508 440 000	-	489 381 170	- 19 058 830
OS	Equipements d'accompagnement	EAC	204 716 971	1 700 000	194 982 514	- 11 434 458
OS	Entretien programmé du matériel	EPM	1 499 680 661	7 500 000	1 728 054 313	220 873 652
OS	Fonctionnement et activités spécifiques	FAS	102 613 183	2 000 000	101 116 735	- 3 496 448
OS	Infrastructures de Défense	INFR A	77 765 573	-	70 301 290	- 7 464 283
Total			2 609 838 034	15 000 000	2 809 350 430	184 512 396

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

DIS

Niv.	Opérations	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE2021	TOTAL	Engagement 2021	AEANE fin 2021
OB	Entretien des infrastructures de dissuasion	16 111 832	1 126 293	-	14 985 539	11 760 377	3 225 162

EPM

Niv.	Opérations	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE 2021	TOTAL	Engagement 2021	AEANE fin 2021
OB	EPM flottes de l'aéronautique navale	212 226 433	16 570 078	-	195 656 355	103 732 083	91 924 272

INFRA

Niveau	Opérations	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE 2021	TOTAL	Engagement 2021	AEANE fin 2021
OB	Préparation opérationnelle du milieu maritime	222 125 881	1 307 122	504 000	221 322 758	29 406 621	191 916 137

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	Code	PLF / PLR	Engagements		Paiements				
				Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	2021	2022	2023	>2023	Total
OS	Activités opérationnelles	AOP	PLF	247,54	256,83	220,42	62,36	52,45	169,14	504,37
		AOP	PLR	35,28	363,96	225,51	28,42	17,73	127,58	399,24
OS	Dissuasion	DIS	PLF	1103,27	805,64	508,44	505,77	459,14	435,57	1908,91
		DIS	PLR	1155,97	367,51	489,38	430,43	302,03	301,65	1523,48
OS	Equipements d'accompagnement	EAC	PLF	245,95	255,64	206,42	116,62	78,38	100,18	501,60
		EAC	PLR	250,09	215,38	194,98	132,38	43,15	94,96	465,47
OS	Entretien programmé du matériel	EPM	PLF	5413,51	2314,91	1507,18	1200,35	1217,07	3803,82	7728,42
		EPM	PLR	4530,08	3348,69	1728,05	1331,63	962,20	3856,89	7878,77
OS	Fonctionnement et activités spécifiques	FAS	PLF	10,16	106,00	104,61	10,72	0,37	0,46	116,16
		FAS	PLR	10,94	125,81	101,12	35,51	0,12	0,00	136,75
OS	Infrastructures de Défense	INFR A	PLF	167,72	126,72	77,77	127,36	63,97	25,76	294,86
		INFR A	PLR	168,76	126,57	70,30	105,25	81,49	38,30	295,33
Total écarts				1037,03	-682,19	-184,51	-40,43	464,66	115,55	355,27

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	3 437 931 775	4 172 450 192	2 293 431 659	2 573 395 125
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 404 499 921	4 139 018 338	2 259 999 805	2 539 963 271
03.01 – Commandement et activités des forces navales	332 428 475	319 092 221	287 888 904	203 446 810
03.05 – Ressources humaines des forces navales	61 129 725	85 836 861	59 746 098	60 230 781
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales	2 880 697 739	3 427 844 728	1 823 869 042	2 020 573 475
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	130 243 982	190 336 943	88 495 761	178 038 488
03.11 – Infrastructures maritimes		115 907 586		77 673 717
Subventions pour charges de service public	33 431 854	33 431 854	33 431 854	33 431 854
03.01 – Commandement et activités des forces navales	33 431 854	33 431 854	33 431 854	33 431 854
Titre 5 : Dépenses d'investissement	352 133 413	314 597 733	330 160 658	226 185 934
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	352 133 413	313 017 346	330 160 658	224 084 643
03.01 – Commandement et activités des forces navales		474 582		200 285
03.05 – Ressources humaines des forces navales	6 657 058	4 815 619	6 527 058	3 390 994
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales	109 051 754	95 087 708	139 112 827	93 931 866
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales	5 925 200	46 672 577	5 615 200	32 191 015
03.11 – Infrastructures maritimes	230 499 401	165 966 860	178 905 573	94 370 483
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		1 580 388		2 101 291
03.01 – Commandement et activités des forces navales				2 904
03.05 – Ressources humaines des forces navales				48 040
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales		293 287		213 699
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales		1 272 972		1 818 511
03.11 – Infrastructures maritimes		14 128		18 137
Titre 6 : Dépenses d'intervention		4 829 631		5 169 913
Transferts aux ménages		64		64
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales		64		64
Transferts aux autres collectivités		4 828 336		5 168 618
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales				365 368
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales		4 828 336		4 803 250
Appels en garantie		1 231		1 231
03.08 – Environnement opérationnel des forces navales		1 231		1 231
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières	1 245 717	1 245 452	1 245 717	1 245 452
Prêts et avances		-265		-265
03.07 – Maintien en condition opérationnelle du matériel des forces navales		-265		-265
Dotations en fonds propres	1 245 717	1 245 717	1 245 717	1 245 717
03.05 – Ressources humaines des forces navales	1 245 717	1 245 717	1 245 717	1 245 717
Total	3 791 310 905	4 493 123 008	2 624 838 034	2 805 996 425

ACTION

04 – Préparation des forces aériennes

Action / Sous-action <i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i> Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
04 – Préparation des forces aériennes		9 054 881 369	9 054 881 369		2 506 667 846	2 506 667 846
		9 289 879 044	9 289 879 044		2 754 591 385	2 754 591 385
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes		20 571 199 25 385 163	20 571 199 25 385 163		20 167 842 14 234 637	20 167 842 14 234 637
04.03 – Activités des forces aériennes		280 587 127 328 393 700	280 587 127 328 393 700		278 793 200 325 723 808	278 793 200 325 723 808
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques		935 204 177 653 057 131	935 204 177 653 057 131		158 754 533 110 977 769	158 754 533 110 977 769
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes		127 367 152 130 609 647	127 367 152 130 609 647		125 999 179 123 879 084	125 999 179 123 879 084
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes		7 580 500 325 8 015 814 030	7 580 500 325 8 015 814 030		1 814 423 574 2 064 506 003	1 814 423 574 2 064 506 003
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)			0			0
		401 774	401 774		398 475	398 475
04.11 – Infrastructures aériennes		84 415 660 109 173 551	84 415 660 109 173 551		82 808 215 107 621 473	82 808 215 107 621 473
04.12 – Activités spatiales		26 235 729 27 044 048	26 235 729 27 044 048		25 721 303 7 250 136	25 721 303 7 250 136

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	8 863 383 863	9 065 217 364	2 319 306 208	2 606 626 888
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	8 837 459 421	9 039 292 922	2 293 381 766	2 580 702 446
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes	20 571 199	22 464 148	20 167 842	12 696 547
04.03 – Activités des forces aériennes	280 587 127	327 947 426	278 793 200	325 189 755
04.04 – Activités des forces aériennes stratégiques	935 204 177	653 057 131	158 754 533	110 977 769
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes	101 133 187	104 222 509	99 765 214	97 482 504
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes	7 473 728 002	7 883 901 581	1 710 179 674	2 001 329 130
04.09 – Service industriel aéronautique (SIAé)		401 774		398 475
04.11 – Infrastructures aériennes		28 854 305		28 354 129
04.12 – Activités spatiales	26 235 729	18 444 048	25 721 303	4 274 136
Subventions pour charges de service public	25 924 442	25 924 442	25 924 442	25 924 442
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes	25 924 442	25 924 442	25 924 442	25 924 442
Titre 5 : Dépenses d'investissement	191 187 983	221 786 236	187 052 115	145 610 591
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	191 187 983	218 632 966	187 052 115	140 800 612
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes		671 149		79 573
04.03 – Activités des forces aériennes		133 823		221 602
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes		153 173		162 615
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes	106 772 323	128 755 574	104 243 900	58 189 479

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
04.11 – Infrastructures aériennes	84 415 660	80 319 246	82 808 215	79 267 343
04.12 – Activités spatiales		8 600 000		2 880 000
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		3 153 270		4 809 979
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes		15 120		15 656
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes		3 138 150		4 698 323
04.12 – Activités spatiales				96 000
Titre 6 : Dépenses d'intervention		2 565 921		2 044 383
Transferts aux autres collectivités		2 565 921		2 044 383
04.02 – Commandement et activités centralisées des forces aériennes		2 234 746		1 442 861
04.03 – Activités des forces aériennes		312 451		312 451
04.06 – Entretien et équipements des forces aériennes		18 724		289 071
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières	309 523	309 523	309 523	309 523
Dotations en fonds propres	309 523	309 523	309 523	309 523
04.05 – Ressources humaines des forces aériennes	309 523	309 523	309 523	309 523
Total	9 054 881 369	9 289 879 044	2 506 667 846	2 754 591 385

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2021, l'armée de l'air et de l'espace (AAE) s'est donnée pour objectif majeur de garantir la tenue des contrats opérationnels en tout temps et en tous lieux. Pour ce faire et en dépit de la crise sanitaire, il a été indispensable de maintenir un niveau d'activité en 2021 le plus proche possible de celui prévu en LPM 19-25 tout en faisant face à une dette organique de 34 000 heures de vol générée en 2020. Ceci permettrait notamment d'assurer la qualification des jeunes pilotes non encore aptes à la mission de guerre et de maintenir les compétences des équipages qualifiés.

La disponibilité des aéronefs a constitué un enjeu central qui a impliqué des investissements importants dans la régénération du potentiel technique. À cet égard, la direction de la maintenance aéronautique (DMAé) a effectué des engagements majeurs pour le maintien en condition opérationnelle (MCO) des flottes RAFALE (moteur M88), Mirage 2000, FENNEC, ainsi que pour les systèmes optroniques, le système de commandement et de conduite des opérations aériennes (SCCOA) et le projet MENTOR de modernisation de la formation des pilotes de combat.

Par ailleurs, la poursuite de la transformation numérique et la maîtrise des dépenses d'infrastructure dans le cadre de la nouvelle architecture budgétaire (NAB) sont aussi des enjeux majeurs pour l'AAE.

DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

L'opération stratégique « activités opérationnelles » (AOP) regroupe les dépenses liées au soutien direct de l'activité opérationnelle (activité et entraînement des forces, carburant, frais de déplacements, soutien lors d'escale d'aéronefs). L'opération stratégique « fonctionnement et activités spécifiques » (FAS) regroupe les dépenses en lien avec le soutien spécifique des forces et du commandement, distinct du soutien commun des forces réalisé par les bases de défense et financé par la chaîne interarmées du soutien.

2. ASPECTS FINANCIERS**AOP**

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

OB	communication et relations publiques	69 732	-	-	- 69 732	68 365	-	-	- 68 365
OB	fonctionnement courant	1 154 237	6 102 369	3 580 887	- 3 675 719	1 131 605	6 102 369	2 555 003	- 4 678 971
OB	fonctionnement courant	5 216 842	-	8 408 965	3 192 123	5 114 551	-	8 922 588	3 808 037
OB	fonctionnement courant	2 166 351	-	1 962 120	- 204 231	2 131 291	-	2 104 732	- 26 559
OB	Prestations intellectuelles	1 919 744	-	11 979 181	10 059 437	1 882 102	-	2 211 358	329 256
OB	Prestations intellectuelles	19 955	-	306 049	286 094	19 564	-	233 321	213 757
OB	Prestations intellectuelles	3 117 089	-	2 521 229	- 595 860	3 055 970	-	2 922 803	- 133 167
OB	soutien des ressources humaines	129 364	-	20 562	- 108 802	126 827	-	19 768	- 107 059
OB	soutien des ressources humaines	2 242 383	-	1 377 132	- 865 251	2 198 415	-	1 492 110	- 706 305
OB	soutien des ressources humaines	14 427 289	-	12 272 403	- 2 154 886	14 144 401	-	10 758 807	- 3 385 594
Total		74 607 537	6 102 369	86 108 270	5 398 364	73 659 036	6 102 369	74 898 124	- 4 863 281

L'OS FAS présente une surconsommation en de 5,4 M€ AE et une sous-consommation de 4,9 M€ en CP.

Pour l'OB « prestations intellectuelles » : la surconsommation en AE est due à l'engagement du marché centre expert du combat collaboratif (CECC) au profit du centre d'expertise aérienne militaire (CEAM) (10,5 M€).

Pour l'OB « fonctionnement courant » : la sous-consommation est principalement due à la baisse du prix unitaire des masques anti-projection.

Pour l'OB « soutien des ressources humaines » : la sous-consommation résulte du retard de contractualisation du marché relatif à la digitalisation dans les écoles de l'AAE.

Carburants opérationnels :

Carburants opérationnels	Volume consommé en 2021 (m3)	Moyenne annuelle du tarif de cession (€/m3)	Consommation (€)
Carburéacteur*	403 894	674,79	272 545 232
Autres			16 925 189

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPERATION STRATEGIQUE : DISSUASION****1. DESCRIPTION**

Cette opération stratégique regroupe les crédits consacrés à l'entretien programmé des matériels des forces aériennes stratégiques (Rafale, MRTT, C135).

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision	Affectation	Engagement	Ecart	LFI	Prévision	Consommation	Ecart

		FDC/ADP du PAP	sur TF	t hors TF	utilisation/prévision		FDC/ADP du PAP	n	Consommation/prévision
	1	2	3	4	5=3+4-1-2	1	2	3	4=3-1-2
OB	EPM flottes aéronautiques	912 512 000		623 917 829	- 288 594 171	136 100 000		81 032 239	- 55 067 761
OB	Entretien des infrastructures de dissuasion	2 040 000		2 907 662	867 662	2 000 000		2 758 451	758 451
Total	914 552 000	-	-	626 825 491	- 287 726 509	138 100 000	-	83 790 690	-54 309 310

OB « flottes aéronautiques » :

L'écart en AE et CP s'explique en partie par le report de la notification du marché MRTT et par un moindre besoin par rapport aux prévisions pour le marché BOLERO de soutien des moteurs Rafale.

Par ailleurs, cet écart en AE et en CP entre la consommation et la prévision résulte également d'imputations opérées en gestion sur l'OS « EPM » au lieu de l'OS « Dissuasion » pour les aéronefs Rafale, MRTT et C135FR. Ces écarts ont pour origines la complexité contractuelle et la nature multi-aéronef du soutien qui rendent délicates les imputations en cours d'exécution. L'ensemble des opérations d'entretien programmées ont été réalisées.

OPERATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMME DES MATERIELS)

1. DESCRIPTION

Cette opération stratégique regroupe les crédits consacrés à l'entretien programmé des matériels des forces aériennes (hors dissuasion).

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / prévision
		1	2		3	4=3-1-2	1	2	3	4=3-1-2
OB	Démantèlement milieu aérien	11 599 734	-	-	16 357 964	4 758 230	10 937 438	-	10 621 668	-315 770
OB	Démantèlement milieu terrestre	143 486	-	-	102 134	- 41 352	140 673	-	239 797	99 124
OB	EPM Flottes aériennes*	7 224 971 954	30 085 821	120 485 371	7 605 206 851	350 149 076	1 462 688 751	30 085 821	1 768 058 101	275 283 529
OB	EPM matériel terrestre	46 931 908	-	-	50 063 663	3 131 755	30 325 400	-	29 935 247	-390 153
OB	EPM munitions aériennes**	104 246 284	-	-	128 854 173	24 607 889	120 911 041	-	107 256 527	-13 654 514
Total		7 387 893 366	30 085 821	120 485 371	7 800 584 785	382 605 598	1 625 003 303	30 085 821	1 916 111 340	261 022 216

* Y compris Rafale.

** Y compris SAMP/T.

OB « Démantèlement milieu aérien » :

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

La surconsommation en AE constatée est dû à la réévaluation du marché verticalisation Châteaudun - démantèlement.

OB « EPM Flottes aériennes » :

La surconsommation constatée en AE résulte de recettes non fiscales reçues et non prévues en LFI (export Rafale Grèce et Croatie), ainsi que des surcoûts liés aux opérations extérieures.

OB « EPM Munitions aériennes » :

La surconsommation constatée en AE résulte de l'ajustement du marché SAMP/T. La sous-consommation en CP résulte d'un décalage des appels de fonds par rapport au calendrier initial de l'OCCAR pour SAMP/T.

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €) :

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Affectations AE 2021	Total AE	Engagement 2021	AEANE fin 2021
OB	EPM flottes aériennes hors Rafale	177 208 764	120 000 000	297 208 764	120 485 370	176 723 394
ACT	EPM flottes aériennes : RAFALE			-	12 523 875	-12 523 875
	Total	177 208 764	120 000 000	297 208 764	133 009 245	164 199 519

Les tranches fonctionnelles de cette OB supportent les dépenses des « plans annuels de répartition (PAR) » confiés au service industriel de l'aéronautique (SIAé).

OPERATION STRATEGIQUE : EAC (EQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)**1. DESCRIPTION**

L'opération stratégique « EAC » regroupe les crédits destinés à l'acquisition des matériels d'environnement des forces aériennes dont les armements et munitions, les matériels aéronautiques d'environnement (groupes électrogènes, véhicules spécifiques de piste, ...), les matériels terrestres et sols, les matériels informatiques, les programmes d'équipement en système d'informations logistiques et les matériels NRBC.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation/prévision
		1	2	3	4	5=3+4-1-2	1	2	3	4=3-1-2
OP	EAC-AFAA	159 404 049	-	-	181 574 828	22 170 779	156 278 480	0	159 308 898	3 030 418
	Total	159 404 049	-	-	181 574 828	22 170 779	156 278 480	-	159 308 898	3 030 418

L'écart provient principalement d'un engagement et d'un paiement supérieur en munitions, notamment dans le cadre du surcoût OPEX (10,0 M€). Un effort a également été réalisé au profit du matériel SIC de l'AAE.

OPERATION STRATEGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DEFENSE)**1. DESCRIPTION**

L'opération stratégique « INFRA » recouvre les dépenses pour la construction, la modernisation et le maintien en condition (partie maintenance lourde) des infrastructures opérationnelles de l'armée de l'air et de l'espace. Il s'agit :

- des infrastructures opérationnelles destinées à la mise en œuvre des unités de l'armée de l'air et de l'espace, hormis les programmes d'infrastructure liés aux opérations d'armement, financés par le programme P146 ;
- de la maintenance lourde opérationnelle (MLO) ;
- d'un périmètre restreint d'autres installations, notamment la protection défense des sites dont le CEMAEE est responsable, les installations sportives et les installations de tirs.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements sur TF	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)		(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle des fonctions de cdt et rens	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	Maintien et soutien des sites	14 222 333	-	-	29 254 177	15 031 844	13 978 758	-	20 964 828	6 986 070
OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense	3 596 007	-	-	9 879 749	6 283 742	3 539 223	-	14 138 221	10 598 998
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	64 557 320	-	60 260	66 179 953	1 622 633	63 290 234	-	69 140 560	5 850 326
OB	Prép. opérationnelle des fonctions de cdt et rens	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	82 375 660	-	60 260	105 313 879	22 938 219	80 808 215	-	104 243 609	23 435 394

OB « Maintien et soutien des sites » :

Les écarts en AE et CP s'expliquent par l'ajout de deux opérations (réfection couverture hangar E3F et réfection piste Cazaux)

OB « Réalisation des infrastructures des bases de défense » :

Les écarts en AE et CP s'expliquent par l'engagement d'opérations non prévues initialement (dont la création d'un stand de tir à Orange).

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €) :

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE 2021	TOTAL	Engagements 2021	AEANE fin 2021
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	4 749 853	0	0	4 749 853	60 260	4 689 593

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Niveau	Prévision PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévision PAP
Sous-action	48 376 980	207 910 665	159 533 685

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHESE ACTION 4

Niveau	Code	AE					
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagements sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)		(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)
OS	AOP	387 671 777	12 188 790	-	-	462 366 648	62 506 081
OS	DIS	914 552 000	-	-	-	626 825 491	- 287 726 509
OS	EAC	159 404 049	-	-	-	181 574 828	22 170 779
OS	EPM	7 387 893 366	30 085 821	-	120 485 371	7 800 584 785	382 605 598
OS	FAS	74 607 537	6 102 369	-	-	86 108 270	5 398 364
OS	INFR A	82 375 660	-	-	60 260	105 313 879	22 938 219
Total		9 006 504 389	48 376 980	-	120 545 631	9 262 773 902	207 892 533

Niveau	Code	CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	AOP	384 441 832	12 188 790	432 558 748	35 928 126
OS	DIS	138 100 000	-	83 790 690	- 54 309 310
OS	EAC	156 278 480	-	159 308 898	3 030 418
OS	EPM	1 625 003 303	30 085 821	1 916 111 340	261 022 216
OS	FAS	73 659 036	6 102 369	74 898 124	- 4 863 281
OS	INFR A	80 808 215	-	104 243 609	23 435 394
Total		2 458 290 866	48 376 980	2 770 911 408	264 243 562

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS SUR TRANCHE FONCTIONNELLE

EPM

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Affectations AE 2021	Total AE	Engagement 2021	AEANE fin 2021
OB	EPM flottes aériennes hors Rafale	177 208 764	120 000 000	297 208 764	120 485 370	176 723 394
ACT	EPM flottes aériennes : RAFALE			-	12 523 875	-12 523 875
Total		177 208 764	120 000 000	297 208 764	133 009 245	164 199 519

INFRA

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE 2021	TOTAL	Engagements 2021	AEANE fin 2021
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	4 749 853	0	0	4 749 853	60 260	4 689 593

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	Code	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
				Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	2021	2022	2023	>2023	Total
OS	Activités opérationnelles	AOP	PLF	35,42	399,86	396,63	38,65	0,00	0,00	435,28
		AOP	PLR	34,26	462,37	432,56	27,26	15,96	20,85	496,63
OS	Dissuasion	DIS	PLF	383,93	914,55	138,10	129,80	108,16	922,42	1298,48
		DIS	PLR	373,20	626,83	83,79	103,37	57,69	755,17	1000,03
OS	Equipements d'accompagnement	EAC	PLF	204,29	159,40	156,28	139,37	58,22	9,82	363,69
		EAC	PLR	227,96	181,57	159,31	116,66	66,08	67,49	409,53
OS	Entretien programmé du matériel	EPM	PLF	6501,48	7471,98	1655,09	1516,75	1384,82	9416,80	13973,46
		EPM	PLR	4184,24	7921,07	1916,11	1190,06	698,56	8300,57	12105,31
OS	Fonctionnement et activités spécifiques	FAS	PLF	11,64	80,71	79,76	12,59	0,00	0,00	92,35
		FAS	PLR	18,73	86,11	74,90	16,68	8,50	4,77	104,84
OS	Infrastructures de Défense	INFRA	PLF	143,10	82,38	80,81	88,76	44,31	11,61	225,48
		INFRA	PLR	155,40	105,37	104,24	88,69	33,27	34,58	260,77
Total écarts				2286,06	-274,44	-264,24	383,21	715,44	1177,21	2011,62

ACTION

05 – Logistique et soutien interarmées

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
05 – Logistique et soutien interarmées		2 771 233 993	2 771 233 993		2 405 547 771	2 405 547 771
		2 586 819 288	2 586 819 288		2 472 947 266	2 472 947 266
05.11 – Infrastructures de santé		147 748 459	147 748 459		48 251 041	48 251 041
		41 836 026	41 836 026		34 919 734	34 919 734
05.80 – Fonction santé		404 328 211	404 328 211		310 170 287	310 170 287
		392 535 790	392 535 790		349 408 382	349 408 382
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense		1 217 689 746	1 217 689 746		1 011 212 758	1 011 212 758
		1 207 246 441	1 207 246 441		1 073 290 348	1 073 290 348
05.83 – Soutiens complémentaires		179 857 721	179 857 721		141 625 216	141 625 216

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Action / Sous-action Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
		104 678 498	104 678 498		107 251 561	107 251 561
05.84 – Service interarmées des munitions		15 955 602	15 955 602		16 921 178	16 921 178
		14 234 896	14 234 896		17 155 852	17 155 852
05.85 – Service du commissariat aux armées		662 799 281	662 799 281		689 034 025	689 034 025
		723 229 036	723 229 036		732 722 462	732 722 462
05.89 – Infrastructure des soutiens		142 854 973	142 854 973		188 333 266	188 333 266
		103 058 602	103 058 602		158 198 927	158 198 927

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	2 169 279 980	2 298 261 305	1 872 766 702	2 154 323 534
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 169 279 980	2 298 257 905	1 872 766 702	2 154 320 134
05.11 – Infrastructures de santé		3 536 943		3 993 318
05.80 – Fonction santé	380 335 780	353 390 492	299 950 134	320 229 030
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	1 001 832 274	1 165 860 546	798 769 989	1 032 238 680
05.83 – Soutiens complémentaires	179 857 721	104 690 509	141 625 216	106 811 889
05.84 – Service interarmées des munitions	8 645 259	7 129 316	8 532 167	8 119 680
05.85 – Service du commissariat aux armées	598 608 946	651 762 124	623 889 196	667 981 165
05.89 – Infrastructure des soutiens		11 887 975		14 946 372
Subventions pour charges de service public		3 400		3 400
05.80 – Fonction santé		3 400		3 400
Titre 5 : Dépenses d'investissement	601 515 251	288 516 169	532 342 307	318 583 506
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	595 630 251	273 924 301	525 157 307	306 526 026
05.11 – Infrastructures de santé	147 748 459	38 299 083	48 251 041	30 926 417
05.80 – Fonction santé	23 553 669	31 604 633	9 781 391	25 676 743
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense	215 857 472	41 347 560	212 442 769	40 944 848
05.83 – Soutiens complémentaires		-232 000		65 206
05.84 – Service interarmées des munitions	1 425 343	2 023 041	1 204 011	1 810 719
05.85 – Service du commissariat aux armées	64 190 335	69 711 357	65 144 829	63 849 539
05.89 – Infrastructure des soutiens	142 854 973	91 170 627	188 333 266	143 252 554
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État	5 885 000	14 591 868	7 185 000	12 057 480
05.80 – Fonction santé		7 495 451		3 458 983
05.82 – Soutien des forces par les bases de défense		38 335		106 820
05.83 – Soutiens complémentaires		219 989		374 466
05.84 – Service interarmées des munitions	5 885 000	5 082 538	7 185 000	7 225 453
05.85 – Service du commissariat aux armées		1 755 555		891 758
Titre 6 : Dépenses d'intervention	438 762	44 336	438 762	40 226
Transferts aux ménages	438 762	25 094	438 762	25 094
05.80 – Fonction santé	438 762	25 094	438 762	25 094
Transferts aux entreprises		132		132
05.80 – Fonction santé		132		132
Transferts aux autres collectivités		19 110		15 000
05.80 – Fonction santé		19 110		15 000

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 7 : Dépenses d'opérations financières		-2 522		
Dotations en fonds propres		-2 522		
05.80 – Fonction santé		-2 522		
Total	2 771 233 993	2 586 819 288	2 405 547 771	2 472 947 266

SOUS-ACTION

05.11 – Infrastructures de santé

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : INFRA (INFRASTRUCTURES DE DÉFENSE)

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

1. DESCRIPTION

La sous-action « infrastructures de santé » définit les programmes d'infrastructure à initier et à conduire dans les établissements du service de santé des armées (SSA) afin, d'une part, de répondre à l'ambition opérationnelle dans ce domaine et, d'autre part, de garantir un niveau optimal dans l'exercice de l'activité médicale.

En 2021, le SSA poursuit la réalisation de ses deux programmes d'infrastructure (PI) majeurs dans l'accomplissement de la transformation du service : le PI « Fonction Hospitalière » (PI FH) et le PI « Médecine des Forces » (PI MDF).

En parallèle à ces programmes d'envergure, les opérations de sécurisation des hôpitaux militaires des armées (HIA) seront poursuivies.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niv.	Description	AE					
		LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Affectation N	Engagements		Écart Utilisation / Prévisions
					Sur TF	hors TF	
1	2	3	4	5	(3) + (4) - (1) - (2)		
OB	Préparation opérationnelle de la fonction santé	147 359 888	-	37 817 181	33 945 822	7 608 759	- 101 933 948
OB	Maintien et soutien des sites	388 571	-	-	-	522 641	134 070
	Total	147 748 459	-	37 817 181	33 945 822	8 131 400	- 101 799 878

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Niv.	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Conso.	Écart Conso. / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Préparation opérationnelle de la fonction santé	47 870 089	-	31 853 209	- 16 016 880
OB	Maintien et soutien des sites	380 952	-	3 095 616	2 714 664
Total		48 251 041	-	34 948 826	- 13 302 215

OB « Préparation opérationnelle de la fonction santé »

La consommation sur cette OB est inférieure de 101,93 M€ en AE à la prévision en raison du report de l'engagement de l'opération « Laveran Rénové ».

Explication AE

Lors du PAP21, la ressource globale en infrastructure de 147,4 € en AE était prévue en partie pour affectation (144,2 M€) et en partie pour engagement hors tranche fonctionnelle (3,2 M€).

En cours d'année, la ressource prévue pour affectation de 144,2M€ a été abondée de 13,5 M€ (soit au total 157,7M€) afin de pouvoir couvrir l'intégralité des besoins en infrastructure. Suite au report de l'affectation de l'opération « Laveran rénové », 112 M€ ont été demandés en report sur 2022. La ressource de 45,7 M€ restant disponible a été utilisée pour partie pour affectation à hauteur de 37,8 M€, et pour partie en engagement hors tranches fonctionnelles (HTF) à hauteur de 7,6M€ sur l'OB « Préparation opérationnelle de la fonction santé » et de 0,1 M€ sur l'OB « Maintien et soutien des sites ».

Explication CP

La ressource en CP initialement prévue en LFI n'a pas pu être intégralement utilisée en raison des reports d'affectation en 2022 et de la réduction du besoin.

OB « Maintien et soutien des sites »

La ressource prévue initialement au PAP de 0,4 M€ a pu être abondée de 0,1 M€ en cours d'année grâce au surplus de ressource sur l'OB « Préparation opérationnelle de la fonction santé ».

Tableau des Autorisations d'Engagements sur Tranches Fonctionnelles (en €)

Niveau	Description	AEANE fin 2020	Retrait sur affectation	Affectations AE 2021	TOTAL	Engagements 2021	AEANE fin 2021
OB	Préparation opérationnelle de la fonction santé	24 257 359,6 1	263 584	37 981 181	62 138 957	33 945 822	28 193 134

Pour le programme d'infrastructure fonction hospitalière, l'affectation a été reportée suite à l'attente de décision concernant l'opération « LAVERAN rénové ».

SOUS-ACTION

05.80 – Fonction santé

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

Marquée comme l'année 2020 par la pandémie liée à la COVID-19, l'année 2021 a aussi vu la formalisation de la nouvelle ambition de transformation du service de santé des armées (SSA) dite Ambition SSA 2030. Cette dernière consiste à consolider la mise en œuvre du modèle SSA 2020, à capitaliser sur les réussites, à œuvrer à la performance pour répondre mieux encore aux besoins des bénéficiaires et à préparer l'avenir à l'horizon 2030 en vue de s'adapter aux ambitions opérationnelles.

Ce projet se compose, principalement, de trois mesures :

- la poursuite de la démarche de transformation hospitalière, notamment marquée par le renforcement du positionnement des ensembles hospitaliers militaires (EHM) au sein de leur territoire de santé, et la consolidation des partenariats entre les ensembles hospitaliers civils et militaires (EHCM), avec un établissement civil de proximité ;
- la finalisation de la transformation de la médecine des forces, marquée notamment par la stabilisation du fonctionnement des centres médicaux des armées nouvelle génération (CMA NG) ;
- la poursuite de la valorisation des produits et du savoir-faire du SSA.

Dans ce contexte caractérisé par des évolutions structurantes et en dépit d'un contexte de crise sanitaire au long court, le SSA a su préserver son excellence en matière de soutien sanitaire, au profit des forces armées et en matière de santé publique.

Au regard du contexte sanitaire, le SSA a bénéficié d'un redéploiement de crédits en interne au P178 sur décision de la ministre des armées. Ce redéploiement est nommé « redotation ministre » dans les paragraphes suivants.

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

L'OS AOP concerne l'essentiel de l'activité « cœur de métier » du SSA, avec, notamment, le fonctionnement hospitalier, les approvisionnements en produits de santé ainsi que les frais de formation pour le personnel médical et paramédical. L'OS FAS regroupe les activités support du fonctionnement des établissements, au profit du personnel et des structures.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €).

OS AOP

Niv.	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso.	Écart Conso. /Prév.
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Activité et entraînement des forces	14 796 940	-	12 646 891	-2 150 049	11 796 940	-	10 756 017	-1 040 923

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

OB	Alimentation	1 868 543	-	1 265 615	-602 928	1 868 543	-	1 167 653	- 700 890
OB	Soutien santé fonctionnement	31 727 704	50 692 803	113 643 952	31 223 445	42 556 378	50 692 803	99 049 817	5 800 636
OB	Système d'information et de commandement	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	Soutien santé ravitaillement	32 775 123	80 702 979	131 444 607	17 966 505	20 290 710	80 702 979	129 037 562	28 043 873
OB	Déplacement et transports	6 274 386	-	4 454 853	-1 819 533	6 274 386	-	4 310 474	- 1 963 912
	Total	87 442 696	131 395 782	263 455 918	44 617 440	82 786 957	131 395 78	244 321 524	30 138 785

L'OS AOP affiche une consommation supérieure à la prévision de +44,6 M€ en AE et +30,1 M€ en CP.

L'écart en AE s'explique principalement par :

- un accroissement des recettes non fiscales (RNF) de +33,2 M€ qui correspond aux accompagnements du Ministère des Solidarités et de la Santé pour faire face aux surcoûts liés à la crise COVID ;
- une « redotation ministre » décidée par la ministre à hauteur de +2,7 M€.

L'écart en CP s'explique quasi-exclusivement par l'obtention de ressources non fiscales complémentaires.

OB « activités et entraînements des forces »

Cette opération budgétaire porte l'intégralité des projets de recherche du SSA. Elle porte également l'ensemble des frais de formation initiale des élèves des écoles du SSA – médicaux et paramédicaux, ainsi que des formations centralisées par l'école du Val-de-Grâce. La consommation est inférieure à la prévision de -2,1 M€ en AE et de -1,0 M€ en CP, en raison essentiellement de la poursuite de la crise sanitaire et de la mise en place de formations en distanciel ou annulées.

OB « alimentation »

Cette opération budgétaire finance les repas de service du personnel militaire affecté dans les établissements organiques du SSA. En 2021, la consommation est inférieure à la prévision de -0,6 M€ en AE et -0,7 M€ en CP. Le déploiement du télétravail et, en conséquence, la moindre présence sur les sites a mécaniquement réduit le besoin et la consommation de crédits afférents.

OB « soutien santé-fonctionnement et activités »

Cette opération budgétaire regroupe deux activités :

- « alimentation spécifique des malades » relative à l'alimentation des patients des hôpitaux d'instruction des armées (HIA) et des donneurs de sang du centre de transfusion sanguine des armées (CTSA),
- « fonctionnement des hôpitaux » qui porte les dépenses de fonctionnement dites « cœur de métier » de l'intégralité des organismes du SSA.

Pour les AE, l'écart entre la programmation et l'exécution 2021 (+31,2 M€) s'explique notamment par :

- + 20,4 M€ de ressources non fiscales d'accompagnement COVID, qui ont permis de financer les surcoûts de fonctionnement des hôpitaux pendant la crise sanitaire ;
- + 1,0 M€ de « redotation ministre » pour financer les productions de la pharmacie centrale des armées et la maintenance de matériels de l'Institut de recherche biomédicale des armées ;
- + 0,8 M€ liés aux surcoûts MISSINT de l'opération Sentinelle ;
- + 7,4 M€ liés aux marchés de médecine de prévention, soustraction des HIA (accueil-filtrage et nettoyage) et prestations de blanchisserie.

OB « soutien santé ravitaillement »

Cette opération budgétaire supporte les dépenses relatives à l'acquisition de produits pharmaceutiques, des produits dérivés du sang, des dispositifs médicaux implantables ainsi que des produits et fournitures à usage hospitalier nécessaires à l'activité de soins, tant des HIA que des CMA et des structures de soins déployées à l'étranger. Cette OB porte également les achats de consommables nécessaires à l'organisation des activités et exercices de secourisme et de sauvetage au combat.

Pour 2021, la consommation est supérieure à la prévision de +18 M€ en AE et +28,0 M€ en CP. Cet écart avec la LFI peut principalement s'expliquer par :

- + 12,8 M€ d'augmentation du stock des pharmacies dans le cadre de la crise COVID au titre des molécules onéreuses dispositifs médicaux implantables (MO-DMI) ;
- + 2,0 M€ pour les équipements de protection individuelle (masques et tenues stériles) ;
- + 3,2 M€ de « redotation ministre » pour financer le surcoût des vaccins (hors COVID) et les contremesures médicales.

OB « déplacement et transports »

Cette OB regroupe l'ensemble des dépenses induites par le départ en mission du personnel du service - hors activité de formation, ainsi que les dépenses générées par les changements de résidence, le transport opérationnel ou encore la livraison du ravitaillement sanitaire dans les structures du service.

La consommation, en AE (-1,8 M€) et en CP (-2 M€), est moindre par rapport à la prévision en raison, notamment, des annulations massives, cette année encore, des missions programmées sur le territoire ou à l'étranger.

OS FAS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Écart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Conso.	Écart Conso. / Pré v.
		(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OB	Mobilité des personnels	2 033 000	-	2 416 734	383 734	1 984 534	-	2 400 694	416 160
OB	Communication et relations publiques	2 580	746 836	1 187 335	437 919	2 580	746 836	1 149 433	400 017
OB	Prestations intellectuelles	5 802	1 115 065	2 178 105	1 057 238	5 802	1 115 065	2 616 209	1 495 342
OB	Subventions	438 762	-	145 566	-293 196	438 762	-	263 126	-175 636
OB	Fonctionnement courant	1 926 762	7 552 413	15 609 721	6 130 546	2 426 762	7 552 413	11 988 418	2 009 243
OB	Location logements familiaux	253 450	-	-	-253 450	253 450	-	-	-253 450
OB	Soutien courant des structures	5 693 972	31 068 235	49 620 828	12 858 621	80 977	31 068 235	31 546 643	397 431
OB	Soutien des matériels communs	367	121 201	176 267	54 699	367	121 201	171 215	49 647
OB	Soutien des ressources humaines	6 824	2 240 727	1 535 832	-711 719	6 824	2 240 727	1 539 062	-708 489
	Total	10 361 519	42 844 477	72 870 387	19 664 391	5 200 058	42 844 477	51 674 801	3 630 266

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

L'OS FAS affiche une consommation supérieure à la prévision LFI de +19,7 M€ en AE de +3,6 M€ en CP. Six OB sont à l'origine des écarts constatés.

OB « mobilité des personnels »

Cette opération budgétaire supporte les frais de mutation pour le personnel et leurs familles.

L'écart de consommation en AE (+0,4 M€) s'explique par un accroissement des frais de mutation liés à la crise sanitaire. En effet, le SSA a pris à sa charge les frais d'hébergement de ses personnels et leur famille mutés outre-mer dans le cadre des mises en quarantaine imposées par la crise sanitaire.

OB « communication et relations publiques »

Cette opération budgétaire supporte les dépenses de représentation, internes ou externes au ministère : frais de représentation à la main des autorités, support de communication, objets promotionnels, livret d'accueil, etc.

L'écart de consommation en AE (+0,4 M€) s'explique par la réalisation de nouvelles actions de communication visant le recrutement de personnels médicaux et paramédicaux.

OB « prestations intellectuelles »

Cette opération budgétaire supporte principalement les dépenses relatives aux marchés d'assistance et d'accompagnement dans le cadre de la mise en œuvre du modèle « SSA 2020 ».

Une « redotation ministre » au bénéfice de l'assistance à maîtrise d'ouvrage Ressources Humaines à hauteur de +1,1 M€ en AE et de +1,5 M€ en CP constitue la principale explication des écarts constatés.

OB « subventions »

L'écart constaté en AE (-0,3 M€) s'explique essentiellement par une erreur d'imputation du versement de la subvention au profit de la crèche de l'HIA Percy, crèche opérée par l'action sociale des armées.

OB « fonctionnement courant »

Cette opération budgétaire couvre principalement les dépenses d'intérim, de télécommunication, de fournitures de bureau et de travaux d'impression.

L'exécution 2021 affiche une consommation supérieure à la prévision initiale de +6,1 M€ en AE qui se justifie de la manière suivante :

- +2 M€ de ressources non fiscales « accompagnement COVID » qui ont permis de payer les factures des gardes des internes civils dans les HIA, factures dues en 2020, mais reçues en 2021 ;
- +4 M€ pour la poursuite de la démarche de transformation hospitalière dans le cadre du modèle « SSA 2020, concrétisée par des dépenses de mises à disposition entrantes au profit des EHCM et la réalisation des obligations financières prévues dans le cadre du GCS BAHIA, dont 1,9 M€ de reliquat 2020.

OB « location logements familiaux »

Le protocole liant le SSA et la Gendarmerie Nationale (GN) dans le cadre de la protection du site de Brétigny a été signé récemment. Le SSA n'a reçu aucune pièce permettant de réaliser un engagement juridique (montant, type de dépense, etc.). Le SSA a donc choisi de réutiliser utilement ces AE non consommées en fin de gestion. Les AE/CP ont été recyclés par fongibilité interne au BOP sous la responsabilité du RBOP.

Le SSA travaille actuellement avec le groupement de soutien concerné et la GN sur la traduction de ce protocole en termes d'engagements financiers.

OB « soutien courant des structures »

Cette opération budgétaire regroupe les dépenses dédiées à l'entretien et au fonctionnement courant du parc immobilier des organismes du SSA. Notamment les travaux de maintien en condition des infrastructures, le paiement des charges locatives et les différentes sources d'énergie.

En 2021, une consommation supérieure de +12,9 M€ en AE, et légèrement supérieure en CP (0,4 M€) sont constatés :

- +6,9 M€ de ressources non fiscales « accompagnement COVID » qui ont permis de financer des travaux et de la maintenance dans les services de soins ;
- +2,0 M€ d'amélioration des conditions d'hébergement du personnel soignant dans le cadre de la « redotation ministre » ;
- +4,0 M€ d'augmentation du budget et de renforcement capacitaire des HIA dans le cadre de la « redotation ministre ».

OB « soutien des ressources humaines »

Cette opération budgétaire regroupe les dépenses relatives aux frais de formation des personnels non médicaux ou paramédicaux du SSA, ainsi que les dépenses de recrutement.

En 2021, il est constaté une consommation inférieure de -0,7 M€ en AE et en CP. Cette sous-consommation s'explique par le report, voire l'annulation au regard du contexte sanitaire, de formations initialement programmées

DÉPENSES DE L'AGRÉGAT ÉQUIPEMENT

OPÉRATION STRATÉGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE COHÉRENCE)

1. DESCRIPTION

Cette opération stratégique, composée d'une seule opération budgétaire, supporte les dépenses garantissant le maintien à niveau du parc d'équipements du SSA, la montée en puissance des équipements opérationnels ainsi que les besoins liés aux systèmes d'information et de commandement spécifiques santé.

2. ASPECTS FINANCIERS

Cette OB correspond aux achats d'équipement opérationnels logistiques santé et aux achats liés à l'entretien des matériels et équipements lourds de santé.

Niv.	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FD C /ADP du PAP	Affectation sur TF	Eng. hors T F	Écart Utilisatio n / Prévisions	LFI	Prévision FD C /ADP du PAP	Conso.	Écarts Conso. / prév
		(1)	(2)	(3)	(4)	(3) +(4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OP	EAC - AFAA	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	Soutien santé - Equipement	46 376 914	5 906 823	-	78 869 181	26 585 444	42 036 190	5 906 823	60 708 969	12 765 956
	Total	46 376 914	5 906 823	-	78 869 181	26 585 444	42 036 190	5 906 823	60 708 969	12 765 956

L'exécution 2021 affiche, en AE, une consommation supérieure à la prévision initiale de 26,6 M€, qui s'explique principalement par l'acquisition de matériels :

- +11,7 M€ de « redotation ministre » de plan d'équipement pour l'ensemble des composantes ;
- +2 M€ de « redotation ministre » pour les unités médicales opérationnelles et le maintien en conditions opérationnelles ;
- +7,0 M€ de « redotation ministre » pour la cyber sécurité et la mise en œuvre de l'ambition numérique ;

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

- +1,5 M€ de RNF accompagnement COVID pour financer la sécurité des SI, la mise en place du pass sanitaire et la déclaration de vaccination ;
- +4,0 M€ pour l'acquisition d'équipement dans le cadre de la mission du SSA, notamment des ambulances et matériels médicaux.

La surconsommation constatée en CP (12,8 M€) s'explique essentiellement par la mise en paiement des matériels acquis en 2021.

Concernant les acquisitions des équipements réalisés en 2021, il convient de souligner les investissements majeurs suivants qui s'inscrivent dans la mise en œuvre du modèle SSA 2020 :

- amélioration de la ligne de conditionnement des comprimés fabriqués par la pharmacie centrale des armées ;
- acquisitions :
 - d'un IRM pour l'HIA PERCY et un pour l'HIA CLERMONT TONNERRE ;
 - d'un scanner pour les théâtres d'opération ;
 - d'ambulances pour les CMA ;
 - de matériels pour les antennes de réanimation, de chirurgie et de sauvetage ;
 - d'un microscope spécifique dans le cadre de l'ambition recherche.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision LFI	Consommation	Écart consommation / Prévision LFI
Sous-action	180 147 082	225 373 854	45 226 772

Le montant des fonds de concours et attributions de produits reversé sur le BOP HT2 du SSA en 2021 s'élève à 225,4 M€, soit un montant supérieur de 45,2 M€ à la prévision initiale.

Ce montant s'explique par la prolongation des mesures compensatoires prises par la direction générale de l'offre de soins dans le cadre de la crise sanitaire, dont la garantie de financement et le versement exceptionnel de crédits MIGAC (missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation).

SOUS-ACTION**05.82 – Soutien des forces par les bases de défense****CONTENU DE LA SOUS-ACTION**

Les bases de défense (BdD) sont des organismes interarmées qui répondent aux besoins en matière de soutien dit d'administration générale et de soutiens communs (AGSC) émis par les unités qui leur sont rattachées.

Les dépenses réalisées par les bases de défense couvrent des domaines très variés : énergies, chauffages, fournitures de bureau et consommables informatiques, ameublement-couchage, mobilier de bureau, blanchissage, entretien des espaces (espaces verts, nettoyage des locaux, collecte et évacuation des déchets ménagers, etc.), reprographie et téléphonie, dépenses liées au transport par véhicules non tactiques (carburant, péages, location de vecteurs, etc.). Depuis le 1er janvier 2020, les travaux de maintien en condition (MeC) et d'entretien courant des infrastructures ainsi que l'allocation pour l'amélioration du cadre de vie (AACV) relèvent également de la sous-action 82.

Le nombre des BdD en 2021 n'évolue pas par rapport à l'année 2020, soit 55 BdD (chacune correspondant à une unité opérationnelle), dont 45 en métropole et 10 en outre-mer et à l'étranger.

La sous-action 82 porte aussi le soutien non spécifique des organismes de la direction générale de l'armement (DGA).

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

LA GESTION 2021 S'EST CARACTÉRISÉE PAR :

- LE TRANSFERT AU P178 DES CRÉDITS DU P212 DÉDIÉS AUX MISSIONS DE SOUTIEN, DITES D'AGSC, DES ORGANISMES D'ADMINISTRATION CENTRALE PARISIENS SUITE AU TRANSFERT DE CES MISSIONS DE L'EX-SPAC (SERVICE PARISIEN DE SOUTIEN DE L'ADMINISTRATION CENTRALE, DISSOUS EN 2020) à la BdD d'Île-de-France ;
- LA MISE À DISPOSITION, EN COURS DE GESTION, DE RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES POUR L'ACQUISITION DE VÉHICULES DE TRANSPORT COLLECTIF ET POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX D'AMÉLIORATION MINEURS ;
- LA POURSUITE DU SOUTIEN DE L'OPÉRATION INTÉRIEURE « SENTINELLE ».

DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT

1. DESCRIPTION

Les dépenses de fonctionnement sont réparties entre deux opérations stratégiques (OS) : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

L'OS AOP regroupe les crédits relatifs aux déplacements et transports des personnels ainsi que les crédits nécessaires à l'alimentation du personnel de la DGA servant dans les centres techniques.

Les crédits relevant de l'OS FAS, destinés à financer les dépenses de soutien (dit AGSC) et d'entretien courant de l'infrastructure des organismes rattachés aux bases de défense. Ces dépenses représentent la proportion la plus importante de l'enveloppe allouée à la sous-action 82.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Déplacement et transports	19 496 285	-	25 572 579	6 076 294
OB	Alimentation	4 150 171	-	3 589 376	560 795
	Total	23 646 456	0	29 161 955	5 515 499

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Déplacement et transports	25 045 378	-	30 581 738	5 536 360
OB	Alimentation	4 075 879	-	3 769 498	306 381
	Total	29 121 257	0	34 351 237	5 229 980

Cette OS affiche une surconsommation de 5,5M€ en AE et 5,2M€ en CP.

OB « Déplacement et transports »

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Un écart de + 6,1 M€ en AE et + 5,5 M€ en CP est constaté entre la dépense réalisée sur l'OB Déplacement et transports et le montant programmé pour cette OB en LFI.

Il s'explique notamment par le fait que les crédits transférés de l'ex-SPAC ayant été intégralement positionnés sur l'OS FAS lors du transfert, aucune dépense n'avait été programmée pour le périmètre transféré sur cette OB en LFI.

Par ailleurs, une hausse des externalisations des transports et un renchérissement du prix de certains marchés de transport ont été constatés (+ 0,3 M€ aux Emirats Arabes Unis, + 0,2 M€ à Draguignan).

Pour satisfaire aux exigences sanitaires, des navettes de « Transrade » supplémentaires ont été mises en place à Brest (+ 0,3 M€). Des effets de « rattrapage » de l'année 2020 sur le domaine « Transports de biens et déménagements » sont également observés : Plusieurs déménagements participent ainsi à la hausse des dépenses, notamment à Phalsbourg (+ 0,2 M€), en Ile de France (+ 0,2 M€) et à Brest (+ 0,1 M€).

FAS

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Mobilité des personnels	5 114 650	-	5 199 102	8 452
OB	Communication et relations publiques	1 300 261	-	2 433 078	1 132 817
OB	Fonctionnement courant	210 216 960	11 578 824	216 715 392	- 5 080 392
OB	Prestations intellectuelles	-	-	51 256	51 256
OB	Soutien des matériels communs	14 217 481	-	9 050 711	- 5 166 770
OB	Soutien des ressources humaines	376 216	-	300 405	-75 812
OB	Soutien courant des structures	708 004 223	-	732 950 402	24 946 179
OB	Location de logements familiaux	20 268 194	-	58 482 449	38 214 255
	Total	959 497 985	11 578 824	1 025 182 794	54 105 985

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Mobilité des personnels	5 014 362	-	5 155 744	141 382
OB	Communication et relations publiques	1 300 261	-	2 344 618	1 044 357
OB	Fonctionnement courant	199 280 692	11 578 824	213 909 492	3 049 976
OB	Prestations intellectuelles	-	-	13 965	13 965
OB	Soutien des matériels communs	13 509 142	-	6 955 951	6 553 191
OB	Soutien des ressources humaines	376 216	-	342 842	- 33 374
OB	Soutien courant des structures	511 363 022	-	643 024 099	131 661 077
OB	Location de logements familiaux	21 074 394	-	16 527 442	- 4 546 952
	Total	751 918 089	11 578 824	888 274 154	124 777 241

OB « Mobilité des personnels »

Cette OB est constituée essentiellement de dépenses pour l'ameublement des logements en outre-mer et à l'étranger. La dépense est conforme à la programmation.

OB « Communication et relations publiques »

Les écarts de + 1,1 M€ en AE et + 1,0 M€ en CP entre les dépenses et les prévisions LFI résultent entre autres des incertitudes liées aux dépenses de l'ex SPAC sur cette OB (1,4 M€ en AE et 1,1 M€ en CP), qui étaient en cours

d'estimation au moment de la programmation. Les autres écarts correspondent à des sous-consommations enregistrées par certaines BdD.

OB « Fonctionnement courant »

Les écarts constatés de - 5,1 M€ en AE, soit 2,4% du montant LFI, et + 3,0 M€ en CP, soit 1,4% du montant LFI, s'expliquent par la diversité et la nature des dépenses de cette OB. Celle-ci regroupe en effet de nombreux domaines dont les dépenses sont variables par nature : frais postaux, consommables informatiques, fournitures et mobilier de bureau, télécommunications, carburant non opérationnel, frais douaniers, taxes diverses, outillage, droguerie, ameublement, blanchissage, diverses prestations de services ou de marchés.

OB « Soutien des matériels communs »

Cette OB comptabilise les dépenses d'entretien des véhicules de la gamme commerciale (VGC) à usage de soutien courant dans les bases de défense. Elle comprend aussi les acquisitions de VGC en outre-mer et à l'étranger (OME) et les véhicules spécifiques (chariots élévateur, camions frigorifiques...) nécessaires au soutien AGSC.

Un écart de - 5,2 M€ en AE et de - 6,6 M€ en CP est constaté sur cette OB par rapport aux prévisions LFI. Cet écart résulte pour une part (1,9 M€ en AE et CP) d'une modification de la procédure d'exécution des dépenses d'entretien des véhicules. Celles-ci étaient effectuées auparavant via facturation interne dans CHORUS. Elles sont depuis 2020 réalisées via une procédure de compensation entre budgets opérationnels de programme (BOP) qui se traduit non plus par une dépense au sens strict mais par une diminution de la ressource.

Une moindre utilisation des véhicules au 1^{er} semestre suite aux mesures gouvernementales liées à la crise sanitaire et, pour certaines BdD, un report de facturation du 2nd semestre 2021 sur 2022 sont d'autres éléments explicatifs.

Par ailleurs, le renouvellement progressif du parc de VGC a participé à la maîtrise des dépenses d'entretien.

Concernant les acquisitions, des commandes OME et métropole ont été reportées en 2022 (- 1,2 M€ d'AE et de CP). Une partie des crédits a été placée dans la réserve de précaution levée fin novembre. Compte tenu du délai de livraison des fournisseurs, la consommation de CP n'a dès lors pas été optimale (- 0,7 M€).

OB « Soutien des ressources humaines »

Cet OB reçoit presque exclusivement des dépenses de l'activité « formation et instruction » laquelle a subi des annulations ou des aménagements induits par la crise sanitaire.

OB « Soutien courant des structures »

Cette OB présente un écart important par rapport aux prévisions de la LFI soit +24,9 M€ en AE et +131,7 M€ en CP.

L'écart en AE s'explique principalement par :

- l'annulation de deux marchés d'énergie de la Direction des Achats de l'Etat (-77 M€) ;
- l'augmentation du prix du marché de gaz passé par le Service d'Infrastructure de la Défense (+17 M€) ;
- un engagement complémentaire sur les dépenses d'énergie et de fluides (électricité, gaz, eau, fioul), conséquence de la hausse des tarifs (+14 M€) ;
- un engagement complémentaire sur l'activité « entretien courant des infrastructures » (+65 M€), permis par fongibilité interne au BOP depuis l'activité « maintien en condition » au sein de l'OS infrastructure ;

Le reste de l'écart est porté par d'autres activités (entretien courant, fonctionnement courant, charges locatives...).

L'écart en CP s'explique principalement par des paiements complémentaires sur l'activité « entretien courant des infrastructures », permis par fongibilité interne au BOP depuis l'activité « maintien en condition » au sein de l'OS infrastructure (+100 M€), ainsi que des hausses de prix constatées dans les factures d'énergie et de fluides (+31 M€).

OB « Location de logements familiaux »

Cette OB porte le contrat « GOLFEAU » de location pour 30 ans de logements familiaux au profit du personnel affecté aux Émirats Arabes Unis.

L'écart constaté de + 38,2 M€ en AE s'explique par l'engagement de l'indemnité pour résiliation (+ 41,0 M€) du nouveau contrat GOLFEAU et par la non-réalisation du risque lié au paiement de la taxe municipale qui avait été programmée en LFI pour 2,8 M€. Quant à l'écart de - 4,6 M€ en CP, il s'explique par le non-paiement de la taxe

					(1)-(2)					
OB	Maintien et soutien des sites	188 207 043	0	0	127 241 849	-60 965 194	184 274 704	0	96 479 362	-87 795 342
OB	Réalisation des infrastructures bases de défense	10 000 000	0	0	39 754 242	29 754 242	10 045 925	0	40 856 500	30 810 575
Total		198 207 043	0	0	166 996 091	-31 210 952	194 320 629	0	137 335 862	-56 984 767

OB Maintien et soutien des sites

Sur cette activité, l'écart par rapport aux prévisions est de -60,9 M€ en AE et -87,8 M€ en CP. Ce différentiel résulte des modifications de règles d'imputations en cours d'année, comme mentionné dans le paragraphe relatif à l'OB « soutien courant des structures » ci-dessus. Ces écarts se répercutent ainsi en positif sur l'activité « entretien courant de l'infrastructure » de l'OB « soutien courant des structures ».

OB Réalisation infrastructures bases de défense

Un abondement de 30 M€ en AE a eu lieu en entrée de gestion afin de rejoindre la cible annuelle de 40 M€ de TAM (travaux d'adaptation mineure) fixée par la ministre des armées.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

Niveau	Prévision LFI	Exécution	Ecart Exécution / Prévision LFI
Sous-action	11 578 824	12 515 806	936 982

Commentaires

L'exécution s'établit à 12,5M€ pour une cible LFI à 11,6 M€ soit un écart de +0,9M€. Il est à noter que cette cible avait été réduite à 10,7 M€ dès l'entrée de gestion lors des travaux de DPU réalisés en janvier 2021.

Les principaux motifs visant à expliquer cet écart sont les suivants :

- une évaluation insuffisamment précise de la part de la BdD de Draguignan des recettes attendues en provenance de l'EFA Tigre (0,3 M€) ;
- des erreurs de fléchage quant à la nature des recettes certaines BdD ont considéré qu'il s'agissait d'attributions de produits alors que dans les faits il s'agissait de rétablissements de crédits ;
- des temps de traitement parfois un peu plus longs qu'escompté des dossiers via les relais Restauration Hôtellerie Loisirs (RHL) locaux qui n'ont pas permis pour certaines BdD d'atteindre les cibles fixées ;
- enfin quelques erreurs d'estimations des recettes hébergement compte tenu d'une reprise certaine mais progressive de l'activité en 2021.

SOUS-ACTION

05.83 – Soutiens complémentaires

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'année 2021 a été marquée par le transfert vers l'armée de terre du Centre national des sports de la défense (CNSD). Les écarts constatés en 2021 entre la ressource et la consommation sur la sous-action 83 s'expliquent principalement par la crise sanitaire, notamment concernant la compensatrice SNCF, les déplacements du personnel et les formations.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

Les dépenses de l'OS AOP permettent de financer les besoins générés dans le cadre des activités opérationnelles des organismes relevant de la logistique interarmées et de la maintenance aéronautique de l'Etat.

Les dépenses de l'OS FAS permettent d'honorer les besoins liés au fonctionnement courant des forces et d'organismes interarmées, dans des domaines transverses, ne relevant pas des chaînes chargées du soutien au sein du ministère des armées. Parmi ces postes de dépenses, figurent la compensatrice SNCF, la poste interarmées, le service bancaire de la Légion Etrangère, les prestations intellectuelles, la formation, les dépenses SIC, l'informatique / bureautique et le fonctionnement courant.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

Niv.	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Activité et entraînement des forces	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	Déplacement et transports	1 458 191	-	734 998	-723 193	1 429 599	-	723 985	-705 614
OB	Déconstruction des installations nucléaires	1 952 009	-	1 861 820	-90 189	1 913 734	-	1 709 525	- 204 209
OB	Soutien pétrolier - activités	-	-	3 630 920	3 630 920	-	-	3 482 786	3 482 786
OB	Alimentation	-	-	-	-	-	-	-	-
	Total	3 410 200	0	6 227 738	2 817 538	3 343 333	0	5 916 297	2 572 964

Commentaires**OB « Déplacements et transports »**

L'écart de - 0,7 M€ en AE et de - 0,7 M€ en CP par rapport à la LFI s'explique par l'annulation des déplacements et des formations induite par la crise sanitaire.

OB « Soutien pétrolier – activités »

Cette OB n'est pas dotée de crédits budgétaires en LFI car elle supporte les frais de déplacement, changements de résidence et dépenses de fonctionnement courant réalisés au profit du SEO qui fonctionne en compte de commerce (contre remboursement).

FAS

Niveau	Description	AE			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations	349 771	-	360 593	10 822

	publiques				
OB	Compensatrice SNCF	127 976 510	-	95 739 926	- 32 236 584
OB	Prestations intellectuelles	1 020 000	-	716 768	-303 232
OB	Fonctionnement courant	45 826 247	-	7 212 693	- 38 613 554
OB	Soutien des ressources humaines	156 533	-	157 637	1 104
OB	Soutien courant des structures	-	-	-	-
OB	Soutien des matériels communs	-	-	-	-
OB	Relations bilatérales et Etats-majors interalliés	-	-	-	-
	Total	175 329 061	0	104 187 617	- 71 141 444

Niveau	Description	CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations publiques	342 912	-	375 439	32 527
OB	Compensatrice SNCF	125 467 167	-	95 846 360	- 29 620 807
OB	Prestations intellectuelles	1 016 302	-	1 173 448	157 146
OB	Fonctionnement courant	10 205 509	-	7 981 066	- 2 224 443
OB	Soutien des ressources humaines	153 464	-	127 976	- 25 488
OB	Soutien courant des structures	-	-	-	-
OB	Soutien des matériels communs	-	-	-	-
OB	Relations bilatérales et Etats-majors interalliés	-	-	-	-
	Total	137 185 354	0	105 504 290	- 31 681 064

Commentaires

OB « Compensatrice SNCF »

L'écart de consommation de - 32,2M€ en AE et de - 29,6M€ en CP par rapport à la LFI est lié à la baisse des déplacements en train des personnels militaires induite par la prolongation de la crise sanitaire. Une baisse qui a engendré une dépense bien moindre qu'anticipée.

OB « Prestations intellectuelles »

En AE, la consommation de 0,7 M€ (-0,3 M€ par rapport à la LFI) a permis de payer la dernière tranche du marché de l'AMOA « chaîne logistique » qui a subi un retard de 4 mois en 2020.

OB « Fonctionnement courant »

L'écart de - 38,6 M€ d'AE par rapport à la LFI s'explique par le moindre besoin d'engagement pour le renouvellement du marché de soutien postal.

L'écart de -2,2 M€ de CP par rapport à la LFI correspond à la diminution des flux de courriers vers les théâtres d'opérations dans le cadre du marché de soutien postal international pour la défense (SPID3) du fait de la crise sanitaire.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPERATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)****1. DESCRIPTION**

Les crédits de cette opération stratégique permettent de financer l'entretien des installations pétrolières désactivées de l'OTAN par le biais d'un contrat passé entre le Service National des Oléoducs Interalliés (SNOI) et la société TRAPIL. Le SNOI est aussi chargé, sous l'autorité de la Ministre de l'industrie et de la Ministre des armées, d'assurer les responsabilités de la France en tant que pays hôte en matière d'administration et d'entretien de la partie du réseau Centre-Europe d'oléoducs de l'OTAN située en France.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagement sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation/prévision
		1	2	3	4	(5)=(3)-(1)-(2)	1	2	3	(4)=(3)-(1)-(2)
OB	Matériel et équipements du sport de haut niveau	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	Soutien pétrolier	1 118 460	-	-	1 081 552	- 36 908	1 096 529	-	791 477	- 305 052
OB	Soutien pétrolier - Equipement	-	-	- 223 308	2 496 425	2 496 425	-	-	3 666 167	3 666 167
OB	Achat et entretien de véhicules spécialisés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OB	Total	1 118 460	-	- 223 308	3 577 977	2 459 517	1 096 529	-	4 457 645	3 361 116

Commentaires**OB « Soutien pétrolier – équipement »**

Cette OB couvre l'entretien des installations désactivées de l'OTAN (1,1 M€ d'AE / CP prévus en LFI). Elle couvre aussi les dépenses relatives aux acquisitions de certains matériels du service de l'énergie opérationnelle (SEO) et à l'entretien de ses infrastructures qui ne peuvent être imputées directement sur le compte de commerce du SEO et font l'objet de remboursements en zone budgétaire à partir de celui-ci.

SOUS-ACTION

05.84 – Service interarmées des munitions

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2021, le SIMu a continué sa transformation numérique se traduisant par la poursuite des développements du futur système d'information logistique (SIL) dédié aux munitions, SI@Mu, et dont le déploiement est prévu fin 2022.

Comme programmé, le SIMu a poursuivi ses actions, conformément au plan d'équipement en matériels, de maîtrise de l'environnement munitions, notamment par l'acquisition de conteneurs isolés ou climatisés spécifiques munitions visant à améliorer les conditions de stockage des munitions.

DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

Les dépenses de fonctionnement de la sous-action 84 sont concentrées sur l'OS « activités opérationnelles » (AOP) et correspondent principalement aux prestations et fournitures nécessaires aux opérations de stockage et de maintenance des munitions, ainsi qu'au développement du futur SIL.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

Niv.	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Conso.	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Soutien munitions activités	13 045 389	200 000	11 592 154	- 1 653 235	14 047 048	200 000	14 222 484	- 24 564
OB	Déplacements et transports	870 000	-	687 575	- 182 425	870 000	-	682 243	- 187 757
	Total	13 915 39	200 000	12 279 729	- 1 835 660	14 917 048	200 000	14 904 727	- 212 321

Commentaires

L'écart en AE (-1,7 M€) de l'OB « soutien munitions activités » s'explique principalement par le transfert de ressources (1,4 M€) vers le BOP Terre et le BOP Air au titre des remboursements des transports de munitions inter-dépôts assurés par les armées correspondantes au profit des dépôts du SIMu.

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPERATION STRATEGIQUE : EPM (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DES MATERIELS)****1. DESCRIPTION**

Cette opération stratégique regroupe l'intégralité des dépenses de la sous-action 84 liées aux opérations de démantèlement de munitions dites « classiques » et « complexes » conduites par le service interarmées des munitions.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision	Affectation	Engagement	Ecart	LFI	Prévision	Consommation

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

		FDC/AD P du PAP	sur TF	nt hors TF	utilisation/ prévision		FDC/AD P du PAP	n	Consommatio n /prévision	
		1	2	3	4	(5)=(3)+(4) -(1)-(2)	1	2	3	(4)=(3)-(1)-(2)
OB	Démantèlement des munitions	525 35 2	0	0	424 622	-100 730	515 05 1	0	277 119	-237 932
Total		525 352	0	0	424 622	-100 730	515 05 1	0	277 119	-237 932

Commentaires

L'écart de consommation en CP est la conséquence conjointe de la non consommation des AE et d'opérations d'éliminations réalisées en fin d'année.

OPERATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)**1. DESCRIPTION**

Cette opération stratégique regroupe l'intégralité des dépenses de la sous-action 84 se rapportant aux opérations d'entretien et de renouvellement du matériel roulant dédié aux mouvements logistiques des munitions dans les dépôts du SIMu.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Affectation sur TF	Engagem nt hors TF	Ecart utilisation/ prévision	LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Consommatio n	Ecart Consommatio n / prévision
		1	2	3	4	(5)=(3)+(4) -(1)-(2)	1	2	3	(4)=(3)-(1)-(2)
OB	Achat et entretien de véhicules spécialisés	1 314 86 1	-	-	1 661 471	346 610	1 289 07 9	-	2 008 940	719 861
OB	Matériel divers des services - soutien	-	-	-	20 793	20 793	-	-	2 422	2 422
Total		1 314 861	-	-	1 682 264	367 403	1 289 07 9	-	2 011 362	722 283

Commentaires

Les écarts de consommation en AE (+ 0,3 M€) se justifient principalement par l'augmentation des dépenses de maintien en condition opérationnelle (MCO) du parc vieillissant de matériel roulant spécifique « métier ». Ces opérations de MCO sont impératives car garantent le maintien de la qualité du service rendu aux forces et de la résilience du service face aux situations de crise.

L'écart de consommation des CP est un effet résiduel de la crise sanitaire de 2020 ; année marquée par l'accélération du plan de renouvellement du parc dont les premières livraisons ont été réceptionnées en 2021.

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Exécution	Ecart Exécution / Prévision PAP
Sous-action	200 000	200 000	-

Commentaires

Ce rattachement de crédits par voie d'attribution de produits est attendu d'une part au titre des recettes provenant de la rémunération des prestations de production et de transformation de torpilles effectuées par le SIMu au profit d'industriels (Thalès, DCNS) et d'autre part de prestations de stockage de matières pyrotechniques au profit de tiers.

SOUS-ACTION

05.85 – Service du commissariat aux armées

Le service du commissariat des armées (SCA), en charge de l'administration générale des armées répond à une logique d'organisation fonctionnelle déployée autour d'un dispositif resserré dont les centres interarmées du soutien (anciennement centres experts), à compétence nationale, constituent la pierre angulaire. Son expertise est mise au service du soutien des forces en métropole, outre-mer, à l'étranger et en opérations extérieures (OPEX).

Responsable des achats pour la vie courante et le transport des forces ainsi que de l'exécution des dépenses relevant du soutien commun au profit des armées, le SCA est également compétent dans les différents domaines du soutien de l'homme : équipements individuels et collectifs, vivres opérationnels et alimentation à terre hors OPEX.

En outre le SCA met en œuvre des chaînes fonctionnelles dédiées pour assurer l'exécution du service de la solde des militaires et réaliser le paiement des frais de déplacement.

Ce service est également en charge du pilotage fonctionnel de la fonction « restauration – hébergement - loisirs » avec pour objectif la modernisation et la rationalisation de la restauration dans les armées.

L'action du SCA s'inscrit dans une démarche intégrée (c'est-à-dire la mise en place d'une chaîne de soutien continue, de la conception à la fourniture des prestations) à l'ensemble des domaines de soutien. Ceux-ci sont organisés selon une logique de filière (restauration – loisirs, habillement – soutien de l'homme, études juridiques, etc.) jusque dans les groupements de soutien de base de défense (GSBdD) rattachés hiérarchiquement au SCA depuis le 1er septembre 2014.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En 2021, le SCA a poursuivi sa transformation dans le cadre du projet « SCA 22 » dont l'objectif principal est de renforcer le soutien de proximité délivré aux unités opérationnelles, notamment par la création, au sein de groupements de soutien de nouvelle génération (GS-NG), de pôles commissariats. Ces derniers assurent un soutien de proximité modernisé en s'appuyant sur des espaces d'accueil multiservices (espaces ATLAS - accès en tout temps tout lieu au soutien). Parallèlement, le service poursuit sa rationalisation en mutualisant certaines fonctions support, notamment logistiques, dans des GSBdD « socles » et en réorganisant la filière des droits financiers individuels (DFI) de manière concomitante au déploiement du système d'information « Source Solde ».

L'année 2021 a été marquée par :

- la poursuite du soutien apporté à la mission intérieure Sentinelle ;
- la poursuite du déploiement des espaces ATLAS (183 guichets livrés en métropole fin 2021 sur les 205 prévus initialement) ;
- la poursuite des efforts de formation du personnel pour accompagner la transformation mise en œuvre dans le cadre du projet « SCA 22 » ;

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

- la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie de concession à l'économat des armées (EdA) de restaurants actuellement exploités en régie. Cette stratégie concerne 72 restaurants sur la période 2020-2025, dont les 21 premiers ont été concédés : 9 en 2020 et 12 en 2021 ;
- la montée en puissance de l'établissement national de la solde (ENS) ;
- la poursuite du déploiement d'e-habillement (Marine nationale en juin 2021) ;
- la poursuite de la mise en place de la loi EGALIM ;
- la poursuite du verdissement de la flotte de véhicules de la gamme commerciale (20 %) ;
- la poursuite de la mise en œuvre des mesures du « Plan Famille ».

Enfin, dans le prolongement de « SCA 22 », la feuille de route SCA 2030 a été élaborée en 2021 et place le service en capacité de rallier la vision stratégique du CEMA par :

- le développement de l'agilité et de la résilience d'ensemble de son organisation ;
- l'offre de solutions de soutien collectif différenciées selon les besoins des armées et individualisées au profit de chaque soutenu ;
- la dynamisation de la gestion de sa ressource humaine.

DEPENSES DE L'AGREGAT FONCTIONNEMENT**1. DESCRIPTION**

Les dépenses de fonctionnement des programmes de la mission défense sont réparties entre deux opérations stratégiques : activités opérationnelles (AOP) et fonctionnement et activités spécifiques (FAS).

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

AOP

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Activité et entraînement des forces	5 469 136	-	5 062 824	- 406 312	5 361 898	-	4 772 567	- 589 331
OB	Déplacement et transports	43 735 769	18 000	36 584 170	- 7 169 599	43 453 945	18 000	37 000 344	- 6 471 601
OB	Alimentation	205 156 857	17 283 997	220 534 958	- 1 905 896	200 627 966	17 283 997	217 351 386	- 560 577
	Total	254 361 762	17 301 997	262 181 952	- 9 481 807	249 443 809	17 301 997	259 124 297	- 7 621 509

Les crédits de cette opération stratégique financent principalement l'alimentation du personnel ayant-droit ainsi que le transport logistique des denrées et la distribution par correspondance des effets d'habillement).

OB « Activité et entraînement des forces »

Cette OB, qui supporte les dépenses relatives aux compléments alimentaires et manifestations spécifiques, présente une sous-consommation de -0,4 M€ en AE et de -0,6 M€ CP. Cette moindre consommation est principalement

imputable aux contraintes imposées par la crise sanitaire (notamment dans l'organisation des manifestations spécifiques).

OB « Déplacement et transports »

Cette OB, qui supporte les frais de déplacement du personnel du SCA en mission, la prise en charge directe (PCD) des dépenses d'alimentation du personnel des armées, directions et services en mission et le transport des colis dans le cadre de la distribution par correspondance des effets d'habillement, présente une sous-consommation de -7,2 M€ en AE et de -6,5 M€ en CP.

Cet écart s'explique principalement par la réinternalisation des transports de colis liés à la distribution par correspondance des effets d'habillement (-4,8 M€ en AE et -4,3 M€ en CP).

De surcroît, les contraintes sur la mobilité inhérente à la crise sanitaire ont entraîné une diminution des dépenses relatives aux frais de déplacements (-1,3 M€ en AE et en CP) et à la PCD des dépenses d'alimentation du personnel des armées, directions et services en mission (-1,1 M€ en AE et -0,9 M€ en CP).

OB « Alimentation »

Cette OB supporte l'ensemble des coûts d'alimentation du personnel ayant-droit, quel que soit le mode de restauration utilisé (restauration en régie, conventionnée, externalisée ou concédée).

La sous-consommation de -1.9 M€ en AE et de -0,6 M€ en CP, constatée sur l'OB alimentation, résulte de l'impact de la crise sanitaire qui s'est traduite par moindre fréquentation des restaurants (recours accru au télétravail...) pour tous les modes de restauration (en régie, externalisée, conventionnée et concédée).

FAS

Niveau	Description	AE				CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / Prévisions
		(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OB	Communication et relations publiques	1 212 962	-	1 629 594	416 632	1 189 178	-	1 506 964	317 786
OB	Prestations intellectuelles	2 950 000	-	716 911	- 2 233 089	3 409 048	-	2 846 773	- 562 275
OB	Fonctionnement courant	67 440 926	-	81 726 365	14 285 439	80 468 902	-	83 382 640	2 913 738
OB	Soutien courant des structures	-	-	2 400	2 400	-	-	0	0
OB	Soutien des matériels communs	-	-	23 637	23 637	-	-	78 159	78 159
OB	Soutien des ressources humaines	3 900 000	-	3 556 168	- 343 832	3 858 982	-	3 317 445	- 541 537
OB	Relations bilatérales et Etats-majors interalliés	114 381	18 000	203 883	71 502	114 381	18 000	157 602	25 221
OB	Mobilité des personnels	1 648 250	-	2 314 185	665 935	1 621 662	-	2 320 549	698 887
	Total	77 266 519	18 000	90 173 145	12 888 626	90 662 153	18 000	93 610 132	2 929 979

Cette OS finance la majeure partie des dépenses « métier » des organismes du SCA (direction centrale, centres interarmées du soutien, plateformes commissariat, organismes opérateurs et GSBdD), ainsi que certaines dépenses au profit des aumôniers militaires, hors dépenses comprises dans l'OS entretien programmé du personnel (EPP). Elle supporte également la manœuvre de transformation du SCA, notamment l'aménagement des espaces ATLAS, de l'ELOCA de Châtres et des GS socles. Enfin, elle supporte les dépenses liées à la mise en œuvre de la mesure du plan Famille relative à la mise en place du Wifi gratuit en enceintes militaires.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

OB « Prestations intellectuelles »

Dans une perspective de déflation du recours aux cabinets de conseil, le SCA a réduit ses commandes d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA) en 2021, générant ainsi une sous-consommation de -2,2 M€ en AE et de -0,6 M€ en CP sur l'OB « prestations intellectuelles ».

OB « Fonctionnement courant »

L'OB « fonctionnement courant » présente une surconsommation de 14,3 M€ en AE et de 2,9 M€ en CP.

Ces écarts s'expliquent principalement par des dépenses non programmées (équipement en matériels informatiques afin de favoriser le recours à la télé activité et renouvellement de la presse numérique de l'Etablissement de Diffusion, d'Impression de d'Archive du Commissariat des Armées (EDIACA) et l'augmentation des coûts du gardiennage des emprises du commissariat des armées.

OB « Soutien des ressources humaines »

Cette OB présente une sous-consommation de -0,3 M€ en AE et de -0,5 M€ en CP s'expliquant principalement par la diminution du nombre de formations réalisées, du fait de la crise sanitaire.

OB « Mobilités des personnels »

Cette OB, qui supporte les frais de mutations pour la métropole, l'outre-mer et l'étranger présente une surconsommation de 0,7 M€ en AE et de 0,7 M€ en CP s'expliquant principalement par la hausse des tarifs des déménagements découlant de la crise sanitaire et d'un volume de mutations supérieur aux prévisions.

DEPENSES DE L'AGREGAT EQUIPEMENT**OPERATION STRATEGIQUE : EPP (ENTRETIEN PROGRAMMÉ DU PERSONNEL)****1. DESCRIPTION**

L'OS EPP couvre les dépenses relatives aux acquisitions de gros matériel de restauration collective des cercles interarmées de base de défense et des centres de production alimentaires (CPA), à l'habillement du personnel militaire des armées, directions et services et au soutien de l'homme (vivres et matériels opérationnels).

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/prévision	LFI	Prévision FDC/AD P du PAP	Consommation	Ecart Consommation / prévision
		1	2	3	4	(5)=(3)+(4)-(1)-(2)	1	2	3	(4)=(3)-(1)-(2)
OB	soutien collectif	43 321 899	328 100	-	68 534 123	24 884 124	43 697 940	328 100	61 161 304	17 135 264
OB	soutien individuel - service courant	74 862 531	-	-	107 046 431	32 183 900	73 564 088	-	94 638 962	21 074 874
OB	soutien individuel - combat	133 154 712	275 000	-	140 902 979	7 473 267	153 021 448	275 000	160 726 461	7 430 013
OB	matériel de restauration collective	21 691 179	-	-	26 651 046	4 959 867	21 268 959	-	21 599 405	330 446
Total		273 030 321	603 100	-	343 134 578	69 501 157	291 552 435	603 100	338 126 132	45 970 597

OB « Soutien collectif »

Cette OB présente un écart de +24,9 M€ en AE et de +17,1 M€ en CP qui se justifie principalement par :

- la délivrance de vivres opérationnels au titre des OPEX à hauteur de 6,8 M€ en AE et CP ;
- des achats de composants de rations de combat supplémentaires pour 9,1 M€ en AE et 1,4 M€ en CP permis grâce à des réallocations de crédits afin de maintenir la production de rations à un niveau élevé pour anticiper la fermeture de l'ELOCA d'Angers fin 2022 pour des travaux ;
- une utilisation intensive des matériels projetés dans le cadre des OPEX, conduisant à une usure prématurée et des surcoûts d'entretien et d'élimination sur place à hauteur de 8,9 M€ en AE et CP.

OB « Soutien individuel - service courant »

Cette OB présente un écart de +32,2 M€ en AE et de +21,1 M€ en CP qui s'explique principalement par une augmentation non programmée de commandes et de paiements d'effets identitaires d'armées et accessoires de service courant, destinés à reconstituer les stocks de l'ELOCA de Châtres dans le cadre la mise en œuvre de la délivrance par correspondance (DPC NG) et à prévenir les ruptures de stocks.

OB « Soutien individuel combattant »

L'OB « soutien individuel combattant » présente un écart de +7,5 M€ en AE et +7,4 M€ en CP s'expliquant par la compensation entre :

- des surcoûts de délivrances d'effets de combat liés aux OPEX et MISSINT (+28,0 M€ en AE et en CP) ;
- le report de commandes (pour 20,5 M€ en AE) d'effets en raison, d'une part de difficultés rencontrées par certains fournisseurs dans le cadre de la crise sanitaire, et d'autre part du fait des suggestions d'achats proposées par le SIL OPTISTOCK (outil d'optimisation permettant d'établir des commandes au juste besoin de reemplètement des stocks). Les ressources ainsi dégagées ont permis de financer en partie les engagements non programmés évoqués dans l'OB « soutien individuel - service courant » ;
- le décalage de paiements d'effets du combattant à hauteur de 20,6 M€ en CP consécutif à des retards de facturation.

OB « Matériels de restauration collective (MRC) »

Cette OB, qui supporte les dépenses relatives à l'entretien et à l'acquisition de matériels de restauration collective, présente un écart de +5,0 M€ en AE et de +0,3 M€ CP par rapport à la dotation en LFI. Ces variations se justifient par :

- des surcoûts de maintenance de matériels sur-employés sur les sites de restauration accueillant les militaires participant à la mission Sentinelle (+ 0,9 M€ en AE et CP) ;
- des besoins d'acquisition de matériels nouveaux (+4,1 M€ en AE). Ces commandes supplémentaires ont été permises grâce à des réallocations de crédits entre OB ;
- des reports de livraison (-0,6 M€ en CP) de matériels de restauration collectives, principalement du fait des contraintes liées à la crise sanitaire pesant sur les fournisseurs.

OPERATION STRATEGIQUE : EAC (ÉQUIPEMENTS D'ACCOMPAGNEMENT)

1. DESCRIPTION

L'OS EAC recouvre les dépenses d'acquisition et de maintenance des véhicules légers de la gamme commerciale.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €)

Niveau	Description	AE					CP			
		LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart utilisation/prévision	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation/prévision
		1	2	3	4	5=3+4-1-2	1	2	3	4=3-1-2
OB	Achat et entretien de véhicules	39 017 582	1 200 000	-	53 585 873	13 368 291	38 252 531	1 200 000	55 096 502	15 643 971

OB	Réalisation des infrastructures des bases de défense	94 197 423	-	-	65 507 176	- 28 690 247	91 719 918	-	81 323 918	- 10 396 000
OB	Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et de renseignement	34 000 000	-	-	38 324 641	4 324 641	30 237 000	-	25 954 050	- 4 282 950
OB	Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire	-	-	-	1 762 773	1 762 773	58 799 148	-	52 140 815	- 6 658 333
OB	Maintien et soutien des sites	14 657 550	-	-	7 488 639	- 7 168 911	7 577 200	-	4 394 793	- 3 182 407
Total		142 854 973	-	-	113 083 229	- 29 771 744	188 333 266	-	163 813 576	- 24 519 690

Commentaires

OB « Réalisation des infrastructures des bases de défense » :

La sous-consommation en AE (-28,7 M€) s'explique principalement par un transfert de ressources afin de réaliser des travaux d'adaptation mineure (TAM) au profit des BdD. Les principales opérations réalisées sont des opérations de sécurisation et de protection des sites de la défense (Cherbourg/ Ecole militaire Paris / Guadeloupe), des opérations pour les forces en OME (Quai pour les POM à Nouméa), des travaux sur les dépôts du SEO (Toulon/Donges/Evreux) ou encore les dépôts de Munitions (Construction aires de stockage munitions et sécurisation et protection du site : MIRAMAS et Côte D'Ivoire).

La sous-consommation en CP (-10,4M€) s'explique par la suppression de certains travaux devenus non nécessaires comme l'aménagement du réseau incendie du Parc C à Donges (-4,6 M€). Les principales opérations réalisées sont la construction bâtiments (BCC/Bureaux) en OME (Cayenne/La Réunion/Nouvelle Calédonie), la sécurisation et protection des sites de la défense OME (Gabon/Sénégal/Nouvelle Calédonie), les dépôts munitions (Côte d'Ivoire/Canjuers/ Brienne le Château), la modernisation des sites du SEO (Toulon/Avord), la sécurisation des sites (Mont de Marsan/Cherbourg) ou encore les travaux pour le soutien commun en OME (champ de tir Polynésie Française/ travaux sur port (base navale) pour Mayotte et Nouméa).

OB « Préparation opérationnelle des fonctions de commandement et de renseignement » :

La surconsommation en AE (+4,3 M€) s'explique par la réalisation d'opérations stratégiques. Les crédits dédiés à cette OB ont permis notamment d'assurer le lancement de travaux relatif à la construction du bâtiment du COMCYBER à Rennes (35,3 M€).

La sous-consommation en CP (-4,3 M€) s'explique par des paiements programmés au P178, et finalement payés par le P146, comme l'opération SYRACUSE IV à Fort de France (-1,1 M€) ou par des opérations finalement non financées comme les travaux d'adaptation pour l'implantation de la station d'ancrage COMSAT NG de Libreville (-0,5 M€).

OB « Préparation opérationnelle du milieu aéroportuaire »

Des engagements non programmés (+1,8 M€) ont été réalisés pour poursuivre des travaux d'achèvement d'opérations, mais aussi les opérations nouvelles comme la construction ETAAS (escadrille de transit et d'accueil aérien secondaire) sur la BA702 d'Avord ou encore des travaux de rénovation des pistes sur BA105 d'Evreux.

Portant principalement sur le reste à payer d'opérations antérieures à 2020, les principales opérations réalisées sont les infrastructures techniques et horizontales liées au C130J sur la BA105 d'Evreux (+33,4 M€) ou encore l'adaptation des aires aéronautiques de la BA702 d'Avord (+4,6 M€). Par contre, la sous-consommation (- 6,7 M€) s'explique par des retards sur les chantiers qui ont été constatés comme la rénovation et la restructuration du système AIDICA à POLEYMIEUX (-1,3 M€).

OB « Maintien et soutien des sites »

La sous-consommation en AE (-7,2 M€) est due au transfert en gestion de crédit (restitution au RPROG de -4,3 M€), mais également par un retard de certains engagements d'opérations. Cependant, les opérations majeures ont été réalisées dans les temps impartis comme la réhabilitation des bâtiments (bureaux et BCC) à la Réunion, la

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

réhabilitation du ponton de la base navale en Guyane ou encore la rénovation de réseaux électriques (résilience) en métropole et OME

La sous-consommation en CP (-3,2 M€) est due au retard de certains chantiers.

COÛTS SYNTHÉTIQUES

SYNTHÈSE ACTION

Niveau	Description	Code	AE					Écart Utilisation / Prévision LFI (3) + (4) - (1) - (2)
			Prévision LFI	Prévision FdC/ ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement sur TF	Engagement hors TF	
			(1)	(2)	(3)		(4)	
OS	Activités opérationnelles (AOP)	AOP	462 776 503	148 897 779	0	0	573 307 292	-38 366 990
OS	Équipements d'accompagnement (EAC)	EAC	112 587 255	7 106 823	0	- 223 308	170 345 614	50 651 536
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	EPM	525 352	-	0	0	424 622	-100 730
OS	Entretien programmé du personnel (EPP)	EPP	273 030 321	603 100	0	0	343 134 578	69 501 157
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	FAS	1 222 455 084	54 441 301	0	0	1 292 413 943	15 517 558
OS	Infrastructures de défense (INFRA)	INFRA	488 810 475	-	37 817 181	33 945 822	288 210 720	-162 782 574
OS	Dissuasion (DIS)	DIS	0	-	0	0	0	0
Total			2 560 184 990	211 049 003	37 817 181	33 722 514	2 667 836 769	- 65 580 043

Niveau	Description	Code	CP			
			Prévision LFI	Prévision FdC/ ADP du PLF	Consommation	Écart Consommation / Prévision LFI
			(1)	(2)	(3)	(3) - (1) - (2)
OS	Activités opérationnelles (AOP)	AOP	379 612 404	148 897 779	558 618 080	30 107 897
OS	Équipements d'accompagnement (EAC)	EAC	106 948 288	7 106 823	154 715 508	40 660 397
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	EPM	515 051	0	277 119	-237 932
OS	Entretien programmé du personnel (EPP)	EPP	291 552 435	603 100	338 126 132	45 970 597
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	FAS	984 965 654	54 441 301	1 139 063 377	99 656 422
OS	Infrastructures de défense (INFRA)	INFRA	430 904 936	0	336 098 263	-94 806 673
OS	Dissuasion (DIS)	DIS	0	0	0	0
Total			2 194 498 768	211 049 003	2 526 898 480	121 350 709

ÉCHÉANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	Code	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
				Eng restant à payer Fin 2020	Eng. 2021	2021	2022	2023	> 2023	Total
OS	Activités opérationnelles (AOP)	AOP	PLF	86,98	531,67	531,51	82,41	3,35	1,38	618,65
		AOP	PLR	112,49	573,31	558,62	76,16	29,92	21,10	685,80
OS	Équipements d'accompagnement (EAC)	EAC	PLF	34,12	119,69	114,06	35,96	0,00	3,80	153,81
		EAC	PLR	39,86	170,12	154,72	28,70	15,58	10,99	209,98
OS	Entretien programmé du matériel (EPM)	EPM	PLF	0,05	0,53	0,52	0,06	0,00	0,00	0,57
		EPM	PLR	0,55	0,42	0,28	0,52	0,03	0,15	0,97
OS	Entretien programmé du personnel (EPP)	EPP	PLF	187,59	273,63	292,16	145,07	24,00	0,00	461,22
		EPP	PLR	225,71	343,13	338,13	0,00	0,00	230,72	568,85
OS	Fonctionnement et activités spécifiques (FAS)	FAS	PLF	799,74	1276,90	1044,80	812,60	85,97	133,27	2076,63
		FAS	PLR	1079,05	1292,41	1139,06	483,47	381,00	367,92	2371,46
OS	Infrastructures de Défense (NFRA)	INFRA	PLF	451,99	392,12	430,90	321,31	65,10	26,81	844,12
		INFRA	PLR	437,21	322,16	336,10	241,81	90,93	90,53	759,36
OS	Dissuasion (DIS)	DIS	PLF	-	-	-	-	-	-	-
OS	Dissuasion (DIS)	DIS	PLR	-	-	-	-	-	-	-
Total écarts				-334,39	-107,01	-112,96	566,74	-339,04	-556,14	-441,40

ACTION

06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP</i>						
<i>Réalisation</i>						
06 – Surcoûts liés aux opérations extérieures		844 000 000	844 000 000		844 000 000	844 000 000
		505 912 109	505 912 109		506 939 930	506 939 930

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	775 000 000	460 516 191	775 000 000	462 097 442
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	775 000 000	460 516 191	775 000 000	462 097 442

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 5 : Dépenses d'investissement		1 374 498		821 067
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État		1 298 703		745 272
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État		75 795		75 795
Titre 6 : Dépenses d'intervention	69 000 000	44 021 421	69 000 000	44 021 421
Transferts aux ménages	69 000 000		69 000 000	
Transferts aux autres collectivités		44 021 421		44 021 421
Total	844 000 000	505 912 109	844 000 000	506 939 930

Les crédits de cette action sont destinés à financer les dépenses supplémentaires liées aux opérations extérieures. Ces dépenses recouvrent notamment des coûts liés au transport stratégique, aux contrats d'externalisation, aux contributions budgétaires aux opérations militaires de l'UE et de l'OTAN, et aux surcoûts de fonctionnement.

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

L'année 2021 a été marquée par les faits suivants :

- au Sahel :
 - la prolongation de l'augmentation des effectifs engagés dans l'opération Barkhane jusqu'à la mi-2021 sur décision du Président de la République en date du 16 février 2021 afin de contrer les groupes armés terroristes en bande sahélo-saharienne (BSS) ;
 - la restructuration du théâtre décidée par le président de la République le 9 septembre 2021 qui s'est traduite par un renfort en effectifs logistiques et des coûts importants de désengagement des 3 sites du nord ;
 - la montée en puissance de la *Task Force* européenne Takuba qui est pleinement opérationnelle depuis février 2021 ;
- au Levant, dans le cadre de l'opération CHAMMAL, le maintien des activités maritimes et aériennes y compris depuis la mer incluant cinquante jours d'engagement du groupe aéronaval (GAN) contre trente en 2020 ainsi que la fin de la ré-articulation des *Task Force* terrestres ;
- au Liban (opération DAMAN) : l'engagement stable de la France au sein de la FINUL ;
- la pandémie de COVID-19, qui a continué à générer de multiples impacts sur l'ensemble des théâtres d'opérations.

La bande sahélo-saharienne reste la première des zones d'engagement des armées françaises : ce théâtre, à forte composante aéroterrestre, représente les deux tiers de l'effectif total déployé et du montant total des surcoûts OPEX (940,4 M€).

Traduisant l'engagement français dans le cadre d'une coalition de circonstance au Levant contre Daesh, l'opération CHAMMAL, à dominante aéromaritime, constitue le deuxième plus important engagement militaire en 2021, avec un surcoût total porté à 257,8 M€ (205,4 M€ en 2020) et un effectif moyen déployé de 1 091 hommes (1 156 en 2020).

L'opération DAMAN s'est caractérisée en 2021 par une augmentation de 7% des effectifs (soit 756 militaires contre 707 en 2020), découlant de l'application stricte sur le théâtre des mesures de quarantaine à chaque relèvement. Le surcoût global s'établit à 62,9 M€ (57,29 M€ en 2020).

OPERATION STRATEGIQUE : OPEX**1. DESCRIPTION**

OB « actions civilo-militaires »

Les actions civilo-militaires (ACM) sont des actions menées au profit de la population locale permettant l'intégration de la force française dans son environnement (1,1 M€).

OB « externalisation »

Cette opération budgétaire concerne les prestations externalisées de soutien (gestion de camp, alimentation, hébergement, acheminement du courrier, prestations multiservices, etc.) assurées par des prestataires extérieurs : 89,7 M€.

OB « soutien aux forces »

Les crédits de cette opération budgétaire (198,1 M€) servent à couvrir notamment les dépenses d'alimentation, de fonctionnement courant, de déplacement, de location immobilière, de condition du personnel en opération, d'habillement et de soutien de l'homme et de soutien au stationnement.

OB « soutien aux opérations »

Cette opération budgétaire concerne les dépenses de carburants opérationnels (36,36 M€ en AE et CP) pour les matériels terrestres et les avions affrétés déployés en OPEX, de munitions et d'entretien programmé des matériels aéroterrestres, aériens et navals. En 2021, elle s'est élevée à 43,1 M€.

OB « subventions »

Les subventions désignent les contributions versées par le ministère des armées aux budgets communs des opérations militaires de l'UE et de l'OTAN auxquelles participe la France. Elles s'élèvent en 2021 à 44,0 M€.

OB « télécommunications »

Cette OB (21,8 M€) regroupe les crédits alloués à l'acquisition de matériel SIC destinés aux opérations extérieures ainsi qu'aux télécommunications, permettant notamment de financer la location de bandes passantes pour la mise en œuvre des drones et les communications satellitaires sur les théâtres.

OB « transports »

Cette OB (111,9 M€) ne rend compte que des surcoûts liés à l'externalisation des transports. Elle ne rend pas compte des coûts liés à l'utilisation des moyens patrimoniaux, portés par d'autres OB.

Le transport regroupe, d'une part le transport stratégique et d'autre part le transport intra-théâtre, réalisés dans le cadre de marchés de transports maritimes, aériens et routiers.

Le transport stratégique se décompose en une phase de projection aérienne ou maritime depuis la métropole, puis une phase d'acheminement terrestre vers les zones d'intervention.

Les phases de projection, d'entretien des flux logistiques et de désengagement sont réalisées par une combinaison entre :

- la voie maritime affrétée ;
- l'affrètement de gros porteurs ;
- des transports terrestres (voie routière et de plus en plus, voie ferrée), notamment s'agissant des pré et post acheminements.

Les flux de soutien des OPEX en phase stabilisée (flux d'entretien) sont assurés majoritairement par la voie maritime et par la voie aérienne pour les besoins urgents et la logistique des matériels dont la rareté, la criticité ou le maintien en condition opérationnelle imposent des délais de transport courts.

2. ASPECTS FINANCIERS

Autorisations d'engagement et crédits de paiement (en €) :

Niveau

AE

CP

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Description	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Engagements hors TF	Ecart Utilisation / Prévisions	LFI	Prévision FDC/ADP du PAP	Consommation	Ecart Consommation / prévisions
	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)	-1	-2	-3	(4) = (3) - (1) - (2)
OB Actions civilo-militaires	1 500 000	-	1 202 015	- 297 985	1 500 000	-	1 139 344	- 360 656
OB Externalisation	110 000 000	-	87 727 597	- 22 272 403	110 000 000	-	89 681 468	- 20 318 532
OB Soutien aux forces	195 000 000	-	197 898 454	2 898 454	195 000 000	-	198 085 132	3 085 132
OB Soutien aux opérations	320 500 000	-	43 046 992	- 277 453 008	320 500 000	-	43 079 215	- 277 420 785
OB Subventions	45 000 000	24 000 000	43 981 245	- 25 018 755	45 000 000	24 000 000	43 981 245	- 25 018 755
OB Télécommunications	28 000 000	-	24 222 418	- 3 777 582	28 000 000	-	21 786 138	- 6 213 862
OB Transport	120 000 000	-	112 103 360	- 7 896 640	120 000 000	-	111 862 159	- 8 137 841
Total	820 000 000	24 000 000	510 182 082	- 333 817 918	820 000 000	24 000 000	509 614 701	- 334 385 299

BILAN FINANCIER DE L'ENSEMBLE DES DÉPENSES LIÉES AUX OPEX EN 2021 (PÉRIMÈTRE HORS TITRE 2)

Armée / service	Imputation des surcoûts OPEX	Ressources (en M€)	Dépenses (en M€)
EMA	Action 6 – Surcoûts liés aux OPEX	844,0	509,6
EMA/EOI	Action 1-10 - Emploi des forces	0,0	1,2
DIRISI	Action 1-14 - Systèmes d'information et de communication	0,0	-0,01
Armée de terre	Action 2 – Préparation des forces terrestres	0,0	275,1
Marine	Action 3 – Préparation des forces navales	0,0	151,0
Armée de l'air	Action 4 – Préparation des forces aériennes	0,0	132,7
Service de santé des armées	Action 5 – logistique et soutien interarmées	0,0	1,3
Soutien des Forces	Action 5 – logistique et soutien interarmées	0,0	43,6
Total		844,0	1 114,5

Les surcoûts OPEX sont détaillés, par armée ou service et type de dépense, dans les tableaux suivants.

En CP :

Type de dépense par OB ou activité (détailler les dépenses liées à CAPES France)	Imputation	Consommation
Externalisation du soutien hors CAPES	Action 6	89 681 468
Soutien aux forces	Action 6	198 085 132
Actions civilo-militaire	Action 6	1 139 344
Soutien aux opérations	Action 6	43 079 215
Subventions	Action 6	43 981 245
Télécommunications	Action 6	21 786 138
Transport	Action 6	111 862 159
Total		509 614 701

Type de dépense par

Imputation

Consommation

OB		
DIRISI	Action 1	-11 000
EOI	Action 1	1 241 191
Total		1 230 191
Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPM TERRESTRE	Action 2	130 188 622
EPM Aéronautique	Action 2	121 676 839
Carburant	Action 2	918 301
AOP	Action 2	3 793 113
Munitions	Action 2	17 531 228
EAC	Action 2	1 000 000
Total		275 108 103
Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPM Aéronautique	Action 3	43 711 328
EPM TERRESTRE	Action 3	261 453
EPM naval	Action 3	98 092 138
Carburant	Action 3	5 093 785
Munitions	Action 3	2 185 381
EAC	Action 3	244 996
AOP	Action 3	1 407 138
FAS	Action 3	-33 581
Total		150 962 638
Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPM Terrestre	Action 4	1 853 741
EPM Aéronautique	Action 4	85 219 061
Carburant	Action 4	27 308 513
Munitions	Action 4	18 709 740
AOP	Action 4	-401 800
Total		132 689 255
Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
EPP	Action 5	43 574 389
EAC	Action 5	232 483
AOP	Action 5	1 057 129
Total		44 864 001

FONDS DE CONCOURS, ATTRIBUTIONS DE PRODUITS

La répartition des fonds de concours, des attributions de produits réalisés et des ressources exceptionnelles est la suivante :

Niveau	Prévision PAP	Code	Consommation	Ecart Consommation / Prévision PAP
--------	---------------	------	--------------	---------------------------------------

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Sous-action	24 000 000	0178-06	31 427 922	7 427 922
-------------	------------	---------	------------	-----------

SYNTHESE ACTION 6

Niveau	Description	AE					CP			
		Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Affectation sur TF	Engagement hors TF	Ecart Utilisation / Prévision LFI	Prévision LFI	Prévision FdC/ADP du PLF	Consommation	Ecart Consommation / Prévision LFI
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	(4) = (3) - (1) - (2)
OS	OPEX	820 000 000	24 000 000	-	510 182 082	- 333 817 918	820 000 000	24 000 000	509 614 701	- 334 385 299

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
			Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	2021	2022	2023	>2023	Total
OS	OPEX	PLF	15,12	844,00	844,00	15,12	0,00	0,00	859,12
		PLR	15,99	510,18	509,61	16,56	0,00	0,00	526,17
Total écarts			-0,87	333,82	334,39	-1,44	0,00	0,00	332,95

ACTION

07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures

Action / Sous-action	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
<i>Prévision LFI y.c. FdC et AdP Réalisation</i>						
07 – Surcoûts liés aux opérations intérieures		30 000 000 30 739 135	30 000 000 30 739 135		30 000 000 28 966 468	30 000 000 28 966 468

PRINCIPALES MESURES DE L'ANNÉE

En application de la décision du président de la République de février 2021, le niveau d'engagement des armées dans l'opération SENTINELLE a connu une décroissance à partir du mois de mars 2021, pour se stabiliser au niveau socle de 3 000 militaires déployés au titre de la lutte anti-terroriste.

Dans le cadre de l'opération RESILIENCE, créée en mars 2020 pour appuyer les autorités civiles face à la crise COVID 19 sur le territoire national, les armées ont apporté en 2021 un soutien ciblé aux autorités sanitaires : participation à la campagne nationale de vaccination via onze centres militaires sur le territoire métropolitain et déploiements de modules militaires de réanimation (MMR) outre-mer.

OPERATION STRATEGIQUE : MISSINT**1. DESCRIPTION**

Le périmètre retenu pour la prise en charge en imputation directe sur le BOP 0178-0062 se limite aux missions faisant l'objet d'un financement en surcoût MISSINT (provision et couverture complémentaire le cas échéant). En 2021, cela concerne donc les opérations SENTINELLE et RESILIENCE.

OB « soutien aux forces »

Cette OB porte les dépenses d'alimentation, de déplacement du personnel et de fonctionnement courant pour un montant de 28,9 M€.

OB « télécommunications »

Les dépenses portées par cet OB pour 2021 s'élèvent à 0,2 M€.

2. ASPECTS FINANCIERS

(yc FDC et ADP)	Prévision LFI			Réalisation		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
AE	100 326 132	30 000 000	130 326 132	88 916 232	31 173 428	120 089 661
CP	100 326 132	30 000 000	130 326 132	88 916 232	29 080 176	117 996 408

BILAN FINANCIER DE L'ENSEMBLE DES DEPENSES LIEES AUX OPINT EN 2021 (PERIMETRE HORS TITRE 2)

Armée / service	Imputation des surcoûts MISSINT	Ressources (en M€)	Dépenses (en M€)
EMA	Action 7 – Surcoûts liés aux MISSINT	30	29,08
DIRISI	Action 1–14 – Systèmes d'information et de communication	-	0,04
Armée de terre	Action 2 – Préparation des forces terrestres	-	5,25
Marine	Action 3 – Préparation des forces navales	-	0,03
Armée de l'air	Action 4 – Préparation des forces aériennes	-	- 0,01
SOUTIEN	Action 5 – logistique et soutien interarmées	-	20,46
S.S.A	Action 5-80 – Fonction santé	-	0,30
Total		30	55,15

Les surcoûts OPINT sont détaillés, par armée ou service et type de dépense, dans les tableaux suivants.

En CP :

Répartition des dépenses par nature	Imputation	Consommation
Soutien aux forces	Action 7	28 925 012
Soutien aux opérations	Action 7	155 164
Total		29 080 176
Répartition des dépenses par	Imputation	Consommation

		(1)	(2)	(3)	(4)	LFI (5) = (3) + (4) - (1) - (2)	(1)	(2)	(3)	LFI (4) = (3) - (1) - (2)
OS	MISSINT	30 000 000	0	0	31 173 428	1 173 428	30 000 000	0	29 080 176	-919 824

ECHEANCIER DES PAIEMENTS

Niveau	Description	Code	PLF/PLR	Engagements		Paiements				
				Eng restant à payer à fin 2020	Eng 2021	2021	2022	2023	>2023	Total
OS	MISSINT	MISSINT	PLF	0,00	30,00	30,00	0,00	0,00	0,00	30,00
		MISSINT	PLR	2,87	31,17	29,08	4,96	0,00	0,00	34,04
Total écarts				-2,87	-1,17	0,92	-4,96	0,00	0,00	-4,04

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	30 000 000	30 739 135	30 000 000	28 966 468
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	30 000 000	30 739 135	30 000 000	28 966 468
Total	30 000 000	30 739 135	30 000 000	28 966 468

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Récapitulation des crédits et emplois alloués aux opérateurs de l'État

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS ALLOUÉS PAR LE PROGRAMME AUX OPÉRATEURS

Opérateur financé (Programme chef de file) Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Ecole de l'air et de l'espace (P178)	23 236 621	23 236 621	26 233 966	26 233 966	26 233 965	26 233 965
Subventions pour charges de service public	22 780 321	22 780 321	25 924 442	25 924 442	25 924 442	25 924 442
Dotations en fonds propres	456 300	456 300	309 524	309 524	309 523	309 523
Ecole navale (P178)	33 377 453	33 377 453	34 677 571	34 677 571	34 677 571	34 677 571
Subventions pour charges de service public	32 676 453	32 676 453	33 431 854	33 431 854	33 431 854	33 431 854
Dotations en fonds propres	701 000	701 000	1 245 717	1 245 717	1 245 717	1 245 717
CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (P172)	149 000	149 000			150 000	150 000
Transferts	149 000	149 000			150 000	150 000
IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (P172)	5 875 985	5 875 985			4 646 100	4 646 100
Transferts	5 875 985	5 875 985			4 646 100	4 646 100
Total	62 639 059	62 639 059	60 911 537	60 911 537	65 707 636	65 707 636
Total des subventions pour charges de service public	55 456 774	55 456 774	59 356 296	59 356 296	59 356 296	59 356 296
Total des dotations en fonds propres	1 157 300	1 157 300	1 555 241	1 555 241	1 555 240	1 555 240
Total des transferts	6 024 985	6 024 985			4 796 100	4 796 100

Par rapport à 2020, les financements apportés par l'État à l'École navale s'inscrivent dans une trajectoire haussière en 2021 pour la subvention pour charges de service public (SCSP), notamment en raison du rehaussement du plafond d'emplois et de la masse salariale. La dotation en fonds propres (DFP) a également été révisée à la hausse au titre du soutien du plan pluriannuel d'investissement (PPI) et du contrat plan État-Région (CPER). Au titre de la réalisation 2021, l'établissement a perçu l'intégralité de la ressource attendue.

L'École de l'air et de l'espace (EAE) a perçu l'intégralité de la ressource attendue. Après deux années d'existence en tant qu'opérateur de l'État, la SCSP est conforme aux besoins de l'établissement au regard des charges transférées. La dotation en fonds propres (DFP) reste stable par rapport à 2021.

Concernant l'IFREMER, les financements apportés par le programme 178 concernent la mise à disposition du navire océanographique français « Pourquoi pas », propriété de l'IFREMER, pour répondre aux besoins de la Défense, en application d'une convention Marine Nationale-SHOM-IFREMER.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DES OPÉRATEURS DONT LE PROGRAMME EST CHEF DE FILE

EMPLOIS EN FONCTION AU SEIN DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Opérateur	ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes	ETPT rémunérés par les opérateurs				ETPT rémunérés par d'autres collectivités
		sous plafond *	hors plafond	dont contrats aidés	dont apprentis	
Ecole de l'air et de l'espace	Réalisation 2020 Prévision 2021 Réalisation 2021	0	257	0	0	0

Opérateur	ETPT rémunérés par ce programme ou d'autres programmes	ETPT rémunérés par les opérateurs				ETPT rémunérés par d'autres collectivités
		sous plafond *	hors plafond	dont contrats aidés	dont apprentis	
Réalisation 2020	3	278	4	0	0	0
Prévision 2021	2	260	3	0	0	0
Réalisation 2021						
Ecole navale	0	350	17	0	3	0
	12	359	40	0	3	0
	10	353	22	0	4	0
Total	0	607	17	0	3	0
	15	637	44	0	3	0
	12	613	25	0	4	0

* Les emplois sous plafond 2021 font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2021 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2021

La consommation des ETPT pour les opérateurs du programme 178 s'établit à 96,23% en 2021, contre 96,81% en 2020.

L'année 2021 marque un changement de périmètre pour l'École de l'air et de l'espace (EAE), les ouvriers d'État (OE) sortant de son plafond d'emplois. Ils sont désormais mis à disposition de l'opérateur contre remboursement au ministère des armées. L'établissement reste vigilant à ce que tous les postes du personnel militaire soient honorés lors du plan annuel de mutation (PAM). Les postes de personnels civils sont pourvus par la mobilité, le recrutement 4139-2 et par le recours aux agents sous contrats, dont le processus de recrutement a été consolidé. Le décalage entre la prévision et la réalisation provient essentiellement des difficultés de pourvoir les postes de personnels militaires vacants du fait des règles de gestion ne permettant des entrées qu'une fois par an lors du PAM, tandis que les sorties peuvent se faire au fil de l'eau.

La dynamique de saturation du plafond d'emplois entreprise en 2020 par l'École navale se poursuit en 2021. Elle résulte, d'une part, du dialogue de gestion avec la direction du personnel militaire de la Marine (DPMM) et, d'autre part, du pilotage des effectifs au sein de l'établissement.

SCHÉMA D'EMPLOIS ET PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	Prévision ETPT	Réalisation ETPT
Emplois sous plafond 2021 *	637	613

* Ces emplois sous plafond font référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale 2021 ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2021

	Prévision ETP	Réalisation ETP
Schéma d'emplois 2021 en ETP	2	-13

Le schéma d'emploi des opérateurs du programme 178 est de -13,48 ETP.

S'agissant de l'École de l'air et de l'espace (EAE), l'écart constaté (-7,6 ETP) tend à diminuer au fur et à mesure de la consolidation des fonctions support au sein de l'établissement. À cela s'ajoute le renforcement du recrutement de personnels civils sur certains postes militaires non pourvus.

Concernant l'École navale, l'écart constaté (-5,88 ETP) est notamment justifié par le contexte sanitaire, qui a conduit à un ralentissement des campagnes de recrutement et d'arrivées de personnel.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Justification au premier euro

Opérateurs

OPÉRATEUR

Ecole de l'air et de l'espace

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

L'École de l'air et de l'espace (EAE) réunit l'ensemble des parcours de formation initiale des officiers de l'armée de l'air et de l'espace. L'EAE est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, constitué sous la forme d'un grand établissement (EPSCP-GE) au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation (article R. 3411-119 du code de la défense), sous tutelle du ministère des armées.

Ce statut lui permet de s'intégrer pleinement dans l'enseignement supérieur et de collaborer d'égal à égal avec tous les établissements de l'enseignement supérieur.

École de commandement, l'EAE dispense à tous les futurs officiers une formation militaire d'excellence en prise directe avec le milieu opérationnel. L'établissement forme, en outre, les futurs experts du milieu aérospatial, en s'appuyant sur un enseignement pratique et théorique de haut niveau, adossé à un pôle recherche en plein essor. L'École offre la possibilité de suivre une formation individualisée et valorisée grâce à une prise en compte des diplômes, des compétences et de l'expérience déjà détenus.

Les travaux relatifs à l'élaboration du premier contrat d'objectifs et de performance (COP) de l'établissement ont été conduits et approuvés lors du conseil d'administration (CA) de novembre. Ce projet ambitieux permettra à l'École de poursuivre l'élargissement de son offre de formation, tout en sanctuarisant le fondamental de la formation des officiers aviateurs.

L'année 2021 s'est exécutée dans un contexte de crise sanitaire moins marqué que durant l'exercice 2020. L'impact réel sur la gestion 2021 est limité. Certaines missions auront toutefois été adaptées aux circonstances et réalisées dans des formats réduits par rapport à un fonctionnement nominal. C'est le cas notamment du baptême des promotions ou encore des participations sportives des élèves aux événements inter-écoles. De plus, il a été observé des difficultés pour les fournisseurs à s'engager sur les délais de livraison notamment pour les matériels techniques (équipements sportifs, vêtements techniques...).

En parallèle, l'École a pu s'appuyer sur ses marchés de travaux pour mener à bien les grands projets de rénovation des salles de cours et de réaménagement des amphithéâtres. Ainsi, le plan de charge du plan d'investissement, ambitieux car il recouvrait la part des travaux du plan d'investissement complémentaire (PIC) 2020 non exécutés à la fin de l'année précédente et les projets du PPI (plan pluriannuel d'investissement) 2021, a été en très grande partie réalisé.

Le mastère spécialisé « Cyber » vient étoffer l'offre de formation de l'EAE, en partenariat avec l'IEP d'Aix-en-Provence.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P144 – Environnement et prospective de la politique de défense					664	44

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts					664	44
P178 – Préparation et emploi des forces	23 237	23 237	26 234	26 234	26 234	26 234
Subventions pour charges de service public	22 780	22 780	25 924	25 924	25 924	25 924
Dotations en fonds propres	456	456	310	310	310	310
P141 – Enseignement scolaire public du second degré	3	3				
Transferts	3	3				
P231 – Vie étudiante					3	3
Transferts					3	3
P359 – Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022					121	
Subventions pour charges de service public					121	
Total	23 240	23 240	26 234	26 234	27 021	26 281

Les montants de la réalisation 2021 sont conformes à la prévision inscrite en LFI grâce à la levée de la réserve de précaution en fin d'année, et permettent à l'établissement de poursuivre son développement.

La subvention pour charges de service publique (SCSP) versée par le programme 359 (0,12 M€) vise à soutenir des événements que l'École de l'air et de l'espace réalisera dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne (PFUE).

COMPTES FINANCIERS 2021

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTES DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Produits	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Personnel	23 000	22 772	Subventions de l'État	25 708	25 924
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	9 129	8 638	– subventions pour charges de service public	25 708	25 924
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	3 324	2 959	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)			Autres subventions		195
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	139	498	Revenus d'activité et autres produits	637	747
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	139	498	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>		
Total des charges	26 324	25 730	Total des produits	26 346	26 867
Résultat : bénéfique	22	1 137	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	26 346	26 867	Total : équilibre du CR	26 346	26 867

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Ressources	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	161	1 635
Investissements	1 591	1 375	Financement de l'actif par l'État	297	310
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	121	
			Autres ressources	96	
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	1 591	1 375	Total des ressources	675	1 944
Augmentation du fonds de roulement		570	Diminution du fonds de roulement	917	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat de l'exercice 2021 s'établit à 1,14 M€, pour une augmentation du fonds de roulement de 0,57 M€. Ces montants positifs résultent de moindres dépenses du fait de certains reports de dépenses en 2022 (notamment du fait de factures non réceptionnées en fin de gestion).

Les financements (47 k€) en provenance des programmes 144 et 231 sont intégrés dans les revenus d'activités de l'établissement.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2020	Budget initial 2021	Compte financier 2021
7 291	5 637	7 973

A la suite de l'abondement du montant de l'excédent budgétaire de la trésorerie, cette dernière atteint 8,0 M€ en fin d'année 2021.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2021		Compte financier 2021 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	23 000	23 000	22 858	22 858
Fonctionnement	2 785	3 185	2 482	2 236
Intervention	0	0	0	0
Investissement	991	1 591	874	1 288
Total des dépenses AE (A) CP (B)	26 776	27 776	26 214	26 382
dont contributions employeur au CAS pensions	9 129	9 129	8 638	8 638

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Opérateurs

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Recettes globalisées	26 346	26 545
Subvention pour charges de service public	25 708	25 924
Autres financements de l'État	0	0
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	0	0
Recettes propres	637	620
Recettes fléchées	514	500
Financements de l'État fléchés	297	310
Autres financements publics fléchés	121	132
Recettes propres fléchées	96	58
Total des recettes (C)	26 860	27 045
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	663
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	917	0

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel		Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	Budget initial	Compte financier *	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
1. Formation académique	5 000		145	153	0	0	59	59	5 204	5 211
	4 697		150	142	0	0	36	90	4 883	4 929
2. Formation militaire, aéronautique et aérospatiale	6 000		1 465	1 835	0	0	240	240	7 705	8 075
	6 415		1 056	995	0	0	314	24	7 785	7 434
3. Recherche	4 000		253	268	0	0	336	336	4 589	4 604
	4 178		231	223	0	0	125	140	4 535	4 542
4. Rayonnement et partenariat	3 000		313	318	0	0	37	37	3 350	3 355
	2 886		210	198	0	0	32	27	3 128	3 111
5. Soutien	5 000		610	612	0	0	320	920	5 930	6 532
	4 681		834	678	0	0	368	1 007	5 883	6 366
Total	23 000		2 785	3 185	0	0	991	1 591	26 776	27 776
	22 858		2 482	2 236	0	0	874	1 288	26 214	26 382

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	917	0
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	0
Autres décaissements non budgétaires	0	0
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	917	0
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	682
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	703
Total des besoins	917	682

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
---------	---------------------	-------------------------

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	663
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	0	19
Autres encaissements non budgétaires	0	0
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	0	682
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	917	0
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	0	21
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	917	0
Total des financements	917	682

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

L'abondement de la trésorerie (0,6 M€) est conforme au montant de l'excédent budgétaire et au tableau d'évolution de la situation patrimoniale.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2020 (1)	Prévision 2021 (2)	Réalisation 2021
Emplois rémunérés par l'opérateur :	257	282	263
– sous plafond	257	278	260
– hors plafond		4	3
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>			
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		3	2
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes		3	2
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2020.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2021.

L'année 2021 a été marquée par un changement de périmètre des emplois, les ouvriers d'État sortant du plafond d'emplois de l'établissement et désormais mis à disposition contre remboursement.

La sous-exécution entre le plafond d'emplois (278 ETPT) et la réalisation (260 ETPT) provient essentiellement des difficultés de pourvoir les postes de personnel militaire vacants au fil de l'eau. En effet, les règles de gestion ne permettent les entrées qu'une fois par an au plan annuel de mutation (PAM), alors que les sorties peuvent se faire tout au long de l'année (retraite, reconversion...) ou de manière anticipée (départ en Outre-Mer ou à l'étranger).

OPÉRATEUR

Ecole navale

ANALYSE DE L'ACTIVITÉ ET DES RÉSULTATS DE L'OPÉRATEUR

En charge de la formation initiale des officiers de Marine et des marins des spécialités nautiques, l'École navale (EN) dispose du statut d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) depuis le 1^{er} janvier 2017.

L'exercice 2021, encore impacté par le contexte sanitaire, a été marqué par une réduction des frais de déplacement, l'annulation de stages ou encore l'acquisition de matériels informatiques. Les faits marquants de l'année sont la dynamique d'investissement à destination des élèves (amélioration de leur cadre de vie à travers la rénovation des postes élèves, mais aussi d'amphithéâtre), ainsi que des investissements dans le cadre de la formation. Le déploiement du plan d'attractivité a conduit à la mise en place d'un transport collectif pour le personnel entre Daoulas et l'École, ainsi que l'ouverture d'une antenne à Brest offrant également de nouvelles perspectives de rayonnement vers les partenaires extérieurs.

L'année 2021 aura donc été une année avec un très bon niveau des engagements en investissement. Des décalages de paiement sur l'exercice 2022 conduisent à une trésorerie en forte hausse par rapport au prévisionnel. Ces décalages engendrent également une augmentation du niveau du fonds de roulement. D'un montant de 1,9 M€, ces augmentations, purement conjoncturelles, sont résorbées sur le début d'exercice 2022.

FINANCEMENT APPORTÉ À L'OPÉRATEUR PAR LE BUDGET DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Programme intéressé Nature de la dépense	Réalisation 2020		Prévision LFI 2021		Réalisation 2021	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
P144 – Environnement et prospective de la politique de défense					356	
Transferts					356	
P178 – Préparation et emploi des forces	33 377	33 377	34 678	34 678	34 678	34 678
Subventions pour charges de service public	32 676	32 676	33 432	33 432	33 432	33 432
Dotations en fonds propres	701	701	1 246	1 246	1 246	1 246
Total	33 377	33 377	34 678	34 678	35 034	34 678

Les financements apportés par l'État à l'établissement ont augmenté par rapport à 2020. La subvention pour charge de service public (SCSP) a été réévaluée, notamment en raison du rehaussement du plafond d'emplois et de la masse salariale, ainsi que la dotation en fonds propres (DFP), au titre d'un soutien complémentaire au plan pluriannuel d'investissement (PPI) et du contrat plan État-Région (CPER). En 2021, l'établissement a reçu la totalité des crédits prévus en loi de finances initiale (LFI).

COMPTE FINANCIER 2021

Avertissement

La situation du compte financier au regard de son vote n'est pas renseignée. Le compte financier de l'opérateur n'a pas été certifié par un commissaire aux comptes.

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

Charges	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Produits	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Personnel	26 761	26 768	Subventions de l'État	33 032	33 432
<i>dont contributions employeur au CAS pensions</i>	3 301	9 568	– subventions pour charges de service public	33 032	33 432
			– crédits d'intervention(transfert)		
Fonctionnement autre que les charges de personnel	7 440	8 093	Fiscalité affectée		
Intervention (le cas échéant)	30	57	Autres subventions	399	950
Total des charges non décaissables sur le fonctionnement et/ou l'intervention	806	819	Revenus d'activité et autres produits	2 520	2 348
<i>dont dotations aux amortissements, dépréciations et provisions</i>	806	819	<i>dont reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</i>		
<i>dont valeur nette comptable des éléments d'actif cédés</i>			<i>dont produits de cession d'éléments d'actif</i>		
			<i>dont quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs</i>	605	480
Total des charges	34 230	34 917	Total des produits	35 951	36 730
Résultat : bénéfice	1 721	1 813	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	35 951	36 730	Total : équilibre du CR	35 951	36 730

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE

(en milliers d'euros)

Emplois	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *	Ressources	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	1 922	2 151
Investissements	3 486	2 451	Financement de l'actif par l'État	1 196	1 246
			Financement de l'actif par les tiers autres que l'État	112	71
			Autres ressources		
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
Total des emplois	3 486	2 451	Total des ressources	3 230	3 468
Augmentation du fonds de roulement		1 017	Diminution du fonds de roulement	256	

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

Le résultat net comptable (RNC) et la capacité d'autofinancement (CAF), en progression par rapport aux prévisions initiales, permettront de soutenir le plan pluriannuel d'investissement (PPI), pour lequel la valeur cible de la CAF s'élève à 1,5 M€.

TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)

Compte financier 2020	Budget initial 2021	Compte financier 2021
9 044	7 717	10 511

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Opérateurs

Le report de nombreux décaissements sur l'exercice 2022 (1,9 M€), en raison de la non réception de commandes et de factures, de décalage de travaux ou de notification tardives de marchés, influent la trésorerie, en forte hausse en fin de gestion 2021.

AUTORISATIONS BUDGÉTAIRES

(en milliers d'euros)

Dépenses	Budget initial 2021		Compte financier 2021 *	
	AE	CP	AE	CP
Personnel (yc enveloppe recherche)	27 104	27 104	26 931	26 931
Fonctionnement (yc enveloppe recherche)	6 454	6 663	6 564	6 286
Intervention	0	0	0	0
Investissement (yc enveloppe recherche)	3 708	3 486	4 142	2 463
Dont enveloppe recherche	0	0	0	0
- Personnel enveloppe recherche	0	0	0	0
- Fonctionnement enveloppe recherche	0	0	0	0
- Investissement enveloppe recherche	0	0	0	0
Total des dépenses AE (A) CP (B)	37 265	37 253	37 636	35 680
dont contributions employeur au CAS pensions	3 301	3 301	9 620	9 620

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Recettes	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Recettes globalisées	36 258	36 167
Subvention pour charges de service public	33 032	33 432
Autres financements de l'État	1 196	1 154
Fiscalité affectée	0	0
Autres financements publics	7	0
Recettes propres	2 023	1 581
Recettes fléchées	717	988
Financements de l'État fléchés	279	549
Autres financements publics fléchés	137	175
Recettes propres fléchées	300	264
Total des recettes (C)	36 975	37 155
Solde budgétaire (excédent) (D1 = C - B)	0	1 475
Solde budgétaire (déficit) (D2 = B - C)	279	0

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

DÉPENSES PAR DESTINATION

(en milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
01. Délivrer des formations en lien avec les besoins de la Marine	21 818	2 088	2 088	0	0	971	1 072	24 878	24 978
	21 679	1 670	1 603	0	0	1 112	837	24 461	24 119
02. Développer une recherche de qualité	407	304	306	0	0	555	495	1 265	1 208
	404	291	327	0	0	1 134	380	1 829	1 111

(en milliers d'euros)

Destination <i>Budget initial</i> <i>Compte financier *</i>	Personnel	Fonctionnement		Intervention		Investissement		Total	
	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
03. Développer les partenariats et devenir un pôle d'excellence maritime reconnu	271 269	72 257	72 156	0 0	0 0	0 42	0 34	343 568	343 460
04. Assurer des actions de communication permettant le rayonnement de l'École	949 943	90 273	90 227	0 0	0 0	100 258	132 242	1 139 1 474	1 170 1 412
05. Assurer et fiabiliser le soutien de l'EPSCSP pour optimiser l'adaptation des moyens aux missions	3 659 3 636	3 899 4 073	4 107 3 973	0 0	0 0	2 082 1 596	1 788 970	9 640 9 304	9 554 8 579
Total	27 104 26 931	6 454 6 564	6 663 6 286	0 0	0 0	3 708 4 142	3 486 2 463	37 265 37 636	37 253 35 680

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

ÉQUILIBRE FINANCIER

(en milliers d'euros)

Besoins	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (déficit) (D2)	279	0
Remboursements d'emprunts (capital), nouveaux prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : besoins	0	0
Autres décaissements non budgétaires	0	0
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)	279	0
ABONDEMENT de la trésorerie = (2) - (1)	0	1 475
Abondement de la trésorerie fléchée	0	0
Abondement de la trésorerie non fléchée	0	1 475
Total des besoins	279	1 475

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

(en milliers d'euros)

Financements	Budget initial 2021	Compte financier 2021 *
Solde budgétaire (excédent) (D1)	0	1 475
Nouveaux emprunts (capital), remboursements de prêts (capital), dépôts et cautionnements	0	0
Opérations au nom et pour le compte de tiers : financement	3	0
Autres encaissements non budgétaires	0	0
Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)	3	1 475
PRÉLÈVEMENT sur la trésorerie = (1) - (2)	275	0
Prélèvement sur la trésorerie fléchée	39	0
Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	236	0
Total des financements	279	1 475

* Étape du processus de validation du compte financier non indiquée

L'exercice 2021 présente un abondement de trésorerie de +1,5 M€.

Préparation et emploi des forces

Programme n° 178 | Opérateurs

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2020 (1)	Prévision 2021 (2)	Réalisation 2021
Emplois rémunérés par l'opérateur :	367	399	375
– sous plafond	350	359	353
– hors plafond	17	40	22
<i>dont contrats aidés</i>			
<i>dont apprentis</i>	3	3	4
Autres emplois en fonction dans l'opérateur :		12	10
– rémunérés par l'État par ce programme			
– rémunérés par l'État par d'autres programmes		12	10
– rémunérés par d'autres collectivités ou organismes			

(1) La réalisation reprend la présentation du RAP 2020.

(2) La prévision fait référence aux plafonds des autorisations d'emplois votés en loi de finances initiale ou, le cas échéant, en lois de finances rectificatives 2021.

La dynamique entreprise en 2020 vers une saturation du plafond d'emplois se poursuit en 2021, découlant, d'une part, du dialogue de gestion avec la direction du personnel militaire de la Marine nationale et, d'autre part, du pilotage des effectifs civils de l'École navale.

La différence entre le plafond d'emplois et l'exécution résulte notamment d'arrivées tardives d'agents sur poste et de départs non prévus concernant le personnel contractuel sous plafond, et de l'écart entre la prévision et l'embarquement des personnels militaires.